**Zeitschrift:** Tagblatt des Grossen Rates des Kantons Bern

**Herausgeber:** Grosser Rat des Kantons Bern

**Band:** - (1897)

**Rubrik:** Ausserordentliche Session : Dezember

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 16.12.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# Tagblatt

des

# Grossen Rates des Kantons Bern.

## Kreisschreiben

an die

**Mitglieder des Grossen Rates.**

*Biglen,* den 9. Dezember 1897.

*Herr Grossrat,*

Der Unterzeichnete hat im Einverständnis mit dem Regierungsrat den Zusammentritt des Grossen Rates zu einer ausserordentlichen Session auf **Montag den 27. Dezember 1897** angeordnet. Sie werden daher eingeladen, sich am genannten Tag, nachmittags **2** Uhr, auf dem Rathaus in Bern einzufinden.

Die zur Behandlung kommenden Gegenstände sind folgende:

### Vorträge.

*Des Regierungspräsidiums.*

Ergebnis der Volksabstimmung vom 28. November 1897.

*Der Direktion der Justiz.*

Expropriationen.

*Der Direktion der Polizei.*

1. Naturalisationen.
2. Strafnachlassgesuche.

*Der Direktion der Finanzen.*

1. Käufe und Verkäufe von Domänen.
2. Voranschlag über den Staatshaushalt des Kantons Bern für das Jahr 1898.

*Der Baudirektion.*

Strassen und andere Bauten.

*Der Forstdirektion.*

Waldkäufe und -Verkäufe.

Für den ersten Tag werden die Vorträge des Regierungspräsidiums und der Direktionen, mit Ausnahme des Voranschlages, auf die Tagesordnung gesetzt.

Mit Hochschätzung!

*Der Grossratspräsident*

**Bigler.**

# Erste Sitzung.

**Montag den 27. Dezember 1897,**

nachmittags 2 Uhr.

Vorsitzender: Präsident *Bigler*.

Der Namensaufruf verzeigt 153 anwesende Mitglieder. Abwesend sind 59 Mitglieder; wovon mit Entschuldigung: Die Herren Aegerter, Burrus, Cuenat, Eggimann, Freiburghaus, Friedli, Frutiger, v. Grünigen, Häberli, Hari (Adelboden), Hauser, Krebs (Eggiwyl), Laubscher, Marchand, Marcuard, Maurer, Nägeli, Scherz, Thöni, Tschannen, Tschiemer, Voisin; ohne Entschuldigung abwesend sind: Die Herren Béguelin, Berger, Boinay, Boss, Brahier, Burri, Comte, Coullery, Droz, Dubach, Etter (Maikirch), Fahrny, Gerber (Uetendorf), Gouvernon, Gurtner (Uetendorf), Hadorn, Henzelin, Hiltbrunner, Houriet (Tramlingen), Hubacher (Wyssachengraben), Jacot, Imhof, Itten, Kaiser, Kisling, Lanz, Ledermann, Marti, Moor, Moschard, Dr. Reber, Reichenbach, Rollier, Roth, Schneeberger, Scholer, Schüpbach.

## Tagesordnung:

### Bereinigung des Traktandenverzeichnisses.

Voranschlag für 1898.

**Bühler**, Präsident der Staatswirtschaftskommission. Die Staatswirtschaftskommission wünscht, dass schon heute mit der Beratung begonnen werde, um eventuell die Session morgen schliessen zu können.

**Präsident.** Nach dem Einladungscirkular soll das Budget heute nicht zur Beratung kommen. Nun ist aber der Rat sehr vollzählig versammelt, und wenn nicht Opposition erhoben wird, so nehme ich an, Sie seien mit dem Wunsche der Staatswirtschaftskommission einverstanden.

Zustimmung.

**M. Folletête.** Avant de fixer définitivement le plan de délibération de la session actuelle, j'ai une observation à faire et une demande à formuler.

Lors des deux dernières sessions, notre collègue M. Boinay a demandé qu'il fût enfin statué sur la demande formulée par les catholiques romains de Bienne, tendant à ce que leur association religieuse fût officiellement reconnue comme paroisse légale. On a objecté à ces instances qu'il y aurait lieu de rattacher cette demande à la situation identique des catholiques romains de St-Imier. Ces derniers étaient en instance de recours auprès du Conseil-exécutif, et demandaient la cassation des élections paroissiales, validées par le préfet de Courtelary. Le Conseil-exécutif, tardant de statuer sur ce recours, M. Boinay avait introduit auprès du Tribunal fédéral un recours en déni de justice, à propos duquel un délai avait été fixé au gouvernement bernois pour formuler sa réponse.

La Direction des affaires communales et des cultes crut opportun de régler concuremmement la demande des catholiques romains de Bienne, avec l'affaire de St-Imier, par un projet de décret reconnaissant comme paroisses officielles les deux communautés libres de Bienne et de St-Imier, bien que celle-ci n'eût point encore fait parvenir aucune demande expresse à cet égard. Voici la texte de la communication faite à ce propos par la direction à M. Boinay:

Monsieur le député,

«Nous vous remettons un exemplaire du projet de «décret concernant la reconnaisance comme paroisse les «associations catholiques de Bienne et St-Imier. Nous «soumettrons ce projet de décret sans retard au Conseil-«exécutif et nous ferons notre possible pour qu'il puisse «être traité par le Grand Conseil dans sa prochaine ses-«sion. Par ce décret les contestations administratives entre «MM. Rusconi et Defillipis de St-Imier et la paroisse «catholique du district de Courtelary, ainsi que le re-«cours des premiers au Tribunal fédéral deviendront «sans objet et par conséquent nous vous demandons «si les recourants ne pourraient pas se résoudre à re-«tirer ce recours.

«Agréez etc.»

Or, sur les assurances données par la Direction des cultes que cette affaire pourrait se régler amiablement sans autre retard, M. Boinay a retiré son recours au Tribunal fédéral et il lui en a été donné acte par la décision suivante:

«Vu le recours de droit public adressé au Tribunal fédéral le 4 août 1897 par Guillaume Rusconi marbrier, et Louis Defillipis, menuisier, les deux à St-Imier, contre le refus du Conseil-exécutif du canton de Berne de statuer sur le recours des dits contre le jugement rendu le 3 décembre 1896 par le préfet de Courtelary. Vu la lettre du 5 septembre 1897 par laquelle l'avocat Boinay à Porrentruy, mandataire des recourants, déclare retirer le recours de ses clients, — le Tribunal fédéral décide que cette affaire est rayée du rôle et les recourants paieront les frais d'expédition et débours s'élevant à 1 fr. 40.»

Cette décision du Tribunal fédéral, en vertu de laquelle est retiré le recours rédigé par M. Boinay, est datée du 16 septembre 1897. Depuis lors, rien n'a été fait et la demande de Bienne est là sans solution. Comme vous l'avez compris par les termes de la lettre de la Direction des cultes, ce retrait du recours pour

déni de justice était subordonné à la question de savoir si le Conseil-Exécutif ne devait pas immédiatement présenter au Grand Conseil un projet de décret constituant les deux paroisses catholiques romaines de Bienne et St-Imier. Ce projet de décret aurait rendu inutile le recours des sieurs Rusconi et Defillipis et l'affaire de St-Imier eût été réglée à la satisfaction des deux parties.

En date du 15 novembre 1897, M. Boinay a de nouveau adressé au Conseil-exécutif une lettre par laquelle il le rend attentif à la position tout à fait délicate et pénible qui lui est faite dans cette affaire, ayant retiré ce recours devant des promesses qui n'ont pas été remplies. Ainsi, notre collègue demande d'une manière formelle que le projet de décret qui lui avait été annoncé, promis par lettre du 30 août 1897, soit immédiatement mis en délibération par le Conseil-exécutif et déposé au Grand Conseil. Il lui a été répondu par la chancellerie de la manière suivante:

«Le Conseil-exécutif nous charge de vous annoncer «en réponse à votre lettre du 15 courant qu'il a décidé «dans sa séance d'aujourd'hui de discuter prochainement «le projet de décret portant reconnaissance comme pa«roisses catholiques romaines les associations catholiques «de Bienne et St-Imier, de déposer ce projet sur le «bureau du Grand Conseil pendant la session de dé«cembre de la présente année.»

Or, nous sommes à la session de décembre de la présente année 1897, et je demande que le projet de décret qui doit être délibéré par le Conseil-exécutif soit déposé sur le bureau du Grand Conseil afin qu'il puisse en être délibéré dans le courant de cette session, qu'elle ne se termine que mercredi ou quelque courte quelle puisse être. Il me semble que l'objet en vaut la peine, surtout après les promesses et les assurances données à M. Boinay. Le Grand Conseil devrait veiller à ce que cette affaire sorte enfin de la liste des tractanda, après l'avoir discutée d'une manière convenable.

Je demande donc que la liste des tractanda de la session actuelle soit augmentée de la discussion sur le projet de décret des catholiques romains de Bienne tendant à ce que leur communauté libre soit érigée en paroisse officielle légale. Cette affaire est en état depuis longtemps, et il ne paraît pas convenable de la faire dépendre des difficultés qui pourront encore se produire en ce qui concerne les réclamations des catholiques romains de St-Imier.

**Minder**, Kirchendirektor. Bei Aufstellung der Traktandenliste für die gegenwärtige ausserordentliche Session beschränkte sich der Regierungsrat darauf, nur diejenigen Geschäfte aufzunehmen, welche absolut behandelt werden müssen. Die Kirchendirektion hat, wie schon in der letzten Session bemerkt wurde, ihre Vorlage gemacht, der Regierungsrat kam aber bis zur Stunde noch nicht dazu, die Sache endgültig zu behandeln. Was die Frage der Wiederherstellung früherer Kirchgemeinden betrifft, so liegt die Sache bei der Finanzdirektion und man muss doch warten, bis dieselbe ihren Bericht abgiebt. Und was die andern Angelegenheiten anbetrifft, so weiss Herr Folletête genau, welches der Stand der Sache ist. Während der letzten Session haben wir dieselbe besprochen, und ich habe Herrn Folletête gesagt, die Regierung sei der Ansicht, es müsse formellerweise ein Gesuch der römisch-katholischen Gemeinde St. Immer vorliegen. Herr Folletête übernahm es, dafür zu sorgen, dass dieses Gesuch eingehe. Das ist aber bis zum heutigen Tage noch nicht geschehen, und es kann die Sache daher nicht behandelt werden.

**M. Folletête.** Ma réponse aux observations de M. le directeur Minder sera très facile et très brève en même temps. On prétend tout d'abord que l'affaire ne peut pas être traitée dans cette session, parce que c'est une session extraordinaire. Je ne sais pas si la raison est précisément péremptoire et peut constituer une réplique suffisante à l'observation que j'ai été chargé de faire. Mais je laisse cette question de côté pour aborder la question personnelle.

M. le directeur me met personnellement en cause à raison des relations que j'ai eues non seulement à propos de cette affaire, mais à propos d'une question très importante, celle de la restauration des paroisses catholiques dans la partie catholique du canton. Or, je répète que depuis 5 ans il y a ici une motion pendante devant le Conseil-exécutif à laquelle il n'a point encore été répondu. Le gouvernement ne peut pas se plaindre de ce que j'aie été trop insistant pour en réclamer la solution immédiate, puisque, je le répète, il y a 5 ans qu'elle a été déposée sur le bureau du Grand Conseil.

Lors de la dernière session, nous entretenant de cette affaire et des autres affaires pendantes avec M. le Directeur des cultes, celui-ci m'a dit en effet que le Conseil-exécutif comptait traiter l'affaire de Bienne en même temps que celle de St-Imier. Je lui fis observer que celle-ci n'avait aucune connexité avec celle-là, mais il m'engagea, puisque tel était le désir du Conseil-exécutif, de faire tout mon possible pour que de St-Imier arrivât aussi une demande analogue à celle des catholiques-romains de Bienne. J'ai dit à plusieurs reprises à M. le Directeur des cultes que je m'emploierais auprès de mes coreligionnaires de St-Imier pour les amener à formuler une requête pareille à celle des catholiques de Bienne. Je suis donc intervenu à réitérées fois. Si mes démarches n'ont pas encore été couronnées de succès, je n'en puis mais, et ne saurais encourir aucune responsabilité à cet égard; je ne pense pas du reste que M. le Directeur des cultes puisse suspecter la loyauté des rapports que j'ai eus avec lui en cette circonstance. — Voilà toute ma réponse.

J'ajouterai que personnellement, peut-être, je n'aurais pas présenté l'observation que je viens de faire; mais ce matin, avant de partir de Porrentruy, j'ai été prié par mon collègue M. Boinay, empêché d'assister à la séance d'aujourd'hui, et muni de pièces qu'il m'a remises ce matin, d'insister auprès du Grand Conseil pour que dans la présente liste des tractanda figure la demande pressante, urgente, des catholiques de Bienne.

Je remplis la mission que j'ai acceptée, ne pensant pas que mes explications puissent n'avoir pas convaincu M. le Directeur Minder que nos rapports n'aient pas été empreints de la plus parfaite loyauté, aussi bien de sa part que de la mienne.

**v. Muralt.** Ich möchte nur konstatieren, dass die Kommission zur Vorberatung des Dekrets betreffend Anerkennung der römisch-katholischen Genossenschaften

von Biel und St. Immer als Kirchgemeinden den Entwurf des Regierungsrates noch nicht erhalten hat und denselben daher noch nicht beraten konnte.

**Reimann.** Ich erlaube mir die Anfrage an den Herrn Präsidenten, ob er vor Ablauf der gegenwärtigen Legislaturperiode noch eine Session einzuberufen gedenkt. Wenn ja, so könnte das Dekret dann in dieser Session behandelt werden. Wenn nein, so möchte ich mit den Herren Folletête und Boinay wünschen, dass dieses alte Geschäft einmal erledigt werde.

**Präsident.** Gestützt auf frühere Erfahrungen kann ich mitteilen, dass jedenfalls noch eine Session stattfinden wird.

**Ritschard,** Regierungspräsident. Es steht ausser Zweifel, dass in nächster Zeit wieder eine Sitzung des Grossen Rates stattfinden muss. Die gegenwärtige Session wurde hauptsächlich einberufen zur Festsetzung des Budgets, weil dies ordnungsmässig noch dies Jahr geschehen muss. Dagegen wird eine weitere grössere, arbeitsreichere Session Ende Januar oder anfangs Februar beginnen, indem verschiedene Dekrete und auch Gesetze dringend behandelt werden müssen. In dieser Sitzung wird dann auch das Dekret, dessen Behandlung Herr Folletête wünscht, zur Beratung kommen. Ich füge bei, dass der Verschiebung seitens der Regierung durchaus keine tendenziöse Absicht zu Grunde liegt. Die Regierung hatte sich in neuerer Zeit mehrfach mit katholischen Fragen aus dem Jura zu befassen. Einzelne derselben sind allerdings einfacherer Natur; andere dagegen sind etwas komplizierter Natur und mussten von der Finanzdirektion etc. begutachtet werden. Wir nehmen an, es sei auch Ihr Wille, dass in derartigen schwierigen, etwas epineusen Fragen eine gehörige Vorbereitung stattfindet, bevor man damit vor den Grossen Rat tritt. Was Biel und St. Immer betrifft, so wird kein Hindernis im Wege stehen, die Sache in der nächsten Session zu behandeln. Nicht ganz so sicher ist es, ob auch die Frage betreffend Wiederherstellung früherer katholischer Kirchgemeinden schon in der Februarsession wird vorgelegt werden können. Ich wiederhole aber, dass sich alles im Studium befindet, und es scheint mir, die Herren aus dem Jura sollten nach diesen Mitteilungen durchaus beruhigt sein können.

**v. Muralt.** Ich habe mit Genugthuung die beruhigenden Zusicherungen seitens des Regierungsrates gehört und glaube auch, Herr Folletête sollte sich mit der Erklärung zufrieden geben, dass wenigstens ein Teil der in Frage stehenden Angelegenheiten in der Januar- oder Februarsession behandelt werden soll. Ich drücke nur noch den Wunsch aus, es möchte das Dekret betreffend Anerkennung der römisch-katholischen Genossenschaften von Biel und St. Immer als Kirchgemeinden der Kommission rechtzeitig zugewiesen werden und nicht erst im letzten Augenblick, da es doch nach verschiedenen Richtungen einer gründlichen und genauen Untersuchung bedarf.

M. **Folletête.** Je puis volontiers me déclarer satisfait de la promesse faite par M. le président du gouvernement, et retire la demande que j'ai présentée, je le repète, au nom de M. Boinay, et cela d'autant plus qu'en définitive il n'existe actuellement pas de projet sur lequel l'assemblée puisse délibérer et se décider d'après le rapport du Conseil-exécutif. En tout cas la commission spéciale nommée pour examiner cette affaire n'a pas encore été réunie; nous devons donc en tirer la conclusion qu'elle n'est pas en état d'être traitée, — j'en exprime mon regret, mais je compte sur la promesse donnée tout à l'heure par M. le président du gouvernement qu'elle sera discutée dans la prochaine session, soit en janvier ou février, — j'entends la question de Bienne; quant à celle de St-Imier je suis peu éclairé sur les faits qui se sont produits, n'ayant fait qu'écrire à St-Imier, sur la promesse qui m'avait été faite par M. le directeur Minder; j'ignore les suites données à ma lettre.

Je saisis l'occasion pour exprimer le désir que l'affaire plus importante de la reconstitution des paroisses catholiques du Jura soit traitée dans la session de janvier prochain.

C'est dans ce sens que je suis d'accord avec la déclaration de M. le président du gouvernement, et que par conséquent je n'insiste pas.

**Präsident.** Herr Folletête zieht seinen Antrag zurück. Es ist daher dieses Geschäft vorläufig erledigt.

---

Zur Verlesung gelangen zwei Petitionen:

1. Der Gemeinde Develier um Wiederherstellung der römisch-katholischen Kirchgemeinde Develier. — Geht an die Kirchendirektion.

2. Eines Bertrand Chopard, um Erlass einer Strafe nachsuchend. — Geht an die Polizeidirektion.

---

## Bericht über das Ergebnis der Volksabstimmung vom 28. November über das Armengesetz.

Zur Verlesung gelangt ein Protokollauszug aus den Verhandlungen des Regierungsrates, wonach der letztere, nach Zusammenstellung der Protokolle über die Volksabstimmung vom 28. November 1897, beurkundet, dass das Gesetz über das Armen- und Niederlassungswesen mit 56,784 gegen 14,450, also mit einem Mehr von 42,334 Stimmen angenommen worden ist. Die Zahl der ungültigen Stimmen betrug 412, die Zahl der am 28. November 1897 in kantonalen Angelegenheiten Stimmberechtigten 122,174.

* * *

Nach den diesem Protokollauszug beigegebenen Zusammenstellungen gestalten sich die Abstimmungsergebnisse in den einzelnen Amtsbezirken wie folgt:

| Amtsbezirke. | Stimmberechtigte. | Annehmende. | Verwerfende. | Leer und ungültig. |
|---|---|---|---|---|
| Aarberg . . . . | 3,534 | 1,784 | 148 | 4 |
| Aarwangen . . | 5,581 | 3,167 | 478 | 13 |
| Bern . . . . . | 19,125 | 7,897 | 282 | 32 |
| Biel . . . . . | 4,180 | 1,510 | 330 | 29 |
| Büren . . . . | 2,107 | 920 | 236 | 14 |
| Burgdorf . . . | 6,358 | 3,452 | 367 | 17 |
| Courtelary . . . | 5,537 | 1,277 | 1,655 | 30 |
| Delsberg . . . | 3,609 | 439 | 1,545 | 22 |
| Erlach . . . . | 1,336 | 630 | 135 | 2 |
| Fraubrunnen . . | 2,842 | 1,388 | 252 | 8 |
| Freibergen . . . | 2,101 | 207 | 918 | 18 |
| Frutigen . . . | 2,374 | 1,838 | 63 | 8 |
| Interlaken . . . | 6,114 | 3,644 | 375 | 15 |
| Konolfingen . . | 6,022 | 4,163 | 245 | 22 |
| Laufen . . . . | 1,639 | 138 | 615 | 8 |
| Laupen . . . . | 1,907 | 1,204 | 85 | 2 |
| Münster . . . . | 3,886 | 662 | 1,380 | 10 |
| Neuenstadt . . . | 928 | 188 | 201 | 6 |
| Nidau . . . . | 2,985 | 1,328 | 187 | 7 |
| Oberhasli . . . | 1,644 | 1,005 | 129 | 9 |
| Pruntrut . . . | 5,872 | 305 | 2,939 | 18 |
| Saanen . . . . | 1,177 | 818 | 112 | 28 |
| Schwarzenburg . | 2,218 | 1,383 | 93 | 2 |
| Seftigen . . . . | 3,899 | 2,089 | 239 | 10 |
| Signau . . . . | 5,407 | 4,090 | 90 | 27 |
| Obersimmenthal . | 1,578 | 991 | 60 | 2 |
| Niedersimmenthal | 2,207 | 1,010 | 269 | 5 |
| Thun . . . . . | 7,079 | 4,357 | 394 | 13 |
| Trachselwald . . | 5,384 | 2,978 | 319 | 20 |
| Wangen . . . | 3,544 | 1,877 | 309 | 11 |
| Militär . . . | — | — | — | — |
| Zusammen | 122,174 | 56,784 | 14,450 | 412 |

## Erstellung eines neuen Pfarrhauses in Büren.

(Siehe Nr. 50 der Beilagen.)

**Morgenthaler**, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Grosse Rat hat in der letzten Session den Beschluss gefasst, das Pfarrhaus in Büren für Fr. 18,000 zu verkaufen und den Regierungsrat einzuladen, beförderlich Plan und Devis für den Bau eines neuen Pfarrhauses vorzulegen. Das Kantonsbauamt hat nun ein Projekt eines sogenannten Einfamilienhauses mit 7 Zimmern ausgearbeitet. Es wird ein Backsteinbau vorgesehen. Die Baukosten betragen Fr. 26,000. Der Regierungsrat beantragt, zur Bestreitung dieser Kosten zunächst den Erlös aus dem alten Pfarrhaus zu verwenden und den Rest im Betrage von Fr. 8000 aus dem Kredit für Neubauten zu bewilligen.

Genehmigt.

## Verbauung der Grüne bei Sumiswald.

(Siehe Nr. 50 der Beilagen.)

**Morgenthaler**, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Nachdem der Grosse Rat in den letzten Sessionen mit kleinern und grössern Subventionen für die Emmenkorrektion sich beschäftigte, werden ihm heute zwei Geschäfte vorgelegt, wo es sich um die Korrektion eines Nebenflusses der Emme handelt, nämlich der Grüne und eines Zuflusses derselben. Die Grüne ist derjenige Fluss, der von der Einmündung des Kurzeneigrabens in den Hornbach abwärts fliesst bis zur Einmündung in die Emme bei Ramsey. Die Länge beträgt circa 10 Kilometer, das Gefälle 14,4 ‰, und das Einzugsgebiet, gebildet durch die beiden Zuflüsse Hornbach und Kurzeneigraben, umfasst über 80 Quadratkilometer. Der Fluss hat im laufenden Jahrhundert schon wiederholt grössere Verheerungen angerichtet, die grössten in den Jahren 1853 und 1891. 1853 riss bekanntlich der Hornbach in Wasen das Schulhaus weg und verursachte noch andere grosse Verheerungen. Die Grüne, also der untere Teil, trat hinter Sumiswald aus, riss verschiedene Häuser weg und zerstörte Strassen und Brücken. Es wurden dann schon nach 1853 mit Staatshülfe die nötigsten Korrektionen der Grüne vorgenommen. Im Jahre 1891 wurden diese nach 1853 ausgeführten Schwellenbauten zerstört und an Strassen etc. ebenfalls grosser Schaden angerichtet. 1893 wurde sodann, auf Ansuchen der Gemeinden Sumiswald, Wasen und Lützelflüh, seitens des Regierungsrates beim Bundesrate das Gesuch gestellt, er möchte sich einverstanden erklären, dass die nötigen Korrektionen in diesem Flussgebiet sofort ausgeführt und auf Rechnung einer späteren Subvention gestellt werden. Dies wurde bewilligt und zwar mit dem ausdrücklichen Verlangen, dass für alle drei Bäche — Hornbach, Kurzeneigraben und Grüne — vollständige Korrektionspläne ausgearbeitet werden. Dies geschah, und im Frühjahr 1894 wurden die daherigen Projekte dem Bundesrat eingereicht. Der Voranschlag belief sich für den Hornbach auf Fr. 375,000, für den Kurzeneigraben auf Fr. 370,000 und für die Grüne auf Fr. 711,000. Mit Botschaft vom Oktober 1894 beantragte der Bundesrat der Bundesversammlung, an die sämtlichen drei Projekte, die er als richtig befunden habe, die übliche Bundessubvention auszurichten. Die eidgenössischen Kommissionen fanden jedoch bei Besichtigung der Projekte auf Ort und Stelle, es genüge, wenn das dringendste Projekt, nämlich dasjenige der Hornbachverbauung, in seinem ganzen Umfange ausgeführt werde. Die Bundesversammlung hat dann auf Antrag der Kommissionen die Hornbachverbauung subventioniert; die beiden andern Projekte dagegen wurden an die Regierung zurückgewiesen, damit sie reduzierte Projekte aufstelle. Solche Projekte liegen nun heute vor, sowohl für die Grüne, als für den Kurzeneigraben. Der Bundesrat hat sich mit denselben einverstanden erklärt und an die Kosten den nämlichen Beitrag bewilligt, wie für die Hornbachverbauung, nämlich 40 %, zu verteilen auf eine Bauzeit von 5 Jahren. Für die Grüne, die uns nun zunächst beschäftigt, sieht das Projekt statt eines Kostenvoranschlages von Fr. 711,000 einen solchen von Fr. 125,000 vor. Es soll damit eine Verbauung auf eine Länge von circa 2,26 Kilometer Länge zwischen Riedboden und Grünen ausgeführt

werden. Die Verbauung würde bestehen in der Erstellung von bei der Emmenkorrektion überhaupt üblichen Streichschwellen, wobei der Fluss auf eine Sohlenbreite von 9 Meter eingedämmt würde. Das starke Gefälle würde durch 18 Ueberfälle reguliert, und ferner ist der Umbau von drei Brücken vorgesehen. Der Regierungsrat beantragt Ihnen, an diese Korrektionsarbeiten den üblichen Beitrag des Kantons zu bewilligen, nämlich 30 %, im Maximum Fr. 37,500.

Bewilligt.

---

## Verbauung des Kurzeneigrabens in der Gemeinde Sumiswald.

(Siehe Nr. 50 der Beilagen.)

**Morgenthaler**, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Das Geschichtliche dieses Projektes habe ich soeben mitgeteilt, und ich habe nur noch nachzutragen, in welcher Form sich das reduzierte Projekt präsentiert. Der ursprüngliche Voranschlag belief sich auf Fr. 370,000, der neue Kostenvoranschlag dagegen auf nur Fr. 35,000. Korrigiert wird die Strecke zwischen Eichlershaus und der Rothägertenbrücke. Die Flussbreite wird dort auf 7 Meter angenommen. Das Gefäll soll durch 16 betonierte Ueberfälle reguliert werden, ähnlich wie bei der Grüne. Der Bundesrat hat das Projekt behandelt und einen Betrag von 40 % bewilligt. Der Regierungsrat beantragt, auch hier 30 % der wirklichen Kosten, im Maximum Fr. 10,500, zu bewilligen, alles unter den in solchen Fällen üblichen Bedingungen.

**Morgenthaler** (Leimiswyl). Es ist bekannt, dass die Thalschaften, um die es sich hier handelt, unter den bisherigen Verhältnissen schwer gelitten haben und von der Beitragspflicht an die Korrektionsarbeiten fast erdrückt werden. Es wäre deshalb sehr wünschenswert, wenn Bund und Kanton für diese notwendigen Korrektionen grössere Beiträge bewilligen würden. Einen Antrag stelle ich nicht, da ich nicht weiss, ob es möglich sein wird, einen höhern Bundesbeitrag zu erwirken. Sollte Aussicht dazu vorhanden sein, so möchte ich eine bezügliche Anregung machen und sehr empfehlen, in dieser Weise vorzugehen.

**Bühler**, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Ich bin mit Herrn Morgenthaler sehr einverstanden, dass es für die Gemeinde Sumiswald sehr wünschbar wäre, von Bund und Kanton grössere Beiträge zu erhalten. Es ist keine angenehme Aufgabe für die Schwellenpflichtigen, diese wilden Gesellen zu bändigen und zu verbauen. Allein wir müssen eben die Verhältnisse nehmen, wie sie sind, und da ist nun zu konstatieren, dass der Bund uns nicht mehr geben wird als 40 %, in welchem Falle es hergebrachte Praxis ist, einen kantonalen Beitrag von 30 % zu verabfolgen. Nach dem eidgenössischen Wasserbaupolizeigesetz gilt als Norm des Bundesbeitrages ein Drittel, und danach wurde auch während langen Jahren verfahren. Für grosse Flusskorrektionen im Kanton Bern, ich erinnere nur an die Aarekorrektion, die Juragewässerkorrektion etc., betrug der Bundesbeitrag nicht mehr als einen Drittel, und auch an die Emmenkorrektion wurde ein Beitrag von einem Drittel bewilligt. Nach dem Bundesgesetz kann in schwierigen Fällen auf 40 % gegangen werden, und nur ganz ausnahmsweise, wenn die Kraft des Kantons nicht ausreicht, um das betreffende Werk auszuführen, werden 50 % bewilligt. Nach und nach sind die 40 % zur Regel geworden. 50 % dagegen wurden nur bei ganz ausnahmsweise schwierigen Verhältnissen und wenn es ganz arme Kantone betraf, bewilligt. Diese 50 % kamen daher nur in den Kantonen der Urschweiz, im Wallis etc. zur Anwendung und auch hier nur ausnahmsweise. Man hat wiederholt den Versuch gemacht, namentlich bei Verbauungen, die das Oberland betrafen, 50 % zu erhalten, allein ohne Erfolg. Noch weniger würde dies im vorliegenden Falle möglich sein. Was den Beitrag des Kantons betrifft, so wurde es bisher so gehalten, dass wenn der Bund einen Drittel gab, der Kanton gleichviel bewilligte. Ging der Bund auf 40 %, so wurde ein kantonaler Beitrag von 30 % bewilligt, und nur in ganz wenigen Fällen ging man auf 40 %, nämlich in Bezug auf den Lammbach, wo ganz ausserordentliche Verhältnisse vorlagen, und in Bezug auf den Grünnbach in der Gemeinde Merligen. Natürlich liegen in der Gemeinde Sumiswald ähnliche Verhältnisse nicht vor. Ich erinnere nur daran, dass die Gemeinde Merligen für die Korrektion des Grünnbaches 25 % des rohen Grundsteuerkapitals opfern musste. Ich nehme an, in der Gemeinde Sumiswald liegen die Verhältnisse anders, die Leute werden hier durch die Verbauung lange nicht so stark in Anspruch genommen. Nach meiner Ansicht ist es also nicht möglich, vom Bunde einen höhern Beitrag zu erhalten, und der Grosse Rat wird auch nicht mehr geben können, wenn er nicht vollständig von der bisher befolgten Praxis abweichen will.

Bewilligt nach Antrag der Regierung und der Staatswirtschaftskommission.

---

## Bauliche Einrichtungen im Zeughaus Tavannes.

(Siehe Nr. 50 der Beilagen.)

**Morgenthaler**, Baudirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Kanton Bern hat bekanntlich vor nicht langer Zeit in Tavannes ein Zeughaus für die Truppen der zweiten Division erstellt. Die Militärdirektion verlangt nun, veranlasst durch das schweizerische Militärdepartement, dass auch die Kleider und andere Gegenstände in diesem Zeughaus untergebracht und die Einrichtungen so getroffen werden, dass die Bekleidung und Ausrüstungsgegenstände gehörig magaziniert werden können. Das Kantonsbauamt hat unter Mitwirkung der kantonalen Militärbeamten ein bezügliches Projekt aufgestellt, das jedenfalls dem angestrebten Zwecke vollständig genügen wird. Es ist hiefür ein Kredit von Fr. 11,900 nötig, dessen Bewilligung die Regierung beantragt.

Bewilligt.

---

## Voranschlag

### für das Jahr 1898.

(Siehe die Nrn. 47 und 48 der Beilagen.)

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Wie Sie sich erinnern werden, wurde in der letzen Session bei Anlass der Behandlung der Staatsrechnung von 1896 von Herrn Grossrat Ballif der Wunsch ausgesprochen, es möchte in Zukunft auch das Budget mit einem Bericht der Finanzdirektion begleitet werden. Dieser Wunsch wurde von keiner Seite bestritten, und so liegt heute zum ersten Mal dem Budget ein solcher Bericht bei. In welchem Masse derselbe den Beifall des Grossen Rates gefunden hat, ist mir nicht bekannt. Er ist, wie Sie sehen, kurz gehalten und begründet in möglichst gedrängten Worten die Abweichungen des Budgets für 1898 von demjenigen des laufenden Jahres. Regierungsrat und Finanzdirektion fanden, so zweckmässig die Beilage eines solchen Berichtes sei, so solle man sich doch nicht verleiten lassen, grosse Berichte auszuarbeiten und das System der Vielschreiberei und Vieldruckerei zu vermehren, wie es z. B. zum Teil in der Bundesverwaltung vorhanden ist, wo zur Staatsrechnung und zum Budget dickleibige Berichte erscheinen, durch welche die Mitglieder der Bundesversammlung fast erdrückt werden und in welchen man gleichwohl sehr oft über dasjenige, was einen am meisten interessieren würde, keine Auskunft erhält. Zudem hätte auch die Zeit nicht hingereicht, um einen ausführlichen Bericht auszuarbeiten. Bis alle Voranschläge der Direktionen in den Händen der Finanzdirektion sind, geht es bis Ende Oktober und die nachfolgende Zusammenstellung zu einem Gesamtbudget ist eine sehr grosse und zeitraubende Arbeit, so dass es nicht möglich gewesen wäre, auch noch einen einlässlichen Bericht auszuarbeiten. Aus dem Bericht ersehen Sie, welche Abänderungsn der neue Voranschlag vorsieht, und ich werde mich deshalb bei Behandlung des Details wohl um so kürzer halten dürfen.

Was das Budget selber betrifft, so sehen Sie, dass es nicht sehr rosig aussieht, indem es mit einem ungedeckten Ausgabenüberschuss von nicht weniger als Fr. 1,047,000 abschliesst. Allerdings werden von der Staatswirtschaftskommission Anträge gestellt werden, mit welchen der Regierungsrat einverstanden ist und durch die das Defizit einigermassen reduziert wird. Auf der andern Seite wird es aber auch nicht an Anträgen fehlen, einzelne Ausgabeposten noch mehr zu erhöhen. Es kann aber das diesmalige Budget nicht als ein normales betrachtet werden, indem sehr wichtige Bestandteile desselben nur in provisorischer Form aufgestellt werden konnten. Es ist dies vor allem der Fall in Bezug auf das Armenwesen. Das neue Armengesetz tritt allerdings auf 1. Januar in Kraft, es müssen aber vorerst eine Anzahl Beschlüsse des Grossen Rates, des Regierungsrates und der zu wählenden Armenkommission erfolgen, bevor ein erstmaliges, den Verhältnissen angepasstes Budget aufgestellt werden kann. Von diesem Budget wird es dann auch abhangen, was in Bezug auf die direkten Steuern zu thun ist, das heisst in Bezug auf die im Gesetz vorgesehene Armensteuer. Ueber diese beiden Punkte wird das Nähere bei den betreffenden Abschnitten noch mitgeteilt werden.

---

### I. Allgemeine Verwaltung.

**A. Grosser Rat.**

**B. Regierungsrat.**

**C. Ratskredit.**

**D. Ständeräte und Kommissäre.**

Diese Rubriken werden ohne Bemerkung genehmigt.

---

**E. Staatskanzlei.**

M. **Comment**. En ce qui concerne le chapitre des dépenses, nº 7, lettre *E*: Archives de Porrentruy, je tiendrais à savoir avant de formuler une proposition, si l'archiviste dont le traitement est porté à fr. 1500 peut se faire payer des émoluments pour des recherches à faire aux archives et si ces émoluments ne devraient pas être versés dans la caisse de l'Etat.

Je verrai ensuite s'il y a lieu de proposer le maintien des fr. 1500 ou de demander une réduction de cette somme.

J'aimerais savoir en outre si les fonctions d'archiviste ne sont pas incompatibles avec le mandat de député au Grand Conseil.

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Was die erstere Frage betrifft, ob vom Archiv in Pruntrut Sporteln in die Staatskasse fallen, so kann ich momentan keine Auskunft geben. Der Herr Staatsschreiber sagt mir aber, er erinnere sich nicht, dass solche Gebühren eingelaufen seien.

Was die zweite Frage betrifft, ob das Staatsarchivariat in Pruntrut mit der allerdings kleinen Besoldung von Fr. 1500 nicht als ein besoldetes Staatsamt zu betrachten sei, mit der weitern Konsequenz, dass dessen Inhaber nicht wählbar sei in den Grossen Rat, so ist diese Frage im Schosse des Regierungsrates schon mehrmals ventiliert worden, und man kam jeweilen zum Schluss, man könne diese Funktion mit dieser Besoldung nicht als ein besoldetes Staatsamt im gewöhnlichen Sinne betrachten. Die Gründe hiefür sind mir indessen momentan nicht so geläufig, dass ich darauf abstellen könnte. Ich kann nur wiederholen, dass die Frage vom Regierungsrat wiederholt behandelt und von ihm in dem genannten Sinne erledigt wurde. Im übrigen glaube ich, wenn man die Frage allen Ernstes aufgreifen und beim Grossen Rate zur Erledigung bringen will, so kann es nicht bei diesem Anlasse geschehen, sondern es muss geschehen bei Behandlung des Staatsverwaltungsberichts oder in Form eines Anzuges.

M. **Comment**. Je n'ai pas de proposition à faire pour le moment, mais j'aimerais que le gouvernement

s'occupât de la chose et décidât une fois pour toutes si l'archiviste peut demander oui ou non des émoluments. Il me semble qu'un traitement de Fr. 1500 est bien suffisant pour permettre au public de consulter les archives de l'Etat sans qu'il ait à payer des émoluments à l'archiviste.

**Präsident.** Herr Comment spricht nur einen Wunsch aus. Ein Antrag ist nicht gestellt.

Die Rubrik *E*, Staatskanzlei, wird stillschweigend genehmigt.

---

**F. Deutsches Amtsblatt, Tagblatt und Gesetzsammlung.**

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Hier ist nur zu bemerken, dass der Pachtzins des Amtsblattes von Fr. 14,000 auf Fr. 12,000 herabgesetzt wurde und zwar deshalb, weil die Ergebnisse des Amtsblattes, dass an Umfang immer abnimmt, sich so weit reduziert haben. Dafür sind die Abonnemente der Wirte um Fr. 1000 erhöht worden, was nach dem Ergebnis der Rechnung von 1896 zulässig ist.

Genehmigt.

---

**G. Französisches Amtsblatt, Tagblatt und Gesetzsammlung.**

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Hier ist aus den nämlichen Gründen ebenfalls eine Reduktion des Amtsblattertrages eingetreten. Ich füge bei, dass die Frage, ob das Amtsblatt nicht auf eine andere Basis gestellt und durch eine andere Einrichtung desselben nutzbarer gemacht werden solle, in Erwägung gezogen worden ist und wohl im Laufe des nächsten Jahres zur Erledigung wird gebracht werden können.

Genehmigt.

---

**H. Regierungsstatthalter.**

Genehmigt.

---

**J. Amtsschreibereien.**

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Sie sehen, dass der Ansatz unter 2, Besoldungen der Angestellten, um Fr. 9000 höher ist, als im Budget für 1897. Freilich hat schon die Rechnung von 1896 Ausgaben von nahezu Fr. 133,000 ergeben. In den Fr. 137,000 ist nicht etwa eine Erhöhung der Besoldungen inbegriffen, die erst noch zu verteilen wäre, sondern sie bezeichnen die gegenwärtigen Besoldungen. Die Erhöhung wurde nötig, weil auf einzelnen Amtsschreibereien die Zahl der Angestellten im Laufe des Jahres vermehrt wurde. Es wird allerdings dafür gesorgt werden müssen, dass diese Ausgaben nicht immer mehr anschwellen und dass nicht da und dort Angestellte angestellt werden, die — wie man vielfach im Volke die Vermutung aussprechen hört — nicht nötig wären, wenn der Prinzipal und seine Angestellten gehörig arbeiten würden.

Genehmigt.

---

## II. Gerichtsverwaltung.

Genehmigt.

---

## III^a. Justiz.

Genehmigt.

---

## III^b. Polizei.

**A. Verwaltungskosten der Polizeidirektion.**

**B. Fremdenpolizei und Fahndungswesen.**

Diese beiden Rubriken werden ohne Bemerkung genehmigt.

---

**C. Polizeikorps.**

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Wie Sie sehen, enthält diese Rubrik einige ziemlich erhöhte Posten. So sind bei 2, Sold der Landjäger, Fr. 486,000 eingesetzt, statt Fr. 476,400 im Vorjahre. Es rührt dies von einer etwelchen Vermehrung der Zahl der Landjäger und dann namentlich davon her, dass eine grösser Zahl Landjäger in eine höhere Besoldungsklasse treten. Ganz besonders gross ist die Erhöhung bei 3, Bekleidung, wo Fr. 30,000 eingesetzt sind, gegenüber Fr. 8900 im Vorjahre. Das Jahr 1897 wurde mit einer so niedrigen Summe belastet, weil nur ein einzelnes Uniformstück zu liefern war, während im Jahre 1898 eine grössere Zahl solcher an die Reihe kommt und zwar noch mehr, als man ursprünglich glaubte. Bei näherer Untersuchung hat sich herausgestellt, dass der Posten von Fr. 30,000

noch zu niedrig ist und eine Summe von Fr. 42,800 aufgenommen werden muss, entsprechend dem ursprünglichen Budget der Polizeidirektion. Der Regierungsrat glaubte auf Fr. 30,000 herabgehen zu können, weil dieser Posten bisher nicht überschritten wurde, auch wenn mehrere Bekleidungsstücke an die Reihe kamen. Nun hat sich aber herausgestellt, dass das Jahr 1898 ein ganz ausserordentliches Jahr ist, wie es sich circa alle 8 Jahre wiederholt, indem alle Bekleidungsstücke — Mantel, Waffenrock, Hosen, Mütze, Cravatte — zur Erneuerung an die Reihe kommen. Es ist deshalb unumgänglich ein Kredit von Fr. 42,800 erforderlich, dessen Bewilligung Ihnen der Regierungsrat beantragt.

**Bühler**, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Die Staatswirtschaftskommission beantragt ebenfalls, den Kredit unter Ziffer 3, Bekleidung, auf Fr. 42,800 zu erhöhen.

Nach Antrag der Regierung und der Staatswirtschaftskommission genehmigt.

---

**D. Gefängnisse.**

Genehmigt.

---

**E. Strafanstalten.**

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Es mag Ihnen auffallen, dass der Staatszuschuss an die Strafanstalt Thorberg Fr. 52,000 beträgt, während er für 1897 nur Fr. 31,450 betrug. Allerdings hat die Rechnung von 1896 mit einem Betrag von mehr als Fr. 54,000 abgeschlossen. Der Voranschlag für 1897 war aber unrichtig, und es ist diese Unrichtigkeit dadurch zu Tage getreten, dass ein bedeutender Nachkredit bewilligt werden musste. Die Unrichtigkeit des Voranschlags wurde veranlasst durch eine mangelhafte Aufstellung des Inventars, was jeweilen auf das Ergebnis der Rechnung von bedeutendem Einfluss ist. Durch eine genaue Untersuchung der Kantonsbuchhalterei hat sich ergeben, dass bei richtiger Aufstellung des Budgets und des Inventars ein Staatsbeitrag von circa Fr. 50,000 nötig ist und dass der Ansatz von Fr. 52,000 für das Jahr 1898 ungefähr den Anforderungen entspricht.

Genehmigt.

---

**F. Bekämpfung des Alkoholismus.**

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich beantrage, diese Abteilung, sowie alle andern, welche vom Alkoholzehntel handeln, zu überspringen. Ich werde dann zum Schluss über die Abteilung Alkoholzehntel das Nötige vorbringen.

Zustimmung.

---

**G. Justiz- und Polizeikosten.**

**H. Civilstand.**

Diese beiden Rubriken werden ohne Bemerkung genehmigt.

---

## IV. Militär.

**A. Verwaltungskosten der Direktion.**

**B. Kantonskriegskommissariat.**

**C. Zeughausverwaltung.**

**D. Zeughauswerkstätten.**

**E. Depots in Dachsfelden und Langnau.**

**F. Kasernenverwaltung.**

Diese Rubriken werden ohne Bemerkung genehmigt.

---

**G. Kreisverwaltung.**

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Ansatz für die Kreisverwaltung beträgt Fr. 81,000, gegenüber Fr. 74,800 im Jahre 1897. Die Vermehrung rührt von dem Posten 1, *b*, Taggelder der Kreiskommandanten, und sodann namentlich von der Rubrik 3, Besoldungen der Sektionschefs, her. Die Erhöhungen sind die Folge des vom Grossen Rate angenommenen Dekrets, wonach die Taggelder der Kreiskommandanten und die Besoldungen der Sektionschefs erhöht wurden.

Genehmigt.

---

**H. Konfektion der Bekleidung und Ausrüstung.**

**J. Aufbewahrung und Unterhalt des Kriegsmaterials.**

**K. Erlös von kantonalem Kriegsmaterial.**

Diese Rubriken werden ohne Bemerkung genehmigt.

---

**L. Verschiedene Militärausgaben.**

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Hier ist bei Ziffer 2, Winkelriedstiftung, ein Strich gemacht, d. h., es soll aus der laufenden Verwaltung nichts mehr in die Winkelriedstiftung gegeben werden. Das hat aber nicht die Meinung, dass der Kanton sich bei derselben nicht mehr beteiligen werde. Der Beitrag ist im Gegenteil von Fr. 1000 auf Fr. 2000 erhöht worden, nur soll er in Zukunft aus dem Ertrag der sogenannten Militärbussenkasse, die keine direkte Zweckbestimmung mehr hat, bezahlt werden.

Genehmigt.

---

## V. Kirchenwesen.

Genehmigt.

---

## VI. Erziehung.

**A. Verwaltungskosten der Direktion und der Synode.**

Genehmigt.

---

**B. Hochschule und Tierarzneischule.**

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Ansatz für die Hochschule ist auf Fr. 618,180 erhöht, gegenüber Fr. 600,440 im Voranschlag für 1897. Es sind namentlich folgende Posten erhöht worden: Vorerst der Posten 1, Besoldungen der Professoren und Honorare der Dozenten, um Fr. 3450. Die Mehrausgabe ist die Folge von Besoldungserhöhungen, wie sie alle Jahre vorkommen. Unter Ziffer 5, Verwaltungskosten, ist eine Erhöhung um Fr. 6000 eingetreten. Der Kredit von Fr. 26,000 reicht nicht mehr hin, und für 1897 wird ein nicht unbedeutender Nachkredit bewilligt werden müssen. Man hat sich überzeugt, dass auch bei grosser Oekonomie der Kredit nicht mehr hinreichend ist mit Rücksicht auf die Vermehrung der Hochschulanstalten, namentlich der medizinischen Fakultät. Den verschiedenen neuen Instituten muss das nötige Personal zur Verfügung gestellt werden, es sind Abwarte erforderlich, und aus allen diesen Gründen muss eine Erhöhung des ursprünglich genügenden Kredits vorgenommen werden. Eine wesentliche Vermehrung finden Sie auch bei Ziffer 6, Mietzinse. Das ist aber nur ein Rechnungsposten, der keine eigentliche Mehrausgabe verursacht; denn der Mietzins wird dem Staate selber bezahlt und an anderer Stelle unter den Einnahmen verrechnet.

**Bühler**, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Ich habe mich nur auszusprechen über die Ziffer 7, Lehrmittel und Subsidiaranstalten. Hier ist für die verschiedenen Institute ein Posten von Fr. 50,000 eingesetzt. Früher hatte der Grosse Rat die Verteilung vorgenommen, bis man dann vor einigen Jahren beschloss, einen Gesamtposten von Fr. 50,000 aufzunehmen und die Verteilung der Regierung zu überlassen. Nun kam es, wie es scheint, vor, dass die Verteilung nicht durch Regierungsbeschluss erfolgte, sondern durch einfache Verfügung der Erziehungsdirektion. Die Staatswirtschaftskommission wünscht nun aus verschiedenen Gründen sehr dringend, dass über die Verteilung ein eigentlicher Beschluss des Regierungsrates erfolge und zwar nach Inkrafttreten des Budgets.

Die Rubrik *B* wird stillschweigend genehmigt.

---

**C. Mittelschulen.**

Genehmigt.

---

**D. Primarschulen.**

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Diese Abteilung weist auch dies Jahr gegenüber dem Budget für 1897 eine nicht unbedeutende Erhöhung im Betrage von Fr. 41,000 auf. Dieselbe wird hervorgerufen vor allem durch 1, ordentliche Zulagen an Lehrerbesoldungen, wo die Erhöhung Fr. 10,000 beträgt, verursacht durch Vermehrung des Lehrerpersonals und Aufrücken in höhere Besoldungsklassen. Die Ziffer 3, Leibgedinge, weist eine Erhöhung um Fr. 8000 (Fr. 90,000, statt Fr. 82,000) auf. Dieser Posten ist in den letzten Jahren stark angewachsen, was seine Erklärung darin findet, dass unter den früheren gesetzlichen Bestimmungen, wo der Grosse Rat durch eine feste Summe gebunden war, die Pensionierung alter Lehrer nicht in dem Masse erfolgen konnte, wie es vielleicht angezeigt gewesen wäre. Es sammelte sich infolgedessen eine grosse Zahl von ihrer Aufgabe nicht mehr gewachsenen, man kann sagen invaliden Lehrern an, die nun mit Inkrafttreten des neuen Schulgesetzes zur Pensionierung an die Reihe kamen. Infolgedessen wird auch 1897 der Kredit von Fr. 82,000 nicht genügen, sondern der Grosse Rat wird in die Lage kommen, einen Nachkredit zu bewilligen. Nach den Mitteilungen der Erziehungsdirektion wird diese Pensionierung in grösserm Massstabe auch noch 1898 fortdauern. Nach und nach wird aber dieser Vorrat an invaliden Lehrern abnehmen und dieser Ausgabeposten nicht immer in dem Masse wachsen, wie es bis jetzt geschehen ist. Der um Fr. 4000 erhöhte Beitrag an erweiterte Oberschulen wird verursacht durch den Umstand, dass immer mehr solche Oberschulen entstehen. Die Mehrausgabe bei 7, Mädchenarbeitsschulen, entspricht ebenfalls dem normalen Gang der Dinge, indem auch diese Schulen immer zunehmen. Das nämliche gilt von Ziffer 13, Fortbildungsschule, wo der Ausgabeposten von Fr. 15,000 auf Fr. 25,000 erhöht

ist. Die Fortbildungsschulen werden immer zahlreicher und stellen grössere Anforderungen an den Staat. Unter Ziffer 15, Beiträge an Spezialanstalten für anormale Kinder, wird nun einer Forderung des Uebersetzers des neuen Schulgesetzes Rechnung getragen, das vorsieht, dass für alle solche Kinder besondere Aufwendungen gemacht werden können. Der Regierungsrat hat geglaubt, mit der Vollziehung dieser Gesetzesvorschrift dadurch den Anfang machen zu sollen, dass für das Jahr 1898 ein Posten von Fr. 5000 aufgenommen wird, trotzdem das Budget im übrigen einen sehr grossen Ausgabenüberschuss aufweist. Es wird sich im Laufe des Jahres zeigen, wie weit man mit diesen Fr. 5000 kommt, ob man allen berechtigten Ansprüchen genügen kann oder ob man im folgenden Jahre im Falle sein wird, den Posten noch zu erhöhen.

**Burkhardt.** Ich bin im Falle, den Antrag zu stellen, den Posten unter Ziffer 2, ausserordentliche Staatszulagen an schwer belastete Gemeinden — es heisst hier «arme» Gemeinden, was nicht gesetzlich ist —, von Fr. 100,000 auf Fr. 150,000 zu erhöhen. Bei der Beratung des Schulgesetzes wurde eine Summe von mindestens Fr. 100,000 beantragt, während andere Fr. 200,000 beantragten. Den Letztern wurde entgegengehalten, wenn man sage «mindestens Fr. 100,000», so könne man ja den Beitrag immer erhöhen. Wir haben nun während einigen Jahren Fr. 100,000 erhalten und ich glaube, es sei angezeigt, dass man den Beitrag nun um Fr. 50,000 erhöht. Es ist das eine sehr kleine Erhöhung, indem die Zahl der Gemeinden, die einen ausserordentlichen Staatsbeitrag ebenso nötig hätten, wie diejenigen, welche einen solchen gegenwärtig erhalten, eine ganz grosse ist. Wie mir gesagt wurde, wurde in Thun ein Steuergesetzentwurf beraten, der den Schuldenabzug für die Gemeindesteuer gestatten will. Ich bin der Meinung, dass der Schuldenabzug für die Gemeindesteuer fast unmöglich durchzuführen ist. Dagegen kann man den Leuten in der Weise entgegenkommen, dass man in Bezug auf die Armen- und Schullast eine Ausgleichung im ganzen Kanton vornimmt. Im Armenwesen ist dies durch das neue Armengesetz geschehen. In Bezug auf das Schulwesen dagegen ist dies nicht der Fall, und da bietet nun die Rubrik «Ausserordentliche Staatszulagen» Gelegenheit, eine etwelche Ausgleichung vorzunehmen. Ich glaube, wir werden nur dadurch zu einem richtigen Steuergesetz kommen, wenn wir im Schul- und Armenwesen die Gemeinden zu entlasten suchen, und dafür den Schuldenabzug für die Gemeindestener nicht gestatten. Ich empfehle Ihnen meinen Antrag zur Annahme.

Dr. **Schwab.** Man kann die Einführung eines neuen Postens ins Budget nicht vor sich gehen lassen, ohne auf die Wichtigkeit desselben aufmerksam zu machen. Ich möchte nämlich sprechen von der Ziffer 15, Beiträge an Spezialanstalten für anormale Kinder. Wie der Herr Finanzdirektor gesagt hat, wird mit einer Summe von Fr. 5000 ein Anfang gemacht. Es ist dies jedenfalls ein bescheidener Anfang, und bescheiden muss man ja beginnen. Wenn ich das Wort ergreife, so geschieht es, um dieses Vorgehen der Regierung zu begrüssen und den Wunsch auszusprechen, es möchte im Laufe des Jahres 1898 das Dekret, dem in der letzten Session durch eine Motion gerufen wurde, erlassen werden. Es muss ein solches Dekret aufgestellt werden, damit man diese Anstalten für Schwachsinnige etc. in richtiger Weise unterstützen kann. Man muss wissen, wie viel man einer Anstalt geben soll zur Gründung und zum Unterhalt, und das kann nur geschehen, indem man in einem Dekret bezügliche Grundsätze aufstellt.

**Bühler**, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Es war zu erwarten, dass Herr Grossrat Burkhardt den Antrag stellen werde, den Ansatz «Ausserordentliche Staatszulagen an arme Gemeinden» zu erhöhen. Herr Burkhardt hat diesen Antrag bereits letztes Jahr gestellt und zwar wollte er auf Fr. 200,000 gehen, ist aber mit seinem Antrag unterlegen. So wie man Herrn Burkhardt kennt, wusste man, dass er bei erster Gelegenheit den Antrag wiederum stellen werde, und wir haben uns deshalb bei Beratung des Budgets in der Staatswirtschaftskommission gefragt, welche Stellung wir zu diesem Antrag einnehmen wollen. Die Staatswirtschaftskommission hat mich beauftragt, einen derartigen Antrag des Herrn Burkhardt zu bekämpfen. Es ist natürlich viel populärer und viel schöner, den Antrag zu stellen, einen solchen Posten zu Gunsten armer Gemeinden von 100,000 auf Fr. 150,000 zu erhöhen, als diesen Antrag zu bekämpfen, und ich gebe zu, wenn ich nur Mitglied des Grossen Rates wäre und in keiner Kommission sässe, so würde es mir vielleicht auch einfallen — da ich aus einer Gegend komme, die auch ausserordentliche Staatsbeiträge bezieht — einen solchen Antrag zu stellen. Nun habe ich aber hier als Präsident der Staatswirtschaftskommission zu sprechen und muss mich der Aufgabe entledigen, welche mir übertragen worden ist. Wenn die Staatswirtschaftskommission diesen Erhöhungsantrag des Herrn Burkhardt bekämpft, so muss sie es thun hauptsächlich mit Rücksicht auf das Ergebnis des Budgets. Wir haben uns angestrengt, an demselben herumzudoktern, überall zu beschneiden, wo es möglich war, und wo möglich auch die Einnahmen zu erhöhen, wo dies anging. Wir haben aber nicht viel erreicht. Wir haben bei der Kantonalbank eine Erhöhung um Fr. 50,000 und beim Alkoholertrag eine solche um Fr. 52,000 vorgenommen, und ferner beantragen wir, den Ertrag der Steuern um circa Fr. 100,000 zu erhöhen. Anderseits müssen wir verschiedene Mehrausgaben beantragen, auf welche wir morgen zu sprechen kommen, so dass wir das Budget nur um Fr. 120 bis 150,000 besser stellen konnten. Nun schliesst das Budget, wie es vorliegt, mit einem Ausgabenüberschuss von über einer Million. Angesichts dessen muss man sich wohl hüten, die Ausgaben noch zu vermehren. Eine Mehrausgabe von Fr. 50,000 fällt immerhin ins Gewicht. Es ist das eine ziemlich grosse Summe, und wir sollten nur dann eine solche Mehrausgabe beschliessen, wenn sie wirklich absolut nötig ist. Ich möchte Ihnen daher namens der Staatswirtschaftskommission beantragen, den Antrag des Herrn Burkhardt abzulehnen.

**Burkhardt.** Ich muss Herrn Bühler entgegnen, dass ich die Sache nicht etwa aus Popularitätshascherei hier vorbringe, sondern mir ist es darum zu thun, das Schulwesen besser zu stellen, was nur dann der Fall ist, wenn den Gemeinden die nötigen Mittel zur Verfügung stehen. Nun weiss jeder von uns, wie schwer es ist, in den Gemeinden direkte Steuern oder Tellen zu beziehen. Ich weiss ganz gut, dass das Budget mit einem Defizit schliesst; allein das ist nun schon seit x Jahren so, und jedesmal stellte sich statt eines Defizits

ein grosser Ueberschuss ein, der natürlich nicht für die Armen verwendet wurde, sondern für höhere Dinge, die den Herren vielleicht besser konvenierten. Ich gebe auch zu, dass eine grosse Zahl von Grossräten kein direktes Interesse haben, in dieser Sache zu helfen und dass ihnen andere Sachen näher liegen. Allein ich frage mich: Ist es nicht gut, wenn man auch da hilft und etwas zu stande zu bringen sucht, wo die Gemeinden dazu nicht im stande sind? Das neue Schulgesetz hat den Gemeinden keine Lasten abgenommen, sondern denselben Lasten gebracht, während man in der Botschaft und in Versammlungen den Leuten sagte, die Gemeinden werden so und so entlastet. Aus allen diesen Gründen halte ich meinen Antrag aufrecht. Ich glaube, die Fr. 50,000 wären sehr gut verwendet und würden gute Früchte tragen.

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich möchte dasjenige, was der Herr Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission sagte, voll und ganz bestätigen und auch namens des Regierungsrates nachdrücklich beantragen, Sie möchten den Posten so genehmigen, wie er im Budget steht. Sie wissen, wie sich das Budget präsentiert, und wenn man auch vom Regierungstisch aus — um mich so auszudrücken — keine Klagelieder erhebt und nicht über den Zustand des Budgets weint und flennt, so ist derselbe doch nicht weniger ernst. Sobald man es mit einem Ausgabenüberschuss von über einer Million zu thun hat und ausserdem die Neugestaltung des Armenwesens die Erhöhung der Steuern in sichere Aussicht stellt, muss man wahrhaftig darnach trachten, dass die Ausgaben nicht höher ansteigen, als absolut nötig ist. Nun besteht das Budget aus zweierlei Ansätzen. Einerseits aus solchen, welche durch das Gesetz gegeben sind, wo also der Grosse Rat nichts ändern kann. Es ist dies speziell der Fall beim Budget der Erziehungsdirektion, das eine Summe von Fr. 3,310,000 erreicht hat, in einem Kantönchen, das nicht einmal ein rechter Staat ist, das nicht viel mehr als 500,000 Einwohner hat! Ich glaube, das ist eine Leistung, mit welcher man sich sehen lassen darf und angesichts deren man nicht sagen darf, man habe kein Geld für das Erziehungswesen. Unter den mehr als drei Millionen figuriert die Primarschule mit Fr. 1,757,000, das heisst mit Fr. 900,000 mehr als vor wenigen Jahren. Ich glaube daher, auch speziell gegenüber der Primarschule erfülle der Staat eine grosse Leistung. Der weitaus grösste Teil dieser Ausgaben für das Primarschulwesen, wie überhaupt für das Erziehungswesen, ist gesetzlich vorgeschrieben. Dagegen hat der Grosse Rat noch eine gewisse Aktionsfreiheit bei dem Posten « Ausserordentliche Staatszulagen ». Der Grosse Rat muss mindestens Fr. 100,000 aussetzen, aber mehr braucht er nicht zu bewilligen. Der Regierungsrat glaubt nun, bei der gegenwärtigen Finanzlage solle er sich auf die Fr. 100,000 beschränken, um so mehr, als diese armen Gemeinden, die ja nicht nur durch das Schulwesen, sondern namentlich durch das Armenwesen belastet sind, in der letztern Richtung in Zukunft durch den Staat ganz gewaltig entlastet werden, indem eine Million oder mehr neu zur Entlastung gerade dieser armen Gemeinden verwendet werden wird. Ich muss ferner beifügen, dass es für den Regierungsrat durchaus nichts Angenehmes ist, diese Fr. 100,000 zu verteilen, und wenn Sie nochmals Fr. 50,000 hinzufügen, so wird diese unangenehme Aufgabe noch vergrössert. Bei diesem Anlass will jede Gemeinde arm sein, wenn sie schon bei andern Anlässen es nicht sein will, und das Verhältnis ist so, dass auch bei bestem Willen und grösster Gewissenhaftigkeit des Regierungsrates sich Unbilligkeiten ergeben — weil man unmöglich alle Verhältnisse genau kennen kann — und der Regierungsrat sich Vorwürfen aussetzen muss. Man zerreist diese Fr. 100,000 in Atome und leistet eigentlich niemand einen Dienst. Ich glaube, es wäre besser, das Gesetz würde diese Bestimmung gar nicht kennen und es würde diese Summe in anderer Weise für das Schulwesen verwendet, wo sie wahrscheinlich grössern Nutzen stiften würde. — Ich beantrage also, Sie möchten es bei den Fr. 100,000 bewenden lassen.

**Dürrenmatt.** Der Herr Finanzdirektor hat soeben einen Ausdruck gebraucht, der mich einigermassen frappiert hat. Er sprach vom Kanton Bern als einem Kantönchen, das eigentlich kaum mehr einen Staat bedeute. Ich kann dieses Wort nicht ganz ohne Bemerkung passieren lassen. Wenn der Herr Finanzdirektor mit seiner Bemerkung die herabgedrückte Bedeutung des Kantons Bern der Entwicklung der Eidgenossenschaft gegenüber missbilligen will, so bin ich vollständig einverstanden. Es schien mir das aber nicht gerade der Fall zu sein; im Gegenteil, Herr Scheurer brauchte den Ausdruck, um den Antrag des Herrn Burkhardt zu bekämpfen; er wies auf die reduzierte Bedeutung des Kantons hin, um eine fernere Erhöhung zu Gunsten der armen Gemeinden zurückzuweisen. Wie verhält es sich mit dieser Reduktion unseres Kantönchens, das immerhin der grösste Kanton der Eidgenossenschaft ist? Leider ist der Ausdruck des Herrn Scheurer zutreffend, und leider hat unsere Regierung immer mitgeholfen, die Bedeutung des Kantons Bern herabzusetzen, und man hat im Grossratssaal alles mitgemacht, was die Hoheit der Kantone schädigte. Man hat vom Grossen Rat aus das Alkoholmonopol empfohlen. Das war der Einmarsch der Eidgenossenschaft in die Steuerhoheit der Kantone. Man hat das Betreibungs- und Konkursgesetz empfohlen, das wiederum ein Stück unserer Souveränität hinwegnahm. Der Herr Finanzdirektor wollte sogar unsere Kantonalbank in ihrer Bedeutung reduzieren lassen und redete der Bundesbank das Wort. Man hat keine Gelegenheit vorübergehen lassen, um die Bedeutung des Kantons Bern zu vermindern. Deshalb wäre es mir lieber, man würde von dem Kantönchen, das kaum mehr einen Staat bedeutet, gerade in Regierungskreisen anders denken und besser für die Bedeutung des Kantons sorgen. Unsere Bedeutung als souveräner Staat besteht nicht darin, dass man etwa mit einem indischen Fürsten eine Reise ins Oberland machen (Heiterkeit) und sich dabei einigermassen als Souverän fühlen kann, sondern unsere Souveränität muss namentlich auf soliden finanziellen Mitteln beruhen. Nun sind wir so weit gekommen, dass wir dem Bund alles abgetreten haben, alle Steuern, die leicht einzutreiben sind, nämlich die indirekten Steuern, die Zölle. Es existieren allerdings noch einige Abfälle indirekter Steuern in unserm kantonalen Budget, aber im ganzen müssen wir die Last am schwereren Ort nehmen. Wir sind nur auf brutale direkte Steuern, die man dem Bürger direkt aus dem Geldsäckel nehmen muss, angewiesen und überlassen dem Bund das, was den Bürgern schmerzlos abgenommen wird, und als man dieses Verhältnis sanieren wollte,

indem man einen Teil der Zölle für die Kantone verlangte, hat wiederum unsere Regieruug und der Grosse Rat mitgewirkt, um dieses billige Begehren unmöglich zn machen. Seither hat sich herausgestellt, dass die eidgenössischen Zölle um mehr als den Betrag, den man in der Zollinitiative verlangte, zugenommen haben. Der Eidgenossenschaft fiel es nicht ein, das Geld zu einem soliden Kriegsfonds anzulegen, sondern man hat sofort ein Besoldungsgesetz gemacht, das 3 Millionen mehr erforderte! Dafür sind wir im Kanton Bern darauf angewiesen, $^3/_{10}$ ‰ direkte Steuern mehr zu beziehen für die Schule und $^1/_2$ ‰ mehr für das Armenwesen, während man auf Seite der Eidgenossenschaft Geld in Hülle und Fülle hat!

Um auf den Antrag des Herrn Burkhardt zurückzukommen, so muss ich bekennen, dass mir derselbe sehr sympathisch ist; allein ich glaube, es fehlt doch eine Grundlage, die gefordert werden muss. Ohne weitere Veranlassung von Fr. 100,000 auf Fr. 150,000 zu gehen, kann ich mich auch nicht recht entschliessen. Ich habe nicht gehört, dass seitens der Gemeinden Eingaben gemacht worden seien. Der Grosse Rat müsste also gewissermassen unaufgefordert vor die Gemeinden treten und sagen: Wir haben uns entschlossen, in Zukunft Fr. 150,000 zu geben. Lägen motivierte Eingaben der Gemeinden vor, und wir wissen ja, dass die Gemeinderäte nicht so ohne Initiative sind, sondern dem Grossen Rate ihre Meinung kundthun, so wäre die Sache anders. Da dies aber nicht der Fall ist, so möchte ich immerhin im gegenwärtigen Augenblick dem abweisenden Antrag der Regierung und der Staatswirtschaftskommission beipflichten. Es ist keine gesunde Finanzpolitik, Geschenke zu machen, die nicht verlangt worden sind.

**Burkhardt.** Auf die letzte Bemerkung des Herrn Dürrenmatt möchte ich nur bemerken, dass Herr Dürrenmatt sich im Irrtum befindet. Es liegen eine ganze Menge Gesuche vor, die abgewiessen werden mussten, weil der Kredit nicht hinreichte.

**Präsident.** Wie ich die Sache verstanden habe, besteht der Antrag des Herrn Burkkardt aus zwei Teilen. In erster Linie möchte er sagen « schwerbelastete Gemeinden » statt « arme Gemeinden ». Ich weiss nicht, wie sich die Regierung zu diesem Antrag verhält.

**Scheurer,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Wir müssen uns an das Gesetz halten, das meines Wissens von armen Gemeinden spricht.

**Bühler,** Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Ich weiss nicht, welchen Ausdruck das Gesetz enthält. Ich schlage vor, diejenige Bezeichnung zu wählen, die im Gesetz steht.

**Scheurer,** Finanzdirektor. Ich bin einverstanden.

**Burkhardt.** Ich bin ebenfalls einverstanden.

**Präsident.** Unsere Gesetzeskundigen werden nachsehen, welches die richtige Bezeichnung ist. Der zweite Antrag des Herrn Burkhardt geht dahin, den Kredit für ausserordentliche Staatszulagen von Fr. 100,000 auf Fr. 150,000 zu erhöhen. Wir stimmen hierüber ab.

Abstimmung.

Für den Entwurf (gegenüber dem Antrag Burkhardt) Mehrheit.

**Präsident.** Hat man nun vielleicht in Bezug auf die Redaktion gefunden, welcher Ausdruck der richtige ist?

**Scheurer,** Finanzdirektor. Es stimmt von allem dem nichts, was da gesagt wurde (Heiterkeit). Das Gesetz spricht weder von « armen » noch von « schwerbelasteten » Gemeinden, sondern es heisst « besonders belastete » Gemeinden.

**Präsident.** Es wird demnach gesagt werden « Ausserordentliche Staatszulagen an besonders belastete Gemeinden ».

---

**E. Lehrerbildungsanstalten.**

**Tanner.** Trotz des Schiffbruches, den Herr Burkhardt erlitten hat, sehe ich mich doch veranlasst, hier eine kleine Erhöhung zu beantragen. Ich stelle nämlich den Antrag, es sei in Rubrik 1, Seminar Hofwyl, *c.* Nahrungsmittel, der Ansatz von Fr. 20,500 auf Fr. 23,000 zu erhöhen und zwar gestützt auf folgende Gründe.

Aus Kreisen der Lehrerschaft und von Eltern der Zöglinge wurde mir mitgeteilt, die Kost im Seminar Hofwyl sei in qualitativer und quantitativer Beziehung nicht genügend. Meine Herren, wer Kinder gross gezogen hat, der weiss, dass sich gerade vom 16. bis zum 20. Altersjahr nicht nur der Körper und der Geist entwickelt, sondern in ganz hervorragender Weise auch der Appetit (Heiterkeit), und wenn es in diesen Jahren an der vollständigen Befriedigung des letztern fehlt, so leiden natürlich auch die beiden ersten. Ich bin in dieser Sache nicht ohne weiteres auf den Leim gekrochen, da ich ganz gut weiss, dass wenn solche Klagen laut werden, gewöhnlich diejenigen, welche den grössten Appetit entwickeln, am unbescheidensten sind und am meisten schimpfen. Ich habe mich daher direkt an diejenige Stelle gewendet, bei welcher der Fehler liegen soll, das heisst an die Seminardirektion. Ich habe Herrn Martig ersucht, mir Auskunft zu geben, wie es sich in dieser Sache verhalte. Herr Martig schreibt mir nun folgendes:

« Für Nahrung wurden Fr. 23,500 anstatt Fr. 20,850, also Fr. 2650 mehr verlangt und zwar erstlich weil die Lebensmittel teuer sind, zweitens weil die Zahl der Seminaristen gegenwärtig gross ist, drittens weil die Speisung bedürftiger Kinder unserer Uebungsschule jetzt das Budget auch belastet und endlich viertens weil die Lehrerschaft hier und dort eine bessere Kost für die Seminaristen verlangte. Zwar haben die Seminaristen auch bisher keinen Mangel gelitten. Aber wenn die Kost besser geboten werden soll, so kostet sie auch mehr. So macht es für eine grosse Anstalt einen grossen Unterschied, ob man 1—2 mal wöchentlich mehr Fleisch giebt anstatt Mehlspeisen mit Obst

oder dgl., und ferner muss man bei feinerer Kost auch viel mehr Fett verwenden. »

Aus diesen Aeusserungen der Seminardirektion können Sie entnehmen, dass die Kost jedenfalls nicht ausreichend ist, und namentlich der letzten Aeusserung, wenn man besser kochen wolle, müsse man auch mehr Fett verwenden, glaube ich entnehmen zu können, dass die Erdäpfelrösti mehr mit Wasser als mit Fett bereitet wird. Die Klagen bezüglich der Kost und das Begehren des Seminardirektors um einen erhöhten Kredit sind daher zweifelsohne gerechtfertigt.

Es ergiebt sich auch aus Erhebungen, die ich im Staatsverwaltungsbericht und in der Staatsrechnung machte, dass das Seminar Hofwyl in Bezug auf die Ausgaben für Nahrung am schlechtesten dotiert ist. Im Seminar Hofwyl giebt man für 97 Zöglinge für Nahrung Fr. 20,500 aus oder per Zögling Fr. 210. In Pruntrut werden für 61 Zöglinge Fr. 16,200 ausgegeben oder Fr. 260 per Zögling. Am Töchterseminar Hindelbank werden für 32 Zöglinge Fr. 13,200 ausgegeben, also Fr. 412 per Zögling und am Lehrerinnenseminar Delsberg werden für 28 Töchtern Fr. 12,500 ausgegeben oder Fr. 450 per Zögling. Dabei muss ich allerdings bemerken, was aus der Rechnung nicht ersichtlich war, dass bei den beiden Töchterseminarien wahrscheinlich die Lehrerschaft inbegriffen ist (je 2 Lehrer und 2 Lehrerinnen), was bei den andern Instituten nicht der Fall ist. Immerhin sehen Sie, dass das Seminar Hofwyl am schlechtesten gestellt ist, d. h. um Fr. 50 schlechter als das Seminar Pruntrut.

Herr Martig sagt am Schlusse seines Briefes noch folgendes:

« Daher würde ich natürlich eine ordentliche Erhöhung des Kredites sehr begrüssen. Im andern Falle muss ich selbstverständlich die Verantwortlichkeit für vorhandene Mängel ablehnen. Ich bemerke noch, dass es dem Seminar gestattet ist, Kreditübertragungen von einer Rubrik auf die andere zu machen. Denn man kann z. B. nicht zum voraus genau sagen, was die Nahrungsmittel kosten, wie hoch die Kostgelder der Neueintretenden kommen etc. Daher muss man häufig eine Ausgleichung vornehmen und das eine Jahr für diesen Posten, das andere Jahr für einen andern mehr Anschaffungen machen »

Ich glaube nun nicht, dass letzteres Ihr Wille ist. Wenn z. B. Fr. 300 oder 400 für Anschaffung von Lehrmitteln etc. ausgesetzt sind, so geht es nicht an, im Laufe des Jahres dieses Geld statt dessen zum Ankauf von Kartoffeln und Rübli zu verwenden. Das ist allerdings auch Naturkunde, aber das Geld ist doch nicht so verwendet, wie es verwendet werden sollte. Ich zweifle daher nicht, dass Sie die von mir beantragte kleine Erhöhung bewilligen werden. Ich habe auch mit dem Herrn Erziehungsdirektor gesprochen, und derselbe hat mir gesagt, er habe die Sache im Regierungsrat befürwortet, man sei jedoch darüber hinweggegangen. Wir stehen nun am Schlusse des Jahres und der Herr Finanzdirektor wird sich nicht weigern — das Staatsschiff wird ja dadurch nicht ins Wanken gebracht — dem Seminar Hofwyl dieses Neujahrsgeschenk zu machen. Ich empfehle Ihnen meinen Antrag zur Annahme.

Dr. **Schwab.** Ich kenne die Verhältnisse in Hofwyl und Pruntrut nicht. Trotzdem ergreife ich das Wort, um hervorzuheben, dass beim Seminar Pruntrut für Nahrung Fr. 3000 mehr ins Budget aufgenommen worden sind, als letztes Jahr. Dies lässt darauf schliessen, dass seitens der angehenden Schullehrer wahrscheinlich geklagt wurde. Man will nun diesen Klagen in Pruntrut entgegenkommen. Dagegen scheint es, dass man die Klagen von Hofwyl nicht berücksichtigen will. Dies ist eine Ungleichheit, welche nicht existieren sollte. Nun ist es schwer, darüber heute einen Beschluss zu fassen, sondern es sollte vorerst eine Untersuchung veranstaltet werden. Da übrigens der Herr Erziehungsdirektor anwesend ist, so will ich gerne seine Ansicht hören.

Dr. **Gobat**, Erziehungsdirektor. Es wurden in allerletzter Zeit sehr häufig Klagen laut, das heisst nicht offiziell, aber im Gespräch mit andern Leuten, über die Nahrung in den Staatsseminarien und zwar in Bezug auf Hofwyl schon seit längerer Zeit, als in Bezug auf die andern Institute. Bei Anlass eines Besuches, den ich vor einiger Zeit in Hofwyl machte, habe ich die Sache mit dem Direktor besprochen, und derselbe hat mir erklärt, dass die Kost im grossen und ganzen, wie sie gegenwärtig verabreicht werde, eine genügende sei, es würde aber nichts schaden, wenn man etwas mehr geben würde; denn Fleisch habe man nicht alle Tage, und im allgemeinen könne man nicht sagen, dass die Kost eine reichliche sei. Wenn man bedenkt, dass seit 5 oder 6 Jahren die Ausgabe für Hofwyl die nämliche ist, dass aber seither die Lebensmittelpreise gestiegen sind, so namentlich jetzt noch der Preis des Brotes, so ist selbstverständlich, dass eine zur Not genügende Kost nicht verabfolgt werden konnte, ohne hiefür Geld zu verwenden, das für andere Zwecke bestimmt war, und wenn Herr Martig Herrn Tanner geschrieben hat, dass man letztes Jahr auf Kosten der Lehrmittel die Nahrung zu verbessern suchte, so ist das ganz richtig. Es ist denn auch das Seminar gegenwärtig von den notwendigsten Lehrmitteln für den physikalischen Unterricht, namentlich für den Unterricht in der Elektricitätslehre, so entblösst, dass sich unsere Anstalt neben Lausanne, Zürich etc. nicht wohl zeigen kann. Ich habe deshalb für dieses Jahr grössere Beträge verlangt und zwar zum Teil für Lehrmittel, die man schon letztes Jahr hätte anschaffen sollen, aber nicht anschaffen konnte, weil das Geld für Nahrung ausgegeben wurde. Anderseits verlangte ich auch einen grössern Beitrag für die Nahrung. Vom Regierungsrat wurde eine Krediterhöhung von circa Fr. 1400 bewilligt, jedoch in der Meinung, es sollen diese Fr. 1400 zur Anschaffung von Lehrmitteln verwendet werden. Für die Rubrik Nahrung hatte ich eine Erhöhung auf Fr. 23,500 verlangt; der Regierungsrat bewilligte aber nur Fr. 20,500, das heisst mein Erhöhungsantrag wurde abgelehnt.

Was das Seminar Pruntrut betrifft, so ist allerdings für Nahrung eine Summe von Fr. 3000 mehr aufgenommen, die vom Regierungsrat bewilligt wurde. Auch von dort her hört man Klagen, und dies rührt eben davon her, dass mit dem Steigen der Lebensmittelpreise die Ansätze ungenügend geworden sind. Es ist keine Aussicht vorhanden, dass in nächster Zeit das Leben billiger werde, und deshalb halte ich dafür, dass etwelche Aufbesserung des Budgets zu Gunsten der Nahrung sehr am Platze ist.

Ich glaube nicht, dass wir uns dem Vorwurf aussetzen wollen, die jungen Leute, welche in Staatsanstalten erzogen werden, haben nicht genügend zu essen, und nach allem, was mir gesagt wurde, muss ich glauben, dass die

Nahrung wirklich zu wünschen übrig lässt. Ich gebe nicht übermässig viel auf die Klagen der Beteiligten selbst; aber es sind nicht nur Zöglinge, von welchen diese Klagen herrühren, sondern sie stammen auch von ehemaligen Lehrern und zum Teil auch von gegenwärtigen Lehrern der Anstalt selber, welche zugeben, dass die Nahrung eine bessere sein könnte.

**Dürrenmatt.** Es sind mir auch Gerüchte verschiedener Art zu Ohren gekommen über die Nahrungsverhältnisse am Staatsseminar in Hofwyl, doch waren diese Gerüchte widersprechender Art. Was von Herrn Tanner gerügt worden ist, wurde mir auch gesagt. Aber auf der andern Seite wurde mir auch mitgeteilt, es figuriere in den Rechnungen sogar ein Posten von Fr. 100 oder Fr. 120 für Mundwasser, was nicht gerade auf einen unbefriedigten Appetit schliessen lässt. Die Klagen über mangelhafte Ernährung sind fast so alt, wie das Seminar; es wurde darüber immer etwas geklagt, und doch waren die Seminaristen immer muntere, lustige Leute, gute Turner, kräftiges Volk, so dass der Beweis nicht geleistet wurde, dass es mit den Nahrungsverhältnissen so schlecht stehe. Es mag so eine gewisse Unzufriedenheit obwalten infolge der etwas unpraktischen Nebeneinanderstellung von Herrschaftskost und Zöglingskost. Wenn am einen Tisch die Leitung des Seminars sitzt mit einer anständigen bürgerlichen Kost und daneben die Seminaristen mit ihren blechernen Tassen und Tellern und einer oft vielleicht etwas zu wenig geschmalzenen Suppe oder etwas dünnem Kaffee, so giebt das Anlass zu Vergleichungen und lässt oft die Zöglingskost als mangelhafter erscheinen, als sie wirklich ist. Allein wer selber im Seminar war, weiss immerhin, mit welcher Sehnsucht die Seminaristen um 4 Uhr auf ihr Stück Brot warteten. Die Leute sind eben in einem Alter, wo sie etwas konsumieren müssen und wenn man bedenkt, dass sie im Sommer um 5 Uhr, im Winter um 6 Uhr aufstehen und vor dem Morgenessen eine oder zwei Stunden arbeiten müssen und nach dem Nachtessen wiederum zwei Stunden lang noch bei der Arbeit sitzen, so wird man begreifen, dass die jungen Leute gehörig genährt werden müssen, und es scheint mir, wenn man im Budget Fr. 7500 aufnimmt für Speisung armer Kinder, so sollte man auch Fr. 2500 übrig haben für die Speisung armer Seminaristen Ich finde es deshalb als wirklich verdienstlich, dass Herr Tanner, der meines Wissens in keiner Seminarbehörde sitzt, sich dennoch um solche Details bekümmert und sich am rechten Ort darüber Aufschluss holen will. Ich glaube, die Seminaristen werden ihm dafür Dank wissen. Ich möchte, da ich doch die Klagen nicht für ganz unbegründet halte und den Kreditposten für Nahrung wirklich etwas karg bemessen finde, den Antrag des Herrn Tanner auch meinerseits empfehlen.

M. **Chodat.** Je suis très surpris d'apprendre que la pension à l'école normale de Porrentruy revienne à 50 fr. plus cher qu'à Hofwyl, et j'appuie absolument le proposition de M. Tanner, parce que j'estime que des jeunes gens aux études doivent être nourris d'une manière convenable, suffisante. Les mêmes plaintes, chose étonnante d'ailleurs, se font entendre à Hofwyl comme à Porrentruy et je voudrais qu'on fît une enquête à ce propos, qu'on nous dise comment il se fait qu'en payant plus cher la pension d'Hofwyl elles aient encore leur raison d'être.

Dr. **Gobat**, Erziehungsdirektor. Ich möchte zu meinen vorigen Mitteilungen eine Berichtigung anbringen. Das Budget für das Seminar Pruntrut sieht allerdings eine Vermehrung des Postens für Nahrung im Betrage von Fr. 3000 vor; allein diese Erhöhung rührt davon her, dass die obere Klasse, welche früher ausserhalb des Seminars wohnte, nächstes Jahr im Seminar wohnen wird, wie auch schon im gegenwärtigen Jahr. Die Erhöhung um Fr. 3000 entspricht der in dieser Weise vermehrten Zahl der im Seminar wohnenden Schüler. Wenn sich also auch für Pruntrut eine Erhöhung des Kredites als Notwendigkeit herausstellen sollte, so möchte ich nicht, dass man mir einwendet, der Kredit sei schon dies Jahr erhöht worden. Der Kredit wurde erhöht mit Rücksicht auf die grössere Schülerzahl, die Nahrung wird aber nicht besser werden, als früher. Ich habe erst heute gehört, dass auch über die Nahrung in Pruntrut geklagt werde, und ich habe den Personen, welche mich darüber befragten, versprochen, eine Untersuchung anzustellen. Je nach dem Ergebnis derselben werde ich dem Regierungsrat einen Antrag auf Erhöhung stellen.

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Es ist nicht sehr angenehm, in dieser Angelegenheit Opposition zu machen und das Budget der Regierung zu verteidigen; denn es sieht fast aus, als ob man weniger human wäre, als die humanen Herren, welche gesprochen haben, und den jungen Leuten in Hofwyl das Brot vor dem Mund wegnehmen wolle. So ist es aber nicht gemeint, sondern was mich betrifft, so möchte ich nur dafür sorgen, dass man mit der Humanität nicht zu weit geht, sondern auch den Verstand zu seinem Rechte kommen lässt. Nun hatte ich in den letzten Jahren mehrfach Gelegenheit, mit Seminaristen in Berührung zu kommen, die ich schon früher kannte, wo sie noch daheim essen mussten. Diese sind nun im Seminar nicht abgemagert, im Gegenteil, und sie haben auch nicht geklagt, sondern waren zufrieden. Dass es auch solche giebt, die nicht zufrieden sind, begreife ich. Solche Leute giebt es überall — speisen sie in einer Anstalt oder an einem Privattisch — welche mehr mögen, als andere und immer zu klagen haben. Allein man muss doch schliesslich auch darin den Durchschnittsmenschen als massgebend annehmen und nicht denjenigen, der einen ausserordentlichen Appetit und Heisshunger entwickelt. Ich bin auch nicht einverstanden, dass es ein ungeheurer Mangel sei, wenn nicht gerade alle Tage Fleisch auf den Tisch der jungen Leute kommt. Es giebt Nahrungsmittel, die für den jugendlichen Organismus ebenso zuträglich sind, als Fleisch. Vor allem die billige Milch; gebe man den Leuten von dieser genügend. Auch ein guter Reisbrei ist nicht zu verachten (Heiterkeit), und das Nämliche gilt von den Knöpfli. In der Schlacht bei Weissenburg sind die knöpfliessenden Bayern und die Menschenfresser aus Afrika hintereinandergeraten, aber die knöpfliessenden Bayern haben bekanntlich die andern besiegt (grosse Heiterkeit). Allerdings muss die Sache recht zubereitet sein; man muss richtiges Fett verwenden, keine Margarinbutter. Das sollte man eben vor allem aus wissen, wie in den Anstalten gekocht wird. Man kann mit dem gleichen Geld die Leute besser und weniger gut speisen, je nachdem man es versteht. Ich glaube zwar auch, dass nicht verschwendet, sondern ökonomisch verwaltet wird, wenigstens lässt

ein Vorfall, der uns auch mitgeteilt wurde, hierauf schliessen. Die jungen Leute haben, wie es scheint, früher am Morgen hie und da Käse erhalten, und gelegentlich bekamen sie auch ein Glas Wein. Es wurde ihnen dann die in meinen Augen grausame Frage vorgelegt, auf was sie verzichten wollen, auf den Käse oder auf den Wein. Die Seminaristen haben dann auf den Wein verzichtet und den Käse beibehalten. Ich sagte den betreffenden Seminaristen, die mir das mitteilten, ich verwundere mich, dass sie als Seeländer auf den Wein verzichtet haben (Heiterkeit), sie haben mich aber aufgeklärt, der Wein sei eben schlecht und der Käse gut (Heiterkeit). Wahrscheinlich hatte man nicht Eigengewächs gekauft, sondern von dem berühmten Spanier. Hätten die Leute guten Seeländer bekommen, dann würden sie sich wahrscheinlich für Beibehaltung des Weines entschieden haben (Heiterkeit)!

Ich glaube, es geht nicht wohl an, bei der Budgetberatung ununtersucht einen solchen Posten herauszugreifen. Ich finde deshalb, die richtige Art der Behandlung wäre die, zu beschliesen, es sollen, infolge der gemachten Anregungen, die Nahrungsverhältnisse in den sämtlichen Seminarien, also nicht nur in Hofwyl, untersucht und wenn nötig verbessert werden. Damit erhielte der Regierungsrat die Kompetenz, von sich aus den Kredit zu erhöhen, und wenn ein Nachkredit nötig wird, so wird der Grosse Rat denselben ja nicht verweigern. Diese Untersuchung sollte durch fachkundige Leute so bald als möglich vorgenommen werden. Ich glaube also im Sinne der Regierung zu handeln, wenn ich beantrage, Sie möchten den Antrag des Herrn Tanner ablehnen, die gefallenen Anregungen aber in der Weise entgegennehmen, dass eine nähere Untersuchung stattzufinden habe und der Regierungsrat eventuell ermächtigt sei, entsprechend grössere Ausgaben für die Nahrung zu machen.

**Tanner.** Ich begreife die Stellung des Herrn Finanzdirektors, und Sie konnten seiner ganzen Rede entnehmen, dass sein gutes Herz im Kampf war mit seinem Verstand, und schliesslich hat allerdings der Verstand die Oberhand gewonnen. Wie der Herr Finanzdirektor aber selber sagt, haben die Seminaristen bei der an sie gestellten Scherzfrage, was sie lieber wollen, Käse oder Wein, sich für den Käse entschieden, weil der Wein schlecht sei. Damit giebt der Herr Finanzdirektor zu, dass doch etwas schlecht ist. Und Herr Dürrenmatt hat Ihnen gesagt, mit welcher Sehnsucht die jungen Leute jeweilen um 4 Uhr auf ihr Stück Brot warten. Nun verstreicht vom Mittagessen um 12 Uhr bis 4 Uhr nachmittags kein so langer Zeitraum, man kann sich während dieser Zeit nicht aushungern. Es muss daher das Mittagessen nicht ausreichend sein, sonst würden die Leute um 4 Uhr nicht mit einem solchen Heisshunger über das Brot herfallen. Bei einer Zahl von circa 100 Zöglingen kann eine Erhöhung um Fr. 2500 nicht sehr in Betracht kommen. Wenn Sie auch nur sagen, es solle jeder Seminarist täglich für 10 Rappen mehr Brot erhalten, so macht dies jährlich schon Fr. 3000 aus. Ich möchte sie nochmals bitten, dem Seminar Hofwyl ohne lange Untersuchung dieses Neujahrsgeschenk zuzuwenden. Was hier mitgeteilt wurde, beweist, dass das Bedürfnis vorhanden ist und hier nicht mit der grossen Kelle angerichtet wird. Daneben möchte ich allerdings den guten Ratschlag des Herrn Finanzdirektors auch befolgen und die Nahrungsverhältnisse in allen Seminarien untersuchen lassen, um eventuell einen erhöhten Kredit zu gewähren. Für den Moment aber ersuche ich Sie, wenigstens dem dringendsten Bedürfnis abzuhelfen.

**Präsident.** Ich habe den Antrag des Herrn Tanner so verstanden, die Reinausgaben unter 1 c für Nahrung seien zu erhöhen auf Fr. 23,500. Ist Herr Tanner einverstanden?

**Tanner.** Ja.

Abstimmung.

1. Für den Antrag des Herrn Finanzdirektor Scheurer, über die Nahrungsverhältnisse in allen Seminarien eine Enquete zu veranstalten und eventuell die nötigen Verbesserungen eintreten zu lassen. Mehrheit.
2. Für den Entwurf (gegenüber dem Antrag Tanner) . . . . . Minderheit.

---

### F. Taubstummenanstalten.

Genehmigt.

---

### G. Kunst.

**Scheurer,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich muss hier namens des Regierungsrates bei Ziffer 1, Historisches Museum, einen Abänderungsantrag stellen. Bekanntlich wird das historische Museum unterhalten durch Beiträge des Staates, der Einwohnergemeinde und der Burgergemeinde von Bern. Jede dieser drei Parteien gab bis jetzt einen Beitrag von Fr. 10,000. Die Museumsverwaltung hat nun an die drei Subvenienten das Gesuch gestellt, es möchte der Beitrag erhöht werden. Dieses Gesuch wurde damit begründet, die Aufgabe des Museums könne nicht in allen Teilen erfüllt werden; viel und oft können wertvolle Erwerbungen nicht gemacht werden, weil der Kredit fehle. Namentlich gegenwärtig seien solche Unterhandlungen betreffend Erwerbungen schwebend, die von sehr grosser Bedeutung seien, indem eine im Museum deponierte Sammlung von Altertümern zu kaufen beabsichtigt werde, was aber eine verhältnismässig bedeutende Summe erfordere, die nicht vorhanden sei, falls man mit dem Eigentümer handelseinig werden könnte. Die Burgergemeinde ist auf das Gesuch eingetreten und hat demselben entsprochen. Ob es seitens der Einwohnergemeinde auch schon definitiv geschehen ist, weiss ich nicht, doch ist der Antrag gestellt und Opposition wurde nicht erhoben. Der Staat muss sich deshalb entweder renitent verhalten und neben den Gemeinden sich etwas engherzig zeigen, oder er muss auch nachfolgen. Der Regierungsrat glaubt, er müsse auch seinerseits den Beitrag auf Fr. 12,000 erhöhen und dadurch dazu beitragen, dass dem Museum diejenigen Mittel an die Hand gegeben werden, deren es

bedarf, um seiner Aufgabe besser gerecht zu werden, als dies bisher der Fall war. Es wird deshalb beantragt, den Posten «Historisches Museum» von Fr. 10,000 auf Fr. 12,000 zu erhöhen.

**Bühler**, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Die Staatswirtschaftskommission hatte nicht Gelegenheit, sich über diesen Antrag auszusprechen, aber ich bin überzeugt, dass sie keinen Anstand genommen hätte, demselben beizupflichten. Nachdem für das historische Museum ein schönes Gebäude erstellt worden ist, kann dasselbe nicht leer stehen gelassen, sondern muss nun auch gehörig ausgestattet werden, zu welchem Zwecke Altertümer erworben werden müssen. Nun haben die Einwohner- und die Burgergemeinde Bern beschlossen, ihre Beiträge um je Fr. 2000 zu erhöhen unter der Voraussetzung, dass auch der Staat, als dritter Beteiligter, in gleichem Masse eine Erhöhung beschliesse. Würden wir die Fr. 2000 nicht beschliessen, so würden auch die von der Einwohner- und der Burgergemeinde beschlossenen Erhöhungen hinfällig, so dass das Museum im ganzen über Fr. 6000 weniger verfügen würde. Ich persönlich halte deshalb dafür, dass diese Fr. 2000 sehr gut verwendet sind, und ich möchte Sie deshalb ersuchen, dem Erhöhungsantrag der Regierung beizupflichten.

**Dürrenmatt**. Unter Ziffer 7 figuriert ein Kredit für das schweizerische Idiotikon. Der betreffende Posten ist allerdings ziemlich mager ausgefallen. Er figuriert freilich schon seit einigen Jahren auf dem Budget, wenn man aber die grossen Kosten dieses nationalen Werkes in Betracht zieht, ist der Posten doch ein sehr bescheidener. Immerhin ist doch wenigstens ein Kredit dafür ausgesetzt. Das schweizerische Idiotikon hat bekanntlich den Zweck, die verschiedenen deutschen Dialekte ich möchte sagen zu kodifizieren, litterarisch und wissenschaftlich, grammatisch vor allen Dingen, festzulegen und so auch den spätern Geschlechtern über die gegenwärtigen Dialekte Rechenschaft zu geben. Das ist ein höchst verdienstliches Unternehmen; aber ich vermisse, dass wir nicht etwas Aehnliches für die französischen Dialekte im Jura, in Verbindung mit denjenigen der übrigen romanischen Schweiz, besitzen. Ich glaube, es wäre des Schweisses der Edlen wert, speziell der Bemühungen unseres Erziehungsdirektors, ein ähnliches Werk, wie wir es für die deutsche Schweiz haben, für die französischen Dialekte anzubahnen. Diese Dialekte befinden sich ebenfalls auf dem Aussterbeetat. Sie werden viel weniger gesprochen, als der berndeutsche Dialekt im alten Kanton. In allen öffentlichen Versammlungen im Jura, vor den Gerichten, in den Gemeindeversammlungen und den Gemeindebehörden, selbstverständlich auch in den Schulen wird nur das gute Französisch gesprochen, und wir müssen unsern jurassischen Kollegen das Kompliment machen, dass sie durchschnittlich in der Kenntnis des Deutschen weiter vorgerückt sind, als wir in der Kenntnis des Französischen, sonst würden wir uns nicht herausnehmen, unsere Verhandlungen berndeutsch zu führen und unsern jurassischen Kollegen zuzumuten, dass sie nicht nur das Gutdeutsche, sondern sogar auch unsern Bernerdialekt kennen. Allein auch in den jurassischen Dialekten — es gibt deren mehrere; man spricht in den Freibergen nicht ganz gleich wie im Delsbergerthal oder in Pruntrut oder in Münster — ist eine grosse Summe von Originalität, von origineller geistiger Auffassung der Dinge, von Sprichwörtern, Redensarten etc. enthalten, eine Summe von geistigen Besonderheiten, die in einigen Jahren vielleicht verloren sein wird, wenn sie nicht auch litterarisch festgelegt wird, ähnlich wie es in Bezug auf die schweizerdeutschen Dialekte im Idiotikon geschieht, dessen Redaktion in Zürich besorgt wird und woran der Bund und verschiedene Kantone Beiträge leisten. Ich bin natürlich nicht im Falle, einen Antrag zu stellen; aber ich möchte der Erziehungsdirektion den Wunsch ans Herz legen, sie möchte ein ähnliches Werk für die französische Schweiz anbahnen helfen oder dazu die Initiative ergreifen. Später könnte sie dann einen Antrag stellen, was für einen Beitrag der Kanton Bern hieran leisten solle.

Dr. **Gobat**, Erziehungsdirektor. Es ist bereits seit einiger Zeit die Rede davon, ein romanisches Idiotikon zu erstellen, welches für die romanischen Mundarten den gleichen Zweck erfüllen soll, wie das Idiotikon der deutschen Mundarten, und zwar haben die Erziehungsdirektionen der Westschweiz, Bern inbegriffen, dazu die Initiative ergriffen. Eine erste Konferenz fand letztes Jahr während der Landesausstellung in Genf statt. Wir einigten uns dabei über den Plan, nach welchem das Idiotikon erstellt werden soll, und die Angelegenheit befindet sich nun im Stadium der Vorarbeiten. Natürlich lässt sich ein so grosses Unternehmen nicht von einem Jahr zum andern einrichten und vorbereiten. Es müssen allerlei Personen konsultiert werden, die in diesen Mundarten bewandert sind, um zu erfahren, wie nach ihrer Ansicht das Werk erstellt werden sollte. Es soll nächstens eine zweite Konferenz der Erziehungsdirektoren stattfinden. Jeder derselben wurde ersucht, für seinen Kanton gewisse Vorarbeiten zu präparieren. Ich habe die meinigen gemacht, während die andern, wie es scheint, noch nicht so weit sind, weshalb die Konferenz bis jetzt noch nicht zusammentreten konnte. Es ist aber zu erwarten, dass die Konferenz ihre Vorarbeiten so frühzeitig beendigen wird, dass ein Gesuch um Verabfolgung eines Bundesbeitrages im Laufe des nächsten Jahres rechtzeitig eingereicht werden kann. Tritt der Bundesrat darauf ein, woran ich nicht zweifle, so wird die Sache gesichert sein, und dann wird die Erziehungsdirektion des Kantons Bern ebenfalls an den Regierungsrat und den Grossen Rat wachsen, damit er dem Unternehmen den nämlichen Beitrag gewähre, wie dem deutsch-schweizerischen Idiotikon.

**Präsident**. Der Antrag des Regierungsrates, den Ansatz für das historische Museum auf Fr. 12,000 zu erhöhen, ist von keiner Seite bestritten und somit angenommen. Herr Dürrenmatt hat keinen Antrag gestellt, sondern nur eine Anregung gemacht. Der Abschnitt G, Kunst, ist damit erledigt.

---

### H. Bekämpfung des Alkoholismus.

Wird zurückgestellt.

---

### VII. Gemeindewesen.

Genehmigt.

---

Hier wird die Beratung abgebrochen.

---

Schluss der Sitzung um 5½ Uhr.

---

*Der Redacteur:*
**Rud. Schwarz.**

---

# Zweite Sitzung.

---

**Dienstag den 28. Dezember 1897,**

vormittags 9 Uhr

---

Vorsitzender: Präsident *Bigler.*

---

Der Namensaufruf verzeigt 182 anwesende Mitglieder. Abwesend sind 30 Mitglieder; wovon mit Entschuldigung: Die Herren Aegerter, Cuenat, Eggimann, Friedli, Frutiger, v. Grünigen, Hari (Adelboden), Hauser, Krebs (Eggiwyl), Lindt, Marchand, Marcuard, Nägeli, Tschanen; ohne Entschuldigung abwesend sind: Die Herren Bärtschi, Beguelin, Berger, Boss, Coullery, Cuenin, Droz, Hiltbrunner, Hubacher (Wyssachengraben), Kaiser, Lanz, Ledermann, Moor, Moschard, Dr. Schenk und Wyss.

---

Das Protokoll der gestrigen Sitzung wird abgelesen und genehmigt.

---

Zur Verlesung gelangt ein Schreiben einer Bertha Frei, Wirtin beir Station Zollikofen, worin sich dieselbe über unrichtige Steuereinschätzung seitens der Gemeinde Münchenbuchsee beklagt.

Wird an den Regierungsrat gewiesen.

---

## Tagesordnung:

## Naturalisationsgesuche.

Auf den Antrag des Regierungsrates und der Bittschriftenkommission werden bei 112 gültigen Stimmen (erforderliche ⅔-Mehrheit: 75) die nachgenannten Personen, welche sich über den Genuss eines guten Leumundes, den Besitz der bürgerlichen Rechte und Ehren, sowie über günstige Vermögens- und Erwerbsverhältnisse ausgewiesen haben, auf ihr Ansuchen hin in das bernische Landrecht aufgenommen, in dem Sinne jedoch, dass die Naturalisation erst mit der Zustellung der Naturalisationsurkunde in Wirksamkeit tritt:

1. Alfred *Pologne* von Delle, Frankreich, geboren 1875, ledig, Bureauangestellter in Pruntrut, seit seiner Geburt daselbst wohnhaft, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Burgergemeinde Pruntrut — mit 103 Stimmen.
2. Lucien *Ludwig* von Bindernheim, Unter-Elsass, geboren 1856, Schuhhändler in Biel, seit mehr als 15 Jahren daselbst wohnhaft, verheiratet mit Marie Appoline Noémie Compagne, Vater von sechs minderjährigen Kindern, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Einwohnergemeinde Renan — mit 106 Stimmen.
3. Frau Luise Pauline *Schneider* geb. Gutmann, Heinrichs, des gewesenen Schuldirektors Witwe, von Eglisau, Kanton Zürich, geboren 1832, Privatière in Bern, seit 1893 daselbst wohnhaft, — mit 107 Stimmen, und
4. deren mehrjährige Tochter Fräulein Thabita Pauline Bettina *Schneider,* geboren 1864, ebenfalls wohnhaft in Bern — mit 105 Stimmen,

— beide mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Burgergemeinde Bern.

5. Anton *Geymayr* von Passau, Königreich Bayern, geboren 1854, Zeitungsadministrator in Bern, seit 1889 daselbst niedergelassen, verheiratet mit Bertha Zuber, Vater eines Kindes, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Burgergemeinde Bern — mit 99 Stimmen.

6. Wilhelm Eduard *Bühler* von Tübingen, Königreich Württemberg, geboren 1846, Prediger in Bern, seit 1881 daselbst niedergelassen, verheiratet mit Sophie Cecile Lina Graf, Vater von zwei minderjährigen Kindern, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Burgergemeinde Bern — mit 100 Stimmen.

7. Christian *Färber* von Weilmünster, Königreich Preussen, geboren 1841, Negotiant in Laufen, seit 1870 daselbst niedergelassen, für sich, seine Ehefrau Katharina Segginger und seine fünf minderjährigen Kinder, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Burgergemeinde Löwenburg — mit 103 Stimmen.

8. Heinrich Christian *Färber*, geboren 1870, Fabrikarbeiter in Laufen — mit 103 Stimmen;

9. Adolf *Färber*, geboren 1875, Buchhalter in Laufen — mit 103 Stimmen;

10. Karl *Färber*, geboren 1876, Konditor in Laufen — mit 103 Stimmen;

— diese drei mehrjährige Söhne des vorgenannten Christian Färber und ebenfalls mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Burgergemeinde Löwenburg.

11. Paul Niklaus *Claudon* von Villejuif, Frankreich, geboren 1850, Uhrenmacher in Bern, seit seiner Geburt daselbst wohnhaft, verheiratet mit Elisabeth Ellenberger, Vater von drei minderjährigen Kindern, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Einwohnergemeinde Oberburg — mit 104 Stimmen.

12. Paul Heinrich Theodor *Schneider* von Eglisau, Kanton Zürich, geboren 1861, Ingenieur in Bern, seit 1893 in Bern wohnhaft, verheiratet mit Laura Kupferschmid, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Burgergemeinde Bern — mit 105 Stimmen.

13. Louis *Meixler* von Markirch, Elsass, geboren 1850, Coiffeur in Münsingen, seit mehr als 20 Jahren im Kanton Bern wohnhaft, verheiratet mit Elise Luder, Vater von zwei minderjährigen Kindern, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Einwohnergemeinde Münsingen — mit 103 Stimmen.

14. Aloys *Gruber* von Bobingen, Königreich Bayern, geboren 1854, Zahntechniker in Appenzell, seit 1880 daselbst wohnhaft, verheiratet mit Bertha Gantenbein, Vater von acht minderjährigen Kindern, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Burgergemeinde Oberried bei Brienz — mit 103 Stimmen.

15. Louis Amédée Basile *Georges* aus Frankreich und Bürger von Aurora, Staat Illinois, Nordamerika, geboren 1860, Handelsmann in Bern, seit 1891 daselbst niedergelassen, verheiratet mit Wilhelmine Constanze Cramer, Vater von zwei minderjährigen Kindern, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Burgergemeinde Bern — mit 104 Stimmen.

16. Jean François *Georges* aus Frankreich und Bürger von Aurora, Staat Illinois, Nordamerika, geboren 1863, ledig, Handelsmann in Bern, seit 1891 daselbst niedergelassen, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Burgergemeinde Bern — mit 104 Stimmen.

17. Jules Seraphin *Barbier* von Courtefontaine in Frankreich, geboren 1869, ledig, Landwirt zu Grandfontaine, Amt Pruntrut, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Gemeinde Grandfontaine — mit 106 Stimmen.

18. Theophil *Etter* von Urnäsch, Kanton Appenzell a. Rh., geboren 1842, Vorsteher der Mädchen-Taubstummenanstalt in Wabern, seit 1888 daselbst wohnhaft, verheiratet mit Laura Hess, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Burgergemeinde Bern — mit 104 Stimmen.

19. François Joseph *Stehly* von Delle, Frankreich, geboren 1846, Uhrenvisiteur in Pruntrut, seit seiner Geburt im Kanton Bern wohnhaft, ausgenommen während der sechs Jahre, die er zur Erfüllung seiner Militärpflicht in Frankreich zugebracht hat, verheiratet mit Sophie Caroline Cuenat, Vater von 5 minderjährigen Kindern, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Burgergemeinde Miécourt — mit 103 Stimmen.

20. Ernst Wilhelm *Sturm* von Dresden, Königreich Sachsen, geboren 1842, Musikdirektor in Biel, seit 1876 daselbst niedergelassen, verheiratet mit Clara Pauline Weissbach, Vater zweier minderjähriger Kinder, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Burgergemeinde Biel — mit 103 Stimmen.

21. Emil Robert *Leuzinger* von Netstall, Kanton Glarus, geboren 1859, Handelsmann in Bern, seit seiner Geburt daselbst wohnhaft, verheiratet mit Henriette Marie Luise Wenger, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Burgergemeinde Bern — mit 104 Stimmen.

22. Camille *Lévy* von Belfort, Frankreich, Arzt, geboren 1869, seit mehreren Jahren im Kanton Bern wohnhaft und seit 1893 in Biel niedergelassen, verheiratet mit Adeline Bernheim und Vater eines Kindes, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Burgergemeinde Port — mit 85 Stimmen.

Die Minderjährigen:

23. Walter *Neftel* von Liegnitz, Preussen, Schüler des Gymnasiums in Burgdorf, geboren 1880, handelnd mit Handen seines Vaters und natürlichen Vormundes Moritz Neftel, Hauptkassier und Rendant am Stadttheater in Bremen, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Gemeinde Wachseldorn — mit 105 Stimmen.

24. Theodor Marie Joseph Camille *Hantz* von Delle, Frankreich, geboren 1879, Student, seit seiner Geburt wohnhaft zu St. Ursitz, mit zugesichertem Ortsburgerrecht der Burgergemeinde Seleute — mit 103 Stimmen.

---

## Strafnachlassgesuche.

(Siehe Nr. 49 der Beilagen.)

Dieselben werden stillschweigend nach den übereinstimmenden Anträgen der vorberatenden Behörden erledigt.

---

Folgende

## Motionen

werden angekündigt:

I.

Der Regierungsrat wird eingeladen, die Frage zu prüfen, ob nicht eine Revision der Vorschriften betreffend Belöhnung und Arbeit sämtlicher Staatsangestellten vorzunehmen sei.

Burger, Reimann, Siebenmann, Tanner, Milliet, Weber (Grasswyl), Stucki (Wimmis), Péquignot und Schüpbach.

II.

Le Conseil-exécutif est invité à examiner la question de l'attribution de l'état civil aux communes, avec ou sans subvention de l'Etat, et de présenter un rapport et des propositions dans ce sens en modification du décret du 25 novembre 1875.

Folletête, Burrus, Boinay, Gouvernon, Péquignot, Scholer, Imhof, Choulat, Brahier, Elsässer, Comment, Mérat, Grandjean, Henzelin, Robert, Reymond, Mouche.

(Der Regierungsrat wird eingeladen, die Frage der Uebertragung des Civilstandswesens an die Gemeinden, mit oder ohne Subvention des Staates, zu prüfen und dem Grossen Rate in diesem Sinne Bericht und Antrag vorzulegen in Abänderung des Dekretes vom 25. November 1875.)

Die beiden Motionen werden auf den Kanzleitisch gelegt.

---

## Voranschlag
## für das Jahr 1898.

Fortsetzung der Beratung.

(Siehe Seite 525 hievor.)

### VIII[a]. Armenwesen des ganzen Kantons.

**Scheurer,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Das vorliegende Budget des Armenwesens ist noch ganz auf Grund der bisherigen Gesetzgebung bearbeitet, ohne Rücksicht auf das mit dem 1. Januar in Kraft tretende neue Armengesetz. Zur Zeit, als die Armendirektion ihr Budget ausarbeitete, war das neue Armengesetz nur noch ein Projekt, und ohnedies wäre es, wenn man auch die Annahme des Gesetzes in sicherer Aussicht gehabt hätte, nicht möglich gewesen, das Budget genau auf Grundlage des neuen Gesetzes zu bearbeiten, indem es noch näherer Untersuchung und einer Reihe von Vollziehungsbeschlüssen und -Massregeln zur Ausführung des Armengesetzes bedarf. Für die Zukunft wird das Budget allerdings auch schon äusserlich eine andere Gestalt annehmen, indem die Zweiteilung, Armenwesen des ganzen Kantons und Armenwesen des alten Kantons, verschwinden wird. Es ist deshalb dasjenige, was hier vorliegt, nur als provisorische Budgetierung zu betrachten, und es wird sowohl in dieser Beziehung, als in Bezug auf die Erhebung einer besondern Armensteuer dem Grossen Rate später eine Nachtragsvorlage vorgelegt werden müssen. Die heutige Behandlung des Budgets des Armenwesens hat deshalb nur eine provisorische Bedeutung. Allerdings wird ein grosser Teil des vorliegenden Budgets auch in das definitive Budget übergehen, so die Abschnitte betreffend die Verwaltungskosten der Direktion, betreffend die Rettungsanstalten etc. Ich möchte Ihnen empfehlen, die beiden Rubriken Armenwesen des ganzen Kantons und Armenwesen des alten Kantons für heute in dem ausgeführten Sinne zu genehmigen.

**M. Jacot.** Nous sommes étonnés de ce que la question des refuges du Jura n'ait pas encore été tranchée d'une manière définitive. Il nous semble que ce serait le moment de s'en occuper sérieusement.

Nous avons été heureux d'apprendre par l'organe du rapporteur de la commission d'économie publique que cette commission s'en était occupée avec sollicitude, qu'elle s'était transportée sur les lieux, qu'elle avait reconnu l'utilité et l'urgence de la création du nouvel établissement, que le Grand Conseil serait très prochainement à même de voter à cet effet les crédits nécessaires. — L'occasion s'en présente aujourd'hui à propos de la discussion du budget, si nous voulons que l'établissement de refuge à Sonvillier soit construit et ouvert en 1898.

Je prierais donc M. le Directeur de l'assistance publique de bien vouloir nous donner des éclaircissements à ce sujet.

**Scheurer,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Auf die Anfrage des Herrn Jacot kann ich ganz kurz folgende Auskunft geben. Ich erinnere daran, dass im Laufe des letzten Jahres dem Grossen Rate ein Projekt betreffend Einrichtung der neuen Rettungsanstalt für Knaben in Sonvillier vorgelegt und von demselben genehmigt wurde. Hierauf wurde aus der Gegend von Sonvillier die Ansicht ausgesprochen, das Projekt sei ein verfehltes, weil durch dasselbe die Anstalt und die ziemlich umfangreiche Oekonomie derselben in dem vorhandenen alten Gebäude vereinigt werden sollen. Die Kritiken hatten zur Folge, dass man die Frage seitens der Regierung und speziell seitens der Baudirektion nochmals untersuchte. Auch fand vor einiger Zeit ein Augenschein statt, und alle Behörden kamen zur Ansicht, dass man das bereits beschlossene Projekt fallen lassen und ein neues Projekt aufstellen solle, wonach zur Aufnahme der Anstalt ein Neubau erstellt und das alte Gebäude vorzugsweise für die Oekonomie benutzt werde. Die bezüglichen Arbeiten sind so weit vorgeschritten, dass das Projekt gegenwärtig bei der Armendirektion zum Mitrapport liegt und jedenfalls dem Grossen Rate in der nächsten Session vorgelegt werden kann. Ist der Grosse Rat damit einverstanden, so wird im Laufe des nächsten Sommers der Bau dieser erweiterten Anstalt in Angriff genommen und wahrscheinlich auch vollendet werden können.

Dr. **Schwab.** Wir nehmen von den Erklärungen des Herrn Finanzdirektors Akt. Gleichzeitig möchte ich anregen, dass man sich mit Eifer auch an die Gründung einer Rettungsanstalt für Mädchen heranmache. Schon seit vielen Jahren spricht man von dieser Rettungsanstalt für Mädchen, und gleichwohl liegt noch gar nichts vor. Man hatte etwas in Aussicht genommen, doch ist uns die betreffende Besitzung entgangen, und gegenwärtig weiss man nicht, wohin diese Anstalt kommen soll. Ich erinnere daran, dass wir in den nächsten Jahren in Bezug auf die Unterbringung von Mädchen in grosser Verlegenheit sein werden, indem wir nicht bloss aus dem Jura kommende Mädchen unterbringen müssen, sondern auch solche aus den welschen Kantonen. Die Pflichten, welche der Staat nun gegenüber den auswärtigen Armen übernommen

hat, sind derart, dass wir ganz sicher die bösen Mädchen nicht alle in Kehrsatz und Brüttelenbad unterbringen können. Wir müssen daher rechtzeitig Vorsorge treffen, und es wird deshalb angezeigt sein, dass sich der Regierungsrat im Verlaufe des nächsten Jahres ernsthaft mit der Errichtung einer Rettungsanstalt für Mädchen im Jura beschäftigt.

**Ritschard**, Armendirektor. Auf die Anregungen des Herrn Schwab kann ich mitteilen, dass die Regierung die Frage der Errichtung einer Rettungsanstalt für Mädchen im Jura nicht aus den Augen verloren hat. Wir sind hier allerdings nicht in Paris; allein wir haben gefunden, die Pariser Devise: « Eines nach dem andern » dürfte auch hier am Platze sein, und man sagte sich, das Notwendigste sei die Errichtung einer Rettungsanstalt für Knaben. Nun hören Sie, dass sich dieses Projekt im Laufe der Untersuchung dahin entwickelte, dass es ziemlich grosse Bauausgaben erheischen wird. Das neue Projekt wird wahrscheinlich eine Summe von Fr. 150,000 erfordern, während das ursprüngliche Umbauprojekt nur etwa Fr. 70,000 erheischt hätte. Im Verlaufe des nächsten Jahres wird nun diese Anstalt erstellt werden. Unterdessen hat aber die Armendirektion, wie ich schon sagte, das Projekt einer Mädchenrettungsanstalt nicht aus den Augen verloren. Man hat sich nach einer Domäne umgesehen und verschiedene Augenscheine vorgenommen, hat aber bis jetzt nichts Zweckdienliches gefunden. Immerhin mag zur Beruhigung gesagt werden, dass nach Einrichtung einer Rettungsanstalt für Knaben auch zur Errichtung einer Rettungsanstalt für Mädchen übergegangen werden wird.

Die Rubrik VIII[a], Armenwesen des ganzen Kantons, wird stillschweigend genehmigt, mit Ausnahme der Litt. E, Bekämpfung des Alkoholismus, die zurückgestellt wird.

---

### VIII[b], Armenwesen des alten Kantons.

Genehmigt.

---

## IX. Volkswirtschaft und Gesundheitswesen.

### A. Verwaltungskosten der Direktion des Innern.

Genehmigt.

---

### B. Statistik.

**Schär.** Ich möchte anfragen, wo das in der letzten Session angenommene Postulat betreffend Verteilung der Feuerordnung an die Haushaltungen behandelt werden soll. Ich sehe, dass kein bezüglicher Posten ins Budget aufgenommen ist.

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Das Postulat ist von der Regierung noch nicht behandelt. Sollte es in der Weise erledigt werden, dass die Feuerordnung in grösserm oder geringerm Masse zur Verteilung kommt, so wäre die betreffende Summe bei den Druckkosten der Staatskanzlei unterzubringen, eventuell würde es sich darum handeln, ob die Kosten nicht ganz oder wenigstens teilweise durch die Brandversicherungsanstalt zu übernehmen seien. Es ist daher heute nicht nötig, einen bezüglichen Budgetposten aufzunehmen, und der Umstand, dass ein solcher Posten im Budget nicht figuriert, soll nicht bedeuten, dass dem Postulat nicht Folge gegeben werden solle.

**Präsident.** Ist Herr Schär von dieser Auskunft befriedigt?

**Schär.** Ja.

Die Rubrick B wird stillschweigend genehmigt.

---

### C. Handel und Gewerbe.

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Diese Rubrik muss durch einen neuen Posten ergänzt werden. Wie erinnerlich, wurde in der letzten Session ein Dekret beschlossen betreffend Errichtung einer Handels- und Gewerbekammer, ein Institut, das bereits im Jahre 1898 ins Leben tritt und Kosten zur Folge hat, indem an der Spitze desselben ein Sekretär und ein Adjunkt stehen, die besoldet werden müssen. Bei Aufstellung des Budgets war die Handels- und Gewerbekammer noch nicht beschlossene Sache, und es konnte daher darauf noch nicht Rücksicht genommen werden. Es muss dies nun nachgeholt werden, zu welchem Zwecke der Regierungsrat beantragt, unter der Rubrik C einen ferneren Posten aufzunehmen, Handels- und Gewerbekammer, mit Fr. 10,500. Es wird dies ungefähr diejenige Summe sein, die im Anfang wird verausgabt werden müssen.

Nach Antrag der Regierung genehmigt.

---

### D. Kantonales Technikum in Burgdorf.

Genehmigt.

---

### E. Mass und Gewicht.

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Hier ist unter Ziffer 4, Masse, Gewichte und Apparate, ein Ansatz von Fr. 1000 aufgenommen gegenüber Fr. 700 im Vorjahre. Die Direktion des Innern hatte Fr. 1700 verlangt, welche Forderung vom

Regierungsrat auf Fr. 1000 reduziert wurde. Der erhöhte Kredit sollte verwendet werden zur Anschaffung sogenannter Sandgebläse; der Regierungsrat glaubte aber, es genüge, wenn er den erforderlichen Kredit bewillige, um probeweise ein Sandgebläse anzuschaffen, statt vier oder fünf solche. Nachträglich hat aber die Direktion des Innern über diese Gebläse Mitteilungen gemacht, welche die Regierung veranlassten, dem Antrage der Direktion des Innern Folge zu geben und den Kredit im vollen Betrage zu empfehlen. Es wurde mitgeteilt, dass diese Gebläse dazu dienen sollen, Flaschen zu eichen, das heisst die Ringe um die Flaschen, das Eichzeichen etc. anzubringen. Es soll dies mittelst eines Sandgebläses viel besser und schneller geschehen können, als nach der bisherigen Manier. Die Eichung der Flaschen erfordere sehr viel Arbeit mit Rücksicht auf den Flaschenbierhandel, wie er in neuerer Zeit in Uebung gekommen sei. Mit Rücksicht auf diese Auskunft der Direktion des Innern beantragt der Regierungsrat also, einen Kredit von Fr. 1700 zu bewilligen.

Genehmigt nach Antrag der Regierung.

---

**F. Lebensmittelpolizei.**

**G. Gesundheitswesen.**

**H. Krankenanstalten.**

**I. Frauenspital.**

**K. Hebammenkurse.**

Diese Rubriken werden stillschweigend genehmigt.

---

**L. Irrenanstalt Waldau.**

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Regierungsrat ist im Fall, auch hier nachträglich eine Abänderung des gedruckten Budgets zu beantragen, die allerdings materiell keine Bedeutung hat. Es wurde schon früher mehrmals die Bemerkung gemacht, und letzter Tage auch im Schosse der Staatswirtschaftskommission, die auffallende Thatsache, dass die Anstalt Münsingen viel mehr koste, namentlich auch im Verhältnis der Patientenzahl, als die Waldau, rühre teilweise daher, dass der Anstalt Münsingen ein viel grösserer Mietzins verrechnet werde, als der Waldau. Dies hat seinen Grund darin, dass die Gebäude der Irrenanstalt Münsingen reine Staatsgebäude sind; es muss daher der volle Schatzungswert der Gebäude nach dem angenommen Satz von $3^1/_2$ % als Mietzins verrechnet werden. Anders ist es bei der Waldau. Hier gehört nur das ehemalige äussere Krankenhaus dem Staat und ist der Anstalt vermietet, während die übrigen Gebäude dem Waldaufonds, der ein Spezialfonds ist und seinem Zwecke nicht entzogen werden darf, angehören. Für dieselben wurde daher bis jetzt kein Mietzins verrechnet. Nun wurde aber doch der Wunsch geäussert, es möchte dieses Verhältnis richtiger dargestellt werden, so dass man ohne Mühe sich orientieren könne, wo, wenigstens teilweise, die verhältnismässig grössern Ausgaben für Münsingen herrühren. Es wird deshalb vorgeschlagen, im Einverständnis mit der Staatswirtschaftskommission, das Budget der Irrenanstalt Waldau, Reinausgaben, in folgender Weise anders zu gestalten:

5. Mietzinse:

*a*) Für das äussere Krankenhaus . . Fr. 8,400

*b*) für die Anstaltsgebäude . . . . » 32,285

Letzterer Ansatz entspricht dem Zins der Grundsteuerschatzung à $3^1/_2$ %. Dafür wäre dann als Ziff. 10, Beitrag des Waldaufonds, ein Einnahmeposten in gleicher Höhe (Fr. 32,285) zu schaffen. Es würde also die Verwaltung einerseits an den Waldaufonds den Mietzins für die Anstaltsgebäude bezahlen und anderseits würde der Waldaufonds der Anstalt einen Beitrag in gleicher Höhe ausrichten. Materiell bleibt das Verhältnis das gleiche; die Reinausgabe für die Waldau wird dadurch nicht alteriert. Der Regierungsrat empfiehlt Ihnen diese Abänderung des Budgets der Waldau zur Annahme.

Genehmigt nach Antrag der Regierung.

---

**M. Irrenanstalt Münsingen.**

**Ballif.** Wenn ich das Wort ergreife, so geschieht es nicht, um einen abweichenden Antrag zu stellen, wohl aber um einige Bemerkungen anzubringen, die, wie ich glaube, nicht ganz unnötig sind.

Wenn Sie die Ausgabensummen für die beiden Anstalten Waldau und Münsingen ansehen, ohne auf die einzelnen Rubriken einzutreten, so werden Sie diese Summe allerdings sehr hoch finden, indem die Gesamtausgabe für die Waldau Fr. 100,000, für die Anstalt Münsingen sogar Fr. 206,000 beträgt. Wenn Sie aber den Posten Mietzins, von welchem soeben die Rede war, in Abzug bringen, so erscheinen die Zahlen bereits in einem ganz andern Licht. Bei der Waldau ist ein Mietzins von Fr. 8400 abzuziehen, so dass sich die Ausgabe auf Fr. 91,600 reduziert. Bei Münsingen betragen die Mietzinse nicht weniger als Fr. 92,220. Bringen Sie diese grosse Summe von der Totalausgabe in Abzug, so reduzieren sich die Ausgaben auf Fr. 113,780, was schon etwas bescheidener erscheint. Wenn Sie aber ferner die Ihnen beantragten Kredite mit der in den letzten Jahren ganz bedeutend gestiegenen Krankenzahl vergleichen, so werden Sie erst recht zur Ueberzeugung gelangen, dass die Ansätze nicht übertrieben sind, sondern im Gegenteil als ungenügend bezeichnet werden müssen, wie ich Ihnen beweisen werde.

Im Jahre 1896 betrug der Budgetkredit für die Waldau, abzüglich Mietzins, Fr. 87,150. Im Jahre 1897 stieg er auf Fr. 90,650, und für 1898 wird ein Kredit von Fr. 91,600 beantragt. Es bedeutet dies gegenüber dem Jahre 1896 eine Erhöhung um nur 5 %, während die Krankenzahl im Jahre 1895 408, Ende 1896 440 und Ende 1897 — ich nehme den letzten Rapport vom 15. Dezember an — 470 betrug. Die Zahl der Kranken hat sich also seit 1896 um 15 %

vermehrt, während der Kredit nur um 5 % erhöht wurde. In Münsingen ist das Missverhältnis noch bedeutend grösser. Während im Jahre 1896 der Kredit, abzüglich Mietzins, Fr. 133,150 betrug, wurde für 1897 noch ein solcher von Fr. 104,850 bewilligt, und für 1898 ist nur ein solcher von Fr. 113,780 beantragt. Es ist also gegenüber 1896 nicht nur keine Vermehrung der Ausgaben, sondern eine Reduktion derselben um Fr. 19,370 eingetreten, = 12¾ %. Auf der andern Seite ist die Krankenzahl stetig gestiegen. 1895 betrug sie 427, Ende 1896 481 und Ende 1897 (15. Dezember) 540. Die Zahl der Kranken hat sich also im Laufe der letzten 2 Jahre um 113 vermehrt, = 26½ %. Also einerseits eine Reduktion der Ausgaben um 12¾ %, anderseits eine Vermehrung der Krankenzahl um 26½ %! Ich habe schon letztes Jahr auf dieses Missverhältnis aufmerksam gemacht, jedoch ohne Erfolg, und ich habe mir zur Pflicht gemacht, heute noch einmal darauf hinzuweisen und Ihnen zu zeigen, dass die Ansätze für die beiden Irrenanstalten, speziell für Münsingen, wie sie für das nächste Jahr vorgeschlagen werden, durchaus ungenügend sind. Man wird mir allerdings bemerken, dass der 1896 für Münsingen bewilligte Kredit zu reichlich bemessen war und nicht vollständig aufgebraucht wurde. Das ist allerdings richtig. Allein auch wenn Sie das Rechnungsergebnis von 1896 mit dem Budget vergleichen, werden Sie noch immer eine Reduktion der Ausgaben finden, welcher auf der andern Seite eine starke Vermehrung der Krankenzahl gegenübersteht. Dies ist ein Missverhältnis, das nicht weiter auseinandergesetzt zu werden braucht. Dieses Missverhältnis besteht speziell bei der Rubrik Nahrung, indem bei den meisten andern Rubriken die Ausgaben natürlich nicht im Verhältnis der Krankenzahl zunehmen, wie dies bei der Nahrung der Fall ist. Dass die Nahrung übrigens nicht allzu reichlich ist, dass man in dieser Beziehung keinen Luxus treibt, glaube ich des Entschiedensten behaupten zu dürfen. Die Nahrung ist in beiden Anstalten eine einfache, und gerade die Milch, deren Konsum der Herr Finanzdirektor gestern der Anstalt Hofwyl ans Herz legte, bildet einen Hauptbestandteil der gesamten Nahrung, indem hierauf fast ein Viertel der Gesamtkosten entfällt. Das Nachtessen der Patienten III. Klasse besteht lediglich aus Milch und einer kräftigen Suppe. Der Milchverbrauch beträgt per Kopf täglich nahezu anderthalb Liter, was ziemlich viel, aber wie ich glaube durchaus am Platz und begründet ist. Gries-, bezw. Reisbrei, den der Herr Finanzdirektor gestern der Anstalt Hofwyl empfohlen hat, wird zweimal in der Woche verabfolgt. Also auch in dieser Beziehung wird den Wünschen Rechnung getragen. Immerhin kann man nicht alle Tage das Gleiche geben, sondern es muss doch etwelche Abwechslung eintreten; die Patienten sehen nichts ungerner, als wenn sie alle Tage das nämliche erhalten.

Wenn ich trotz des geschilderten auffallenden Missverhältnisses keinen Abänderungsantrag stelle, so geschieht es einerseits deshalb, weil ich annehme, dass ein solcher Antrag, nach den Erfahrungen des letzten Jahres, aussichtslos wäre, anderseits deshalb, weil ich mir sagte, es sei die Möglichkeit vorhanden, dass die Anstalt Bellelay im Laufe des nächsten Jahres eröffnet werden kann. Sollte die Anstalt Bellelay nicht ganz gegen Ende des Jahres 1898 eröffnet werden, so könnte dies vorübergehend etwelche Entlastung für die Irrenanstalten zur Folge haben. Immerhin betone ich ausdrücklich, dass dies eine ganz vorübergehende Entlastung wäre und dass die beiden Anstalten in sehr kurzer Zeit wieder auf ihren gegenwärtigen Bestand kommen werden. Gleichwohl habe ich mit Rücksicht hierauf gefunden, es sei etwas schwer, einen positiven Antrag auf Erhöhung der Kreditansätze zu stellen. Ich verzichte darauf aber nur mit dem Vorbehalt, dass mir seitens der vorberatenden Behörden, in erster Linie der Finanzdirektion, die Zusicherung gegeben wird, man werde, falls sich die Kredite als ungenügend erweisen, keinen Anstand nehmen, die erforderlichen Nachkredite zu bewilligen. Immerhin werden die Anstaltsdirektionen und die Aufsichtskommission ihr Möglichstes thun, um auch fernerhin Ersparnisse zu erzielen, doch wird dies meiner Ueberzeugung nach nur in bescheidenem Masse geschehen können. Auf der Rubrik Beheizung z. B. wurden in Münsingen seit 1895 ganz wesentliche Ersparnisse erzielt, indem man bedeutend weniger Brennmaterial konsumiert, als im ersten Betriebsjahr. Es wollte mir sogar bei meinem letzten Besuche scheinen, man habe in dieser Beziehung des Guten zu viel gethan, indem ich fand, einige Räume seien nicht hinreichend erwärmt. Man ist also auch in dieser Beziehung so weit gegangen, als es überhaupt möglich ist. Was die Einnahmen anbetrifft, so wird man die Einnahmen aus Kostgeldern möglichst zu vermehren suchen. Allein ich mache darauf aufmerksam, dass die Kommission, welche die Kostgelder bestimmt, in den meisten Fällen gebundene Hände hat und die Kostgelder nicht nach Willkür bestimmen kann. Mehr als ¾ der Kranken sind arm, so dass das Minimalkostgeld von 80 Rappen angenommen werden muss, das eher als zu hoch als zu niedrig bezeichnet werden muss. Immerhin soll auch in dieser Beziehung das Möglichste geschehen, doch wird auch da eine Vermehrung nur in bescheidenem Masse eintreten.

Ich schliesse, indem ich die Erwartung ausspreche, die vorberatenden Behörden werden mir die gewünschte Zusicherung geben. Endlich richte ich an den Herrn Finanzdirektor noch die Anfrage, aus welchem Grunde die Mietzinse, sowohl für die Waldau als für Münsingen gegenüber dem letzten Jahre wieder erhöht wurden. Bei der Waldau beträgt die Erhöhung allerdings nur Fr. 400, bei der Anstalt Münsingen dagegen neuerdings Fr. 3470. Das ist eine Vermehrung der Ausgaben, von welcher die Anstalt keinen Nutzen hat und die zur Aufklärung der Situation nichts beiträgt. Ich finde, der frühere Mietzins war hoch genug.

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. In Bezug auf den letzten Punkt kann ich folgende Auskunft geben. Wie ich schon bemerkte, beträgt der Mietzins 3½ % der Grundsteuerschatzung. Letztere entnimmt die Kantonsbuchhalterei den Grundsteuerauszügen, die sie von den Gemeinden zugestellt erhält. Von Zeit zu Zeit werden diese Grundsteuerauszüge neu einverlangt, und da kommt es dann vor, dass die Grundsteuerschatzungen nicht mehr die gleichen, sondern vielleicht etwas höher sind, als früher. So wird letztes Jahr auch für Münsingen ein neuer Grundsteuerauszug eingelangt sein. In demselben können nun Vermehrungen enthalten sein, die nicht erst letztes Jahr, sondern im Verlauf mehrerer Jahre eintraten, infolge von Neubauten oder anderer Umstände, über die ich heute nicht Auskunft geben kann. Thatsache ist, dass der Mietzins genau 3½ % der Grundsteuerschatzung beträgt.

**Präsident.** Anträge sind zu diesem Abschnitt nicht gestellt.

**Ballif.** Ich habe allerdings keinen Antrag gestellt, jedoch unter der Bedingung, dass mir eine Zusicherung in dem von mir gewünschten Sinne gegeben werde. Andernfalls wäre ich genötigt, einen abweichenden Antrag zu stellen.

**Bühler**, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Herr Ballif bringt jedes Jahr bei der Budgetberatung eine Kritik der Ansätze für die beiden Irrenanstalten Münsingen und Waldau, und jedesmal erklärt er, er sei genötigt, eine Krediterhöhung zu beantragen, wenn ihm nicht seitens des Berichterstatters die ganz bestimmte Zusicherung gegeben werde, dass man einen allfälligen Nachkredit bewilligen werde. Nun haben wir in fühern Jahren diese Zusicherung jeweilen gegeben; denn es ist ja selbstverständlich, dass man einen Nachkredit bewilligen muss, wenn er nötig ist. Wir wissen ja sehr wohl, dass in den Anstalten Münsingen und Waldau haushälterisch verfahren wird, und wir haben uns selber davon überzeugt, indem wir der Anstalt Münsingen vor einigen Wochen einen Besuch abstatteten. Es ist ausserordentlich schwer, für die beiden Anstalten ein absolut zuverlässiges, richtiges Budget aufzustellen. Wenn es sich nun herausstellt, dass die Anstalten mit dem bewilligten Kredit nicht auskommen, so ist sonnenklar, dass sowohl Regierung als Staatswirtschaftskommission dem Grossen Rat beantragen werden, einen bezüglichen Nachkredit zu bewilligen. Herr Ballif kann also in dieser Beziehung vollständig beruhigt sein.

Die Rubrik M, Irrenanstalt Münsingen, wird ohne Abänderung genehmigt.

---

**N. Staatsapotheke.**

Genehmigt.

---

**O. Bekämpfung des Alkoholismus.**

Wird zurückgestellt.

---

**P. Hagelversicherung.**

**Q. Feuerpolizei.**

Diese beiden Rubriken werden ohne Bemerkung genehmigt.

---

## X. Bauwesen.

**A. Verwaltungskosten der centralen Bauverwaltung.**

**B. Bezirksbehörden.**

**C. Unterhalt der Staatsgebäude.**

Diese Rubriken werden stillschweigend genehmigt.

---

**D. Neue Hochbauten.**

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Hier ist die Anstalt Bellelay mit Fr. 25,000 aufgeführt und zwar ist diese Summe zur Vollendung der Umbauten bestimmt. Die Arbeiten sind so ziemlich beendigt, doch wird im Jahre 1898 noch einiges auszuführen sein. Es wurde nun übersehen, auch an die Möblierung der Anstalt zu denken, die in nächster Zeit erfolgen muss. Nach einer vorläufigen Aufstellung wird die Möblierung circa Fr. 150,000 erfordern. Diese Summe wird nicht der laufenden Verwaltung, sondern dem Irrenfonds zur Last fallen. Wenn also ein Ausgabeposten von Fr. 150,000 aufgenommen werden muss, so kann ihm ein Einnahmeposten in gleicher Höhe gegenübergestellt werden, so dass das Schlussresultat des Budgets für Hochbauten keine Aenderung erleidet. Der Regierungsrat beantragt demnach, das Budget in folgender Weise abzuändern:

2. Bellelay.
*a*) Umbauten . . . . . Fr. 25,000
*b*) Möblierung . . . . . » 150,000

und zwar an beiden Orten sowohl im Einnehmen als im Ausgeben.

**Bühler**, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Die Staatswirtschaftskommission legt sehr viel Gewicht darauf, dass dieser Posten von Fr. 150,000 für Mobiliarbeschaffung für die Anstalt Bellelay aufgenommen werde. Schon bei Prüfung des Geschäftsberichtes hat die Staatswirtschaftskommission sich darauf hinzuweisen erlaubt, dass es absolut nötig sei, schon im Laufe dieses Winters mit der Mobiliarbeschaffung zu beginnen, damit im Frühling oder spätestens im Sommer die Anstalt bezogen werden kann. Da der Budgetentwurf des Regiergungsrates diese Mobiliarbeschaffung nicht berücksichtigte, so sah sich die Staatswirtschaftskommission veranlasst, die Regierung einzuladen, dieser Frage näher zu treten und uns einen Antrag zu unterbreiten. Das ist nun geschehen, indem beantragt wird, einen Ansatz von Fr. 150,000 aufzunehmen. Dies hat aber nicht den Sinn, dass man mit der Mobiliarbeschaffung bis zum Frühjahr oder bis in den Sommer hinein warte, sondern es soll mit den Vorarbeiten möglichst bald begonnen und die Beschaffung des Mobiliars schon im Laufe des Winters an die Hand genommen werden. In diesem Sinne beantragt die Staatswirtschaftskommission, einen Posten von Fr. 150,000 ins Ausgeben einzusetzen und einen Posten in gleicher Höhe ins Einnehmen zu stellen als Entnahme aus dem Irrenfonds.

Angenommen nach Antrag der Regierung und der Staatswirtschaftskommission.

---

### E. Unterhalt der Strassen.

**Michel** (Interlaken). Ich möchte beantragen, den Posten Wegmeisterbesoldungen um Fr. 10,000, also auf Fr. 283,000 zu erhöhen. Ich kam letzthin mit einem Wegmeister im Oberland auf dessen Besoldungsverhältnisse zu sprechen. Derselbe klagte über den geringen Lohn, den die Wegmeister vom Staate beziehen und bemerkte, sie hätten vielleicht ebenso viel Grund, wie andere Arbeiter, sich zu organisieren, um eine Taglohnerhöhung zu erwirken; sie würden eine Aufbesserung so gut verdienen, wie die organisierten Arbeiter, die bekanntlich mit Erfolg bestrebt sind, ihre Löhne zu erhöhen. Ich fand, dieser Wegmeister habe etwas Recht. Wie sind die Besoldungen der Wegmeister? Darüber giebt eine Instruktion für die Wegmeister vom 1. Januar 1896 Aufschluss. Dieselbe sieht im ganzen vier Klassen vor. Die erste Klasse mit sechs Arbeitstagen in der Woche bezieht eine Jahresbesoldung von Fr. 780 bis Fr. 960, die zweite Klasse mit fünf Arbeitstagen eine solche von Fr. 640 bis Fr. 780, die dritte Klasse mit vier Arbeitstagen eine solche von Fr. 520 bis Fr. 640, die vierte Klasse mit drei Arbeitstagen eine solche von Fr. 400 bis Fr. 500. Diese Besoldungsansätze traten mit dem 1. Januar 1896 in Kraft und zwar wurde, wie dies ganz natürlich ist, mit dem Minimum angefangen. Das Minimum entspricht einem Taglohn von Fr. 2. 60. Man hat nun damals den Wegmeistern zugesichert, man werde diesen Lohn allmählich aufbessern, und dies liegt auch in der Aufstellung von Besoldungsgrenzen, denn die Aufstellung eines Minimums und eines Maximums hat nur dann Sinn und Bedeutung, wenn man sich vornimmt, die Besoldung allmählich zu erhöhen. So hat man auch den Wegmeistern versprochen, je nach Leistung und Dienstalter die Besoldung aufzubessern. Trotzdem sieht das Budget pro 1898 eine solche Aufbesserung nicht vor. Ich halte nun dafür, eine kleine Erhöhung wäre in diesem Falle sehr angezeigt, denn ein Taglohn von Fr. 2. 60 ist wirklich ein zu minimer, namentlich angesichts der Aufgaben, die ein Wegmeister zu besorgen hat. Ueber diese Aufgaben giebt ebenfalls die Instruktion für die Wegmeister Aufschluss, welche sagt: « Die Arbeit der Wegmeister besteht in möglichst schleuniger Herstellung und Erhaltung der Strasse, damit sie trocken, rein, eben, gefahrlos bei Regen, Schnee und zur Zeit des Eises, dass sie fest und zu jeder Jahreszeit in einem befriedigenden Zustand sich befinde. » Diese Aufgabe wird sodann noch in nicht weniger als 20 Artikeln näher umschrieben. Man sieht hieraus, dass ein Wegmeister sehr viel zu thun hat. Er ist ferner allem Wind und Wetter ausgesetzt, er muss den ganzen Tag bei seiner Arbeit sein und unausgesetzt die Strasse in gutem Zustand zu erhalten suchen. Ich berufe mich in dieser Beziehung wiederum auf die Instruktion, welche in Art. 8 sagt: « Die Arbeitsstunden, in denen die Wegmeister unausgesetzt mit den ihnen in dieser Instruktion vorgeschriebenen Arbeiten sich beschäftigen sollen, sind für die gewöhnlichen Strassenarbeiten folgende: vom 1. April bis 1. Oktober von 6 Uhr morgens bis 12 Uhr mittags und von 1 Uhr nachmittags bis 6 Uhr abends » etc. Fast während der Hälfte des Jahres dauert also die Arbeitszeit 12 Stunden, wozu noch verschiedene erschwerende Bestimmungen hinzutreten. Arbeitet der Wegmeister mehr als 1500 Meter von zu Hause entfernt, so darf er nicht zum Mittagessen nach Hause gehen, sondern seine Familie muss ihm dasselbe auf die Strasse bringen. Das ist im Vergleich mit andern Arbeitern eine erschwerende Bestimmung, die ich natürlich nicht kritisieren will, weil sie in der Art des Dienstes begründet ist. Allein ich glaube, man dürfe sie anführen, um zu zeigen, dass ein Taglohn von Fr. 2. 60 für diese Arbeiter zu gering ist. Jeder ordentliche Taglöhner ist besser bezahlt. Er erhält Fr. 2 per Tag und ausserdem die Kost. Er stellt sich somit besser als ein Wegmeister, und das scheint mir kein richtiges Verhältnis zu sein. Ich möchte nun allerdings für den Anfang keine zu hohe Aufbesserung eintreten lassen und glaube, diese Wegmeister — es giebt im ganzen Kanton circa 500 — würden dem Grossen Rat sicher dankbar sein, wenn er ihre Besoldung um etwa Fr. 20 aufbessern würde, was eine Erhöhung des Budgetansatzes um Fr. 10,000 bedingt. Ich glaube, eine solche Mehrausgabe dürfe sich der Grosse Rat des Kantons Bern schon erlauben. Das thut den Finanzen keinen grossen Abbruch. Die Erhöhung ist eine billige und eine Forderung der Gerechtigkeit. Dieselbe wird sich sicher auch rentieren, indem die Wegmeister mit um so grösserem Pflichteifer für den Unterhalt der Strassen sorgen werden, deren hohe Bedeutung wir ja alle kennen. Wenn Herr Tanner an die Humanität des Grossen Rates zu Gunsten der angehenden Schulmeister appellierte, so glaube ich, wir dürfen auch die Wegmeister nicht vergessen. Ich möchte Ihnen bestens empfehlen, meinen Antrag anzunehmen und damit den Wegmeistern quasi ein Neujahrsgeschenk von Fr. 20 zu machen.

**Mosimann** (Rüschegg). Ich unterstütze den Antrag des Herrn Dr. Michel voll und ganz. Es ist durchaus richtig, dass die Wegmeister zu gering besoldet sind. Andere Arbeiter, wie z. B. Maurer und Handlanger, werden per Stunde mit 30 Rappen bezahlt, was bei zehnstündiger Arbeitszeit einen Taglohn von Fr. 3 ausmacht, während die Wegmeister, die in der Regel Hausväter sind, per Stunde nur circa 25 Rappen erhalten. Dazu kommt, das sie selber das Werkzeug anschaffen müssen, Schaufeln, Pickel, Bännen etc. Sie sind ferner allem Wind und Wetter ausgesetzt, kurz, nach meinem Dafürhalten ist dies diejenige Staatsstelle, die am geringsten besoldet ist. Wir dürfen deshalb ganz gut eine Besoldungsaufbesserung von Fr. 20 per Wegmeister erkennen. Es ist dieselbe gewiss viel notwendiger als andere Kredite, für die bei der Budgetberatung gesprochen wurde. Nicht selten muss der Wegmeister auch seine Gesundheit aufs Spiel setzen, er ist Unglücksfällen ausgesetzt, wenn z. B. Pferde durchbrennen, Lawinen niederstürzen etc., und schon mancher ist bei einem solchen Anlass ums Leben gekommen. Ich möchte Ihnen daher den Antrag des Herrn Michel bestens zur Annahme empfehlen.

**Zehnder**. Ich möchte den Antrag des Herrn Michel ebenfalls unterstützen. Man hätte in dieser Beziehung schon früher etwas thun sollen. Man hat den Lehrern eine bessere Besoldung gegeben, auch die Kaminfeger bekommen mehr Lohn, und mit vollem Recht können

auch die Wegmeister eine Aufbesserung verlangen, da sie ganz minim besoldet sind. Mancher derselben hat zu Hause eine Schar Kinder, und Sie können selber ausrechnen, wie viel es da auf den Kopf der Familie bringt. Wenn ein Arbeiter einigermassen etwas leistet, so muss man ihm Fr. 3 bezahlen und ihm noch die Kost verabreichen. Es ist deshalb durchaus angezeigt, die von Herrn Michel beantragte Budgeterhöhung zu bewilligen.

**Burger.** Ich bin mit dem gestellten Antrag durchaus einverstanden, möchte denselben jedoch in dem Sinne erweitern, dass die Regierung eingeladen werde, die Lohnverhältnisse der sämtlichen Staatsangestellten zu prüfen und uns seiner Zeit Bericht zu erstatten.

**Brand.** Ich bin mit dem Antrage des Herrn Michel einverstanden, nur wünsche ich eine höhere Aufbesserung und zwar möchte ich dieselbe gerade fixieren. Ich möchte beantragen, den Wegmeistern einen Taglohn von Fr. 2. 80 auszubezahlen, was nach meiner Rechnung approximativ eine Erhöhung des Budgetansatzes um circa Fr. 27,000 bedingen würde. Eine Erhöhung um Fr. 20 per Jahr ist nach meinem Dafürhalten denn doch zu gering. Seit zwei Jahren haben die Wegmeister keine Lohnaufbesserung erhalten, und früher war der Lohn überhaupt so, dass er kaum der Rede wert war. Ich empfehle Ihnen meinen Antrag zur Annahme.

**Scheurer,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich muss mich vor allem aus verwundern, dass derjenige Sprecher, der zuerst als Anwalt der Wegknechte auftrat, sagen kann, obschon die Wegmeister so überarbeitete und geplagte Leute seien, sei im Budget für sie keine Aufbesserung vorgesehen, während doch schwarz auf weiss zu lesen ist, dass der Kredit für Wegmeisterbesoldungen gegenüber 1897 um Fr. 8000 erhöht wird. Ebenso ist der Kredit für Strassenunterhalt, worin wiederum eine grössere Zahl Wegmeister inbegriffen sind, nämlich diejenigen, welche den Unterhalt im Akkord besorgen, um Fr. 4000 erhöht. Im ganzen wird also von der Regierung und Staatswirtschaftskommission eine Erhöhung um mehr als Fr. 10,000 beantragt. Ich füge bei, dass vor zwei Jahren bereits eine allgemeine Aufbesserung stattfand, veranlasst durch den damaligen Baudirektor, Herrn Marti, der auch ein Herz hatte. Wer ihn näher kannte, wird einverstanden sein, dass er so viel Herz hatte, als alle die Herren, welche gesprochen haben. Vor einigen Jahren wurden für Wegmeisterbesoldungen noch Fr. 40—50,000 weniger ausgegeben, und nun kommt man jedes Jahr mit höhern Ansätzen. So ist es auch dies Jahr, was beweist, dass andere Leute für diese Klasse von Arbeitern auch ein Herz haben. Ich glaube, man solle sich damit begnügen, und unter allen Umständen soll man nicht ununtersucht und ohne dass man die Vorgänge kennt, in Zahlen ausgedrückte Anträge stellen. Was man thun kann, ist das, dass man die Regierung einladet, die Verhältnisse näher zu untersuchen und Remedur eintreten zu lassen, wenn ungenügende Besoldungen vorhanden sind. Ich füge bei, dass wir eine Reihe andere Staatsbeamte und Angestellte haben, welche vielleicht mit mehr Recht über ungenügende Bezahlung klagen könnten. Denken Sie nur an diejenigen Gerichtspräsidenten und Regierungsstatthalter, welche in der untersten Besoldungsklasse sind und deren Besoldung wir nicht erhöhen können, weil das Gesetz im Wege steht. Auch da sollte man untersuchen und zu einem Resultat zu gelangen trachten, das der Billigkeit besser entspricht. Die Anregung des Herrn Burger hat deshalb alle Berechtigung, nicht nur nach einer Seite zu untersuchen, sondern die Löhnungs- und Besoldungsverhältnisse aller Beamten, Angestellten und Arbeiter des Staates einer Prüfung zu unterziehen. Im übrigen muss man die Sache auch nicht übertreiben, was die Wegmeister für speziell geplagte und überarbeitete Leute seien. Das wissen wir andern Leute, auch die Herren Mosimann und Zehnder, dass die Wegmeister in Wirklichkeit nicht so furchtbar überarbeitet sind. Sie müssen allerdings, wenn es regnet oder schneit, unter Umständen draussen sein; allein das müssen andere Bürger, Landwirte etc. auch, und im ganzen erfordert die Besorgung des ihnen zugeteilten Strassenstückes keine Ueberarbeitung. Viele Arbeiter in gleichen Verhältnissen müssen ebensoviel oder mehr arbeiten, wenn sie mit Ehren durch die Welt kommen wollen.

Ich glaube also, dem Begehren des Herrn Michel ist durch das Budget genügend Rechnung getragen, und wenn man sich damit nicht begnügen will, so soll man eine allgemeine Untersuchung dieser Verhältnisse beschliessen. Sollte sich dabei herausstellen, dass trotz der konstanten Aufbesserung der Wegmeisterbesoldungen in den letzten Jahren dieselben noch zu niedrig sind, so wird der Grosse Rat später die Mittel für eine Aufbesserung ohne Zweifel bewilligen. Dabei wäre aber noch etwas anderes ebenfalls zu untersuchen, nämlich ob überhaupt die gegenwärtige Einrichtung bezüglich der Wegmeister die richtige ist. Man schreibt denselben vor, sie haben so und so viele Tage vom Morgen bis zum Abend auf der Strasse zu sein. Natürlich ist es unmöglich, dies zu kontrollieren, denn die Zahl der Wegmeister ist eine zu grosse, als dass der Oberwegmeister oder der Bezirksingenieur immer zur Stelle sein könnte, und so wird es denn wohl vorkommen — ich wenigstens habe dies beobachtet — dass die Vorschriften betreffend die Arbeitszeit nicht so streng eingehalten werden. Ich glaube daher, es sei dies ein verfehltes System. Man soll einem Wegmeister eine bestimmte Strassenstrecke übergeben mit dem Auftrag, dieselbe in Ordnung zu halten. Wann er dies thut, das kann uns gleichgültig sein. Wenn er in drei Tagen per Woche auszukommen vermag, so soll man ihn nicht zwingen, fünf Tage auf der Strasse zu sein. Es wird daher zu prüfen sein, ob nicht im Interesse des Staates und der Wegmeister das gegenwärtige System abgeändert werden könnte.

Ich möchte Ihnen aus allen diesen Gründen beantragen, es für heute beim Antrag der Regierung bewenden zu lassen und, wenn Sie ein übriges thun wollen, dem Regierungsrat den Auftrag zu geben, die Löhnungsverhältnisse der Wegmeister noch einmal des nähern zu untersuchen. Ich wiederhole, dass die Wegmeisterbesoldungen bereits vor zwei Jahren bedeutend erhöht wurden.

**Reimann.** Ich bin den Herren Michel, Mosimann etc. sehr dankbar, dass sie die Frage aufgegriffen haben. Sie werden sich erinnern, dass vor einem Jahre von unserer Seite die gleichen Klagen anhängig gemacht wurden, anlässlich der Subventionierung von Eisenbahnbauten, und vom Regierungstisch aus wurde damals mit den nämlichen Argumenten gekämpft, wie heute. Wenn man sagt, die Arbeit der Wegmeister sei nicht so schwer, wie sie dargestellt wurde, so will ich das

zugeben. Wenn hingegen in der Instruktion die tägliche Arbeitszeit auf 12 Stunden festgesetzt ist, so wird man nicht sagen können, dass ein Lohn von Fr. 2. 50 ein genügender sei. Wenn einer 12 Stunden draussen zu arbeiten hat, so wird er daheim nicht mehr viel verdienen können. Es muss deshalb eine Besoldung von Fr. 2. 50 per Tag als absolut unzureichend bezeichnet werden und zwar nicht nur für die Stadt, sondern auch in ländlichen Verhältnissen, und es wäre nicht schön, wenn der Grosse Rat die beantragte bescheidene Besoldungserhöhung ablehnen würde. Daneben möchte ich auch das Postulat des Herrn Burger unterstützen, eine Untersuchung über die Besoldungsverhältnisse aller Staatsangestellten (in den Anstalten, den Betreibungsbureaux, den Amtsschaffnereien etc.) zu veranstalten. Wiederholt sind seitens dieser Bureauangestellten Petitionen an den Rat gelangt, worin sie sich bitter beklagten, dass ihre Besoldungen absolut unzulänglich seien. Ich denke nun, der Anlass wäre gegeben, um die Frage auf einen grundsätzlichen Boden zu stellen und den Regierungsrat einzuladen, uns mit Beförderung über das ganze Verhältnis bezüglich der Staatsbesoldungen eine Vorlage zu bringen. In diesem Sinne möchte ich die Anträge der Herren Michel und Burger unterstützen.

**Michel** (Interlaken). Der Herr Finanzdirektor hat mir den Vorwurf gemacht, ich habe diese Frage ununtersucht vorgebracht. Ich glaube nicht, dass dieser Vorwurf gerecht sei. Ich habe mir die Instruktion der Wegmeister, welche die Grundlage der ganzen Frage bildet, angesehen und habe die Hauptbestimmungen dem Rate mitgeteilt. Ich glaube daher dem Vorwurf enthoben zu sein, ich sei an die Frage herangetreten, ohne die Grundlagen untersucht zu haben.

Der Herr Finanzdirektor weist darauf hin, das Budget sehe bereits eine Erhöhung des Postens Wegmeisterbesoldungen vor. Ich glaube, diese Bemerkung sei nicht richtig, und ich stütze mich dabei auf Mitteilungen, die mir von kompetenten Persönlichkeiten gemacht wurden. Ich weiss, dass den Bezirksingenieuren von der Baudirektion die Mitteilung gemacht wurde, es werde pro 1898 für die Wegmeister keine Besoldungserhöhung eintreten. Die Fr. 8000, welche mehr budgetiert sind, finden ihre Erklärung darin, dass neue Wegmeisterstellen kreiert werden sollen, indem man, wie es scheint, vom Akkordsystem abgehen will. Der Taglohn der Wegmeister wird also nicht erhöht. Ich glaube wirklich, der grosse Kanton Bern solle sich auf einen andern Boden stellen und sich genieren, den Wegmeistern, diesen wichtigen Staatsangestellten, einen Taglohn von nur Fr. 2. 60 zu bezahlen. Mit einem solchen Lohn vermag jemand mit einer Familie unmöglich auszukommen.

**Morgenthaler** (Leimiswyl). Ich möchte nur feststellen, dass der Zudrang zu diesen Stellen allgemein ein so starker ist, dass dieselben nach meinem Dafürhalten ganz ordentlich honoriert sein müssen. Wenn wir das Blatt umwenden, so sehen wir, dass bei der Bauersame, wo Arbeit genug vorhanden ist, der Zudrang lange nicht so gross ist, trotzdem die Arbeit auch gut bezahlt wird. In vielen Fällen bedeutet übrigens eine grössere Besoldung nur vermehrten Alkoholkonsum.

Bei dieser Gelegenheit möchte ich den Wunsch aussprechen, man möchte längs der Staatsstrassen solche Bäume pflanzen, die auch ertragsfähig sind. Ich habe Gelegenheit, in nächster Nähe solche Anpflanzungen zu beobachten und bin überzeugt, dass die betreffenden Bäume nie Schatten spenden oder Früchte tragen werden. Es wäre aber doch zu wünschen, dass Bäume gepflanzt würden, welche ertragsfähig sind.

**Morgenthaler**, Baudirektor. Ich möchte noch einige Worte beifügen. Herr Regierungsrat Marti hat erst vor zwei Jahren eine neue Wegmeisterinstruktion eingeführt und dabei die Besoldungsverhältnisse — wie ich hörte, mit vieler Mühe — im Sinne einer bedeutenden Erhöhung der Besoldungen geregelt. Heute wird nun aus der Mitte des Rates die Anregung gemacht, die Wegmeister noch besser zu stellen, und es freut mich, dass die Arbeit derselben gewürdigt wird. Aus einzelnen Voten konnte man entnehmen, dass die Wegmeister ihre Pflicht auch wirklich erfüllen, und es freut mich dies deshalb, weil ich bis jetzt im Publikum meistens nur gegenteilige Aeusserungen hörte, das heisst, dass die Wegmeister es mit ihrer Pflichterfüllung — vielleicht einigermassen entsprechend dem geringen Lohn — nicht allzu ernst nehmen, und ich muss sagen, dass ich früher selbst diese Beobachtung zur Genüge machte. Nachdem die Besoldungsverhältnisse erst kürzlich neu geordnet worden waren, hatte ich keine Veranlassung, in dieser Beziehung neue Vorlagen zu machen. Indessen möchte ich doch der Behauptung des Herrn Dr. Michel entgegentreten, dass die im Budget vorgesehene Erhöhung um Fr. 8000 nicht zur Aufbesserung der Wegmeisterbesoldungen bestimmt sei. Es giebt allerdings einige neue Stellen, aber nur in geringer Anzahl, und in der Hauptsache bedeuten diese Fr. 8000 wirklich Besoldungserhöhungen.

Ferner möchte ich berichtigen, was Herr Mosimann in Bezug auf die Anschaffung von Hauen, Schaufeln, Schiebkarren etc. behauptete. Früher lag deren Beschaffung allerdings dem Wegmeister ob und es war die Entschädigung hiefür in der Besoldung inbegriffen. Nach der neuen Wegmeisterverordnung wird demselben nun eine Werkzeugentschädigung ausgerichtet.

Bestätigen kann ich die Aeusserungen des Herrn Morgenthaler, dass der Zudrang zu diesen Stellen immer ein ziemlich grosser ist, was aber nicht ausschliesst, dass wir dahin streben sollen, einen Minimallohn zu geben — auch den ständigen Staatsbeamten — der ein menschenwürdiges Dasein ermöglicht. Ich glaube daher auch, dass es heute nicht angezeigt wäre, der Regierung einen bestimmten Auftrag zu geben, so sehr ich den Wegmeistern eine bessere Besoldung gönnen möchte. Sollte man aber trotzdem einen solchen Auftrag geben wollen, so würde ich diejenige Form vorziehen, die Herr Brand vorschlug, indem er einen bestimmten Minimaltaglohn beantragte. Vor allem aber möchte ich den Antrag des Herrn Burger empfehlen, der mir der einzig richtige zu sein scheint und der, wenn er nicht heute acceptiert würde, in nicht ferner Zeit gestellt und acceptiert werden müsste; denn nachdem auf allen Gebieten diese Besoldungsrevisionen stattfanden und in neuerer Zeit auch die Eidgenossenschaft ein neues Besoldungsgesetz erlassen hat, werden auch wir nicht länger zögern können, die sehr revisionsbedürftige Besoldungsverordnung abzuändern. Bei den daherigen nähern Untersuchungen wird es sich dann zeigen, wie weit man gehen kann, und bei diesem Anlass kann dann auch das richtige Verhältnis zwischen den einzelnen Anstellungen gefunden werden.

**v. Wattenwyl** (Oberdiessbach). Ich möchte den Antrag des Herrn Brand unterstützen, der bestimmt sagt, es solle ein Taglohn von Fr. 2. 80 bezahlt werden. Es ist das nicht zu viel, und ich möchte den Wegknechten diese Aufbesserung gerne gönnen. Ich sehe indessen schon, dass es schwer halten wird, heute etwas zu erreichen, und ich möchte deshalb den Umweg einschlagen, die Regierung möchte die Sache gründlich untersuchen und wenn möglich nächstes Jahr die Besoldungen der Wegknechte auf Fr. 2. 80 per Tag erhöhen. Das Argument, dass man für Fr. 2. 50 Leute genug finde, kann nicht massgebend sein, sondern man soll den Leuten einen ordentlichen Lohn geben.

Es ist indessen nicht diese Besoldungsfrage, weshalb ich das Wort ergriffen habe. Vor 2 oder 3 Jahren richtete ich an Herrn Baudirektor Marti die Anfrage, wie es sich mit den Akkordarbeiten verhalte, indem ich darauf hinwies, dass der Uebelstand der Akkordarbeit beseitigt werden sollte. Ich wies speziell auf die Thun-Seftigenstrasse hin, welche Strasse in nicht ganz 2 Jahren, während welcher sie im Akhord besorgt wurde, sich bedeutend verschlechtert hat, wie jeder zugeben wird, der dieselbe kennt. Wie wurde bei der Vergebung der Strasse in Akkord verfahren? Man rechnete die Taglöhne des Wegknechtes für die letzten zehn Jahre aus, berechnete den Durchschnitt und erklärte ihm: So viel bekommt Ihr, um die Strasse in gutem Zustand zu erhalten. Nun wissen wir, dass in den letzten 10 Jahren die Arbeitslöhne gestiegen sind. Den Bauernknechten z. B. muss man heute nahezu den doppelten Lohn geben. Der Wegknecht hat sich nun gesagt: Ich bekomme nur so und so viel per Jahr, während andere viel theurer arbeiten; deshalb mache ich auch weniger. Infolgedessen ist die Strasse in Verfall geraten, und es kostet viele Tausende, um sie wieder herzustellen. Einzelne Strecken müssen neu erstellt werden und ferner ist eine grosse Zahl neuer Schalen anzubringen. Namentlich im Laufe des gegenwärtigen Jahres wurde infolge von Regengüssen grosser Schaden verursacht. Ich möchte anfragen, wie lange es geht, bis die Akkordarbeit vollständig beseitigt wird.

**Morgenthaler**, Baudirektor. Auf die Anfrage des Herrn v. Wattenwyl kann ich folgendes antworten. Der Staat hat vor drei Jahren für einige Strassen das Akkordsystem eingeführt — auf wessen Veranlassung, ist mir nicht bekannt — und zwar ein gemischtes Akkordsystem, das darin bestand, dass man nur die auf den Strassenunterhalt zu verwendende Arbeit in der vom Herrn Vorredner angegebenen Weise verakkordierte und die Kiesrüstung und die Kiesfuhren in Regie ausführte. Es liegt nun auf der Hand, dass dies ein verfehltes System ist. Der Wegmeister wird in seinem eigenen Interesse bestrebt sein, namentlich bei den geringen Löhnen, auf die Arbeit möglichst wenig Zeit zu verwenden und dafür möglichst viel Kies zu rüsten; denn da kann er noch etwas für sich herausschlagen, weil hier ein normaler Einheitspreis bezahlt wird. Das ist aber gegen das Interesse des Staates. Nachdem die dreijährige Versuchsperiode abgelaufen war, hat man die Bezirksingenieure um ihre Meinung befragt, was sie von dem Akkordsystem halten, ob man dasselbe für eine weitere Periode beibehalten solle. Die Bezirksingenieure sind nun einstimmig der Meinung, dasselbe sei abzuschaffen, mit Ausnahme einiger guter Wegmeister, die sowieso gute Wegmeister gewesen wären, die man für eine fernere Periode zufahren lassen könne. Die Baudirektion hat hierauf vom Regierungsrat die Ermächtigung ausgewirkt, das Akkordsystem abzuschaffen, soweit sie es für nötig finde. Es wird deshalb mit Neujahr mit wenigen Ausnahmen überall wieder das Regiesystem eingeführt sein. Ob dies das Richtige ist, ist sehr fraglich, und es ist auch schon im Votum des Herrn Finanzdirektors angezweifelt worden. Der Strassenunterhalt ist überhaupt eine Frage, welche sich beständig in Fluss befindet, nicht nur im Kanton Bern, sondern auch an andern Orten. Ich werde nicht ermangeln, mich mit derselben nach Möglichkeit zu beschäftigen, und ich habe im Regierungsrat bereits angedeutet, dass ich — nähere Untersuchung vorbehalten — beabsichtige, es in einem Teil des Kantons versuchsweise mit dem reinen Akkordsystem zu probieren, wie man es z. B. im Kanton Luzern hat. Man rechnet den Durchschnitt der Kosten des Strassenunterhalts aus und übergiebt gewisse Strassenstrecken einem Akkordanten mit der Verpflichtung, dieselben in vollständig gutem Zustand zu erhalten. Die in Luzern gemachten Erfahrungen sind, wie ich mich überzeugte, nicht schlechte; die Strassen sind gut, und die Kosten des Unterhalts sind nicht höher, als bei uns. Was beklagt wird, ist nur das, dass man für die Aufsicht sehr oft nicht die richtigen Leute finde. Allein dieser Mangel haftet jedem System an. — Man wird also auch bezüglich des Strassenunterhalts Verbesserungen einzuführen suchen.

**Weber** (Grasswyl). Ich glaubte, der Herr Präsident werde den Antrag des Herrn Burger als Ordnungsmotion auffassen. Da dies nicht der Fall ist, so erlaube ich mir die Ordnungsmotion zu stellen, es sei die ganze Angelegenheit der Regierung zu überweisen behufs Berichterstattung in einer spätern Sitzung. Dadurch wird ihr die Möglichkeit gegeben, nicht nur die Lohnverhältnisse der Wegknechte zu prüfen, sondern diejenigen der gesamten Angestellten in Erwägung zu ziehen und eventuell Erhöhungen, beziehungsweise Reduktionen vorzunehmen. Ich glaube nämlich auch, es kann sich nicht nur um Erhöhungen handeln, indem z. B. im ganzen Lande nur eine Stimme darüber herrscht, dass die Löhne der Kaminfeger zu hoch seien.

**Präsident**. Der Antrag des Herrn Weber deckt sich mit demjenigen des Herrn Burger; Herr Weber schliesst sich also Herrn Burger an.

**Michel** (Interlaken). Ich bin mit einer allgemeinen Untersuchung der Besoldungsverhältnisse einverstanden. Aber ich glaube, speziell in Bezug auf die Wegmeister sei diese Untersuchung nicht nötig. Man hat uns gesagt, die gegenwärtigen Besoldungen seien vor zwei Jahren durch die neue Instruktion festgestellt worden. Diese Instruktion sieht nun ein Minimum und ein Maximum vor, und ich sage: Da braucht es keine lange Untersuchung, sondern man soll einmal anfangen, aufzubessern und dem Maximum zuzustreben. Bis zum Maximum ist ja immer noch ein grosser Schritt. Bei der I. Klasse z. B. beträgt der Unterschied zwischen Minimum und Maximum Fr. 180, und wenn Sie da Fr. 20 aufbessern, so ist das nicht so schrecklich. Auf der andern Seite mache ich darauf aufmerksam, dass der Herr Baudirektor selber sagte, der Taglohn der Wegmeister sei ein sehr geringer, weshalb auch Klagen

aus dem Publikum kommen über ungenügenden Strassenunterhalt. Letzteres beweist, dass die Wegmeister ihre Zeit nicht voll und ganz auf ihren Dienst verwenden können, weil der Lohn für den Unterhalt der Familie nicht ausreicht. Ich halte deshalb meinen Antrag aufrecht, den Budgetposten um Fr. 10,000 zu erhöhen. Die Regierung wird dann schon wissen, wie sie diese Summe verteilen soll.

**Dürrenmatt.** Der allgemeine Antrag betreffend Prüfung der Besoldungsverhältnisse, namentlich soweit es die Bezirksbeamten betrifft, ist überflüssig. Ein solcher Antrag, die Besoldungsverhältnisse der Bezirksbeamten im allgemeinen zu prüfen, wurde bereits seiner Zeit von Herrn Bühlmann eingebracht und vom Grossen Rate angenommen, allerdings gegen meine Ueberzeugung — ich habe nicht dazu gestimmt — da ich der Meinung bin, unsere Bezirksbeamten seien anständig bezahlt und geniessen sogar seit 20 Jahren eine ganz ungesetzliche Besoldung, wie ich im Grossen Rate schon wiederholt auseinandersetzte, indem das Bernervolk diese Besoldungen im Jahre 1879 verworfen hat. Wenn man nun den Antrag Bühlmann noch einmal verallgemeinert, so machen wir aus der bescheidenen Besoldungsaufbesserung für die Wegmeister eine Besoldungslawine, so dass Herr Michel schliesslich ausrufen muss: « Die ich rief, die Geister, werd ich nun nicht los! » Ich würde es vorziehen, in Bezug auf das vorgeschlagene Detail, das im ganzen keine so grossen Konsequenzen hat, einen Beschluss zu fassen, statt eine allgemeine Besoldungserhöhung auf das Programm zu nehmen. Ich glaube, es wäre das Allerunglücklichste, was wir kurz vor Ablauf der Legislaturperiode machen könnten, eine Besoldungserhöhung als Programm des Grossen Rates zu lancieren. Etwas anderes ist es mit einer bescheidenen Aufbesserung für die Wegmeister. Ich muss sagen, dass es einem Mann mit Familie nicht möglich ist, mit Fr. 2. 50 per Tag auszukommen, nnd da wollen wir der Eidgenossenschaft ein gutes Beispiel geben und einmal mit den Kleinen anfangen und nicht mit den Grossen!

**Präsident.** Es wird mir soeben folgendes Postulat eingereicht:

Der Regierungsrat wird eingeladen, die Besoldungsverhältnisse der vom Staat bezahlten Angestellten und Arbeiter zu untersuchen und dem Grossen Rat Bericht und Antrag einzubringen.

Reimann.*)

Dieses Postulat deckt sich mit dem Antrag Burger. Ist Herr Burger mit der von Herrn Reimann vorgelegten Fassung einverstanden?

**Burger.** Ja!

Abstimmung.

I. Eventuell, für den Fall, dass eine Besoldungserhöhung der Wegmeister eintreten soll:

Für den Antrag Michel . . . . . 50 Stimmen
» » » Brand . . . . . 46 »

Definitiv: Für den gedruckten Entwurf (gegenüber dem eventuell angenommenen Antrag Michel) Minderheit.

II. Für das Postulat Reimann-Burger Minderheit.

---

**F. Neue Strassen- und Brückenbauten.**

**G. Wasserbauten.**

**H. Vermessungskosten.**

Diese Rubriken werden stillschweigend genehmigt.

---

## XI. Anleihen.

Genehmigt.

---

## XII. Finanzwesen.

Genehmigt.

---

## XIII. Landwirtschaft.

**A. Verwaltungskosten der Direktion.**

Genehmigt.

---

**B. Landwirtschaft.**

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Hier ist vorerst eine Berichtigung im Text vorzunehmen, indem es unter 2 *a* heissen muss « Kulturtechniker » statt «Kulturingenieur». Letztere Bezeichnung war in dem kürzlich vom Grossen Rate behandelten Dekrete enthalten; sie wurde aber vom Grossen Rate in « Kulturtechniker umgewandelt und muss daher auch hier Platz greifen.

Eine weitere Aenderung ist materieller Natur. Bei Ziff. 4, Rindviehzucht, Prämien und Kosten, sind, wie 1897, Fr. 80,000 aufgenommen, das heisst das Minimum, das nach dem gegenwärtigen Gesetz über diesen Gegenstand aufgenommen werden muss. Nun langte letzter Tage seitens der gemeinnützigen und ökonomischen Gesellschaft eine Eingabe ein, worin der Antrag gestellt wird, es sei diese Summe auf Fr. 92,000 zu erhöhen, indem diese letztere Summe nötig sei, um den vollen Bundesbeitrag zu erhalten. Die Sache ist nämlich so geordnet, dass der Bund gleich grosse Prämien verabfolgt, wie der Kanton, das heisst der Bundesbeitrag richtet sich nach den Leistungen des Kantons. Nun ist für 1898 der in Aussicht genommene Bundesbeitrag so hoch bemessen, dass ein kantonaler Beitrag von über Fr. 90,000 geleistet werden sollte. Die Regierung hat nun eingesehen, dass man da etwas entgegenkommen muss, indem es, ich möchte fast sagen, für das Bundesgeld schade wäre, das nicht für diesen Zweck zu Nutze gezogen werden könnte. Aber ander-

*) Der Wortlaut dieses Postulates deckt sich inhaltlich mit dem auf Seite 537 hievor abgedruckten Anzug Burger und Mitunterzeichner. Dieser letztere wurde erst im weitern Verlauf der Budgetberatung eingereicht und wäre richtiger am Schluss der Sitzung (Seite 557) eingeschaltet worden. D. Red.

seits hat der Regierungsrat gefunden, das Budget sei dermalen so beschaffen, dass nicht eine so grosse Erhöhung empfohlen werden könne, wie verlangt wird; er hat deshalb einen Mittelweg eingeschlagen, indem er dem Grossen Rate beantragt, den Kredit auf Fr. 85,000 anzusetzen, das heisst eine Erhöhung um Fr. 5000 vorzunehmen. Namens des Regierungsrates beantrage ich, Sie möchten diese berichtigte Kreditsumme genehmigen.

**Bühler**, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Die Staatswirtschaftskommission stellt den nämlichen Antrag.

**Freiburghaus.** Es ist allerdings keine angenehme Aufgabe, angesichts des verhältnismässig hohen Defizits, welches das Budget aufweist, einen Antrag zu stellen, der einen höhern Ausgabeposten für die Viehprämierungen vorsieht. Gleichwohl möchte ich mir erlauben, den Antrag zu stellen, es sei der Kredit für Pferdezucht um Fr. 12,000, derjenige für Viehzucht ebenfalls um Fr. 12,000 und derjenige für Kleinviehzucht um Fr. 1000 zu erhöhen. Zur Begründung möchte ich folgendes anbringen.

Das Gesetz über Förderung und Veredlung der Pferde-, Rindvieh- und Kleinviehzucht, welches bekanntlich im Laufe des letzten Jahres auf dem Wege der Initiative eingeführt wurde und das der Sprechende allerdings, als es hier behandelt wurde, bekämpfte und das bekanntlich auch von anderer Seite angefochten wurde, sieht für die Prämierung von Pferden, Rindvieh und Kleinvieh einen Kredit von Fr. 120,000 im Minimum vor. Anlässlich der letztjährigen Budgetberatung betonte der Präsident der Staatswirtschaftskommission, Herr Bühler, dass man nun mit diesem mittlerweile in Kraft getretenen Gesetz in dem Sinne rechnen müsse, dass jedenfalls im ersten Jahre (1897) von einer Erhöhung dieses Minimums von Fr. 120,000 nicht die Rede sein könne; es bleibe späteren Zeiten vorbehalten, eine Erhöhung dieses Minimums eintreten zu lassen, in dem Sinne, dass die Erhöhung proportional auf die drei verschiedenen Rubriken verteilt werde. Ich führe dieses Votum des Herrn Berichterstatters der Staatswirtschaftskommission an, um zu zeigen, dass die Möglichkeit nicht ausgeschlossen ist, für die Zwecke der Viehprämierung einen erhöhten Beitrag zu erhalten. Nun hat der Vorstand der ökonomischen und gemeinnützigen Gesellschaft, gestützt auf eine Eingabe des Zweigvereins Schosshalde, Veranlassung genommen, diese Frage zu diskutieren, und sowohl der Vorstand der ökonomischen und gemeinnützigen Gesellschaft, als der landwirtschaftliche Klub des Grossen Rates sind, gestützt auf die gewaltete Diskussion, zur Ansicht gelangt, dass bei der Budgetberatung ein Antrag auf Erhöhung gestellt werden sollte. Der Antrag des Vorstandes der ökonomischen Gesellschaft ging allerdings nur so weit, es sei ein erhöhter Kredit zum Zweck der Viehprämierung zu verlangen, während nun gestern in einem engern Kollegium gefunden wurde, es möchte im Interesse der Hebung der Pferde- und Kleinviehzucht zweckmässig erscheinen, wenn auch für sie eine entsprechende Krediterhöhung in Aussicht genommen werde.

Was speziell die Pferdezucht anbelangt, so betone ich ausdrücklich, dass wir nicht die Absicht haben, hier einen konstanten höhern Posten zu verlangen, sondern es handelt sich nur darum, einen Import von Zuchthengsten des Arbeitsschlages, also des sogenannten Ardennenschlages, zu ermöglichen. Wie Ihnen wahrscheinlich durch die Zeitungen bekannt ist, wurde in diesem Sinne auch in der Bundesversammlung von den Herren Jenni und Konsorten eine Motion gestellt und erheblich erklärt, die dahin geht, es möchte auch der Bund seinerseits den Import von Hengsten des Arbeitsschlages ins Auge fassen. Es ist zu erwarten, dass der Bundesrat dieser Motion Folge geben wird, und wir halten es im gegenwärtigen Moment für angezeigt, dass auch der Kanton für diesen speziellen Zweck einen höhern Posten in Aussicht nehme. Es ist Ihnen bekannt, dass im Laufe dieses Jahres ein Import von Zuchtstuten des Arbeitsschlages stattfand. Im ganzen wurden 37 Stück aus Belgien und den Ardennen eingeführt, und ich glaube sagen zu dürfen, dass die Bezüger dieser Zuchtstuten vollauf befriedigt sind. Will man nun diese Pferdezucht auf einen grünen Zweig bringen, so ist es nötig, dass sowohl das männliche wie das weibliche Zuchtmaterial in vorzüglicher Qualität sich vorfindet, und es ist Aufgabe des Staates, dafür zu sorgen, dass wir auch auf dem Gebiete der Pferdezucht auf eine höhere Stufe gelangen, als es bisher der Fall war. Wir glauben dies, wie gesagt, zu erreichen durch den Import von Zuchthengsten und Zuchtstuten des Arbeitsschlages, woran auch der Kanton einen Beitrag leisten sollte.

In Bezug auf die Viehzucht ist bereits vom Herrn Berichterstatter des Regierungsrates angeführt worden, dass mit einem Kredit von Fr. 80,000 nicht der volle Bundesbeitrag, wie er, gestützt auf die stattgefundene Viehzählung, erhältlich wäre, ausgewirkt werden könnte. Die Folge davon würde sein, dass andere Kantone dasjenige Geld, dass gemäss der Viehzählung uns zukommen könnte, erhalten würden, so dass wir zum Schaden noch den Spott hätten. Die andern Kantone lachen sich natürlich in die Faust, wenn der Kanton Bern, der in Bezug auf die Hebung der Viehzucht vieles that und in dieser Beziehung auf einer verhältnismässig hohen Stufe steht, infolge zu niedriger Budgetansätze den Beitrag des Bundes nicht voll und ganz absorbieren könnte. Wir halten deshalb dafür, es solle der Budgetansatz zur Hebung der Rindviehzucht so bemessen werden, dass der volle Bundesbeitrag erhältlich ist.

Bezüglich der Kleinviehzucht ist es offenbar sehr wünschenswert, dass auch hier eine kleine Erhöhung stattfindet.

Gestützt auf diese Gründe möchte ich Ihnen also empfehlen, den Budgetansatz für die Pferdezucht um Fr. 12,000, denjenigen für die Rindviehzucht ebenfalls um Fr. 12,000 und denjenigen für die Kleinviehzucht um Fr. 1000 zu erhöhen.

M. **Fleury.** Permettez-moi de vous expliquer les motifs qui me font appuyer la proposition de M. Freiburghaus, principalement en ce qui concerne l'élève du cheval.

Au lendemain du vote négatif du 1er mars 1896, les commissions et la Direction de l'agriculture se retrouvèrent sous l'empire de l'ancienne loi de 1872, les crédits en vue de l'amélioration de la race chevaline furent considérablement diminués, la date des inspections ayant été déjà arrêtée à cette époque.

Tel ne fut pas le cas pour les éleveurs de l'espèce

bovine. Des crédits supplémentaires comblaient le déficit résultant du rejet de la loi, — de la réduction des primes.

Quant aux éleveurs du cheval, laissés à eux-mêmes, ils furent bientôt saisis de découragement et l'année d'après ils abandonnaient la partie. Cet état de choses ne saurait durer. Ne serait-il pas juste d'inscrire aujourd'hui au budget une certaine somme en faveur de l'élève du cheval?

N'oublions pas qu'il est indroduit chaque année en Suisse pour 8 à 10 millions de francs de chevaux. Ce ne sont pas exclusivement des chevaux de cavalerie, mais la plupart au contraire sont des chevaux de gros trait. En présence de ce qui s'est produit aux Chambres fédérales en présence du texte formel de l'art. 2 de la loi d'octobre 1896 qui dit que le crédit doit être employé à subventionner l'achat d'étalons biens qualifiés pour la reproduction, spécialement en vue de nous procurer des chevaux de gros trait, j'insiste sur ces mots: chevaux de gros trait; il est généralement reconnu que ces chevaux-là font défaut et sont le plus recherchés; ce sont eux qui ont contribué à relever l'espèce chevaline dans notre canton. Il convient de vouer toute notre attention à l'élève du cheval de gros trait, d'y intéresser la plus grande partie des cultivateurs du canton, qui sont les petits cultivateurs. Développons les deux élevages, aussi bien la reproduction du cheval de trait que la reproduction du cheval en général, pur sang, demi-sang, soit. Que les grands éleveurs poursuivent leur but qui est d'arriver à se procurer des produits de choix, mais qu'à côté de cela, on favorise aussi le petit cultivateur, qui n'a pas les moyens de produire des chevaux pur sang, demi-sang, dans son élève du cheval de trait, le cheval le plus avantageux pour lui. Vous connaissez les dispositions des commissions fédérales. Je ne vais pas si loin que M. Freiburghaus qui voudrait désigner la qualité et la race du cheval qu'on doit importer chez nous, mais j'insiste pour que les commissions attachent plus d'importance au point de vue agricole dans la question des chevaux producteurs. Je voudrais que le pays lui-même procurât de véritables producteurs pour la race de gros trait — ce qui n'a pas toujours été le cas — les commissions fédérales ayant toujours d'ailleurs donné la préférence aux chevaux importés, et ayant plus ou moins abandonné le système des produits du croisement dans le pays. Il en est résulté un besoin impérieux de procurer à certains centres d'élevage des beaux reproducteurs de la race des chevaux de trait.

La loi nous prescrit la production du cheval de trait. Puisqu'il y a manque de productions dans notre pays, on doit en importer. Le crédit que nous réclamons dans ce but au gouvernement est un crédit extraordinaire, nous ne le verrons plus se répéter dans les budgets subséquents. Je répète, le besoin se fait impérieusement sentir d'améliorer notre race chevaline. Profitons des subsides offerts par la Confédération à la suite du postulat présenté par des membres du Conseil national.

C'est pour ces motifs que je recommande chaleureusement le crédit de 12,000 fr. proposé par M. Freiburghaus, qui favorisera l'entrée en Suisse de bons reproducteurs des chevaux de trait.

**Roth.** Die von Herrn Freiburghaus beantragte Erhöhung beträgt für die Rindviehzucht circa 15 %, für die Pferdezucht circa 50 %, während sie für die Kleinviehzucht nur circa 7 % ausmacht. Dabei hat Herr Freiburghaus allerdings bemerkt, dass die Mehrausgabe für die Pferdezucht nur eine ein- oder zweimalige sein werde. Von dem Kredit von Fr. 80,000 für die Prämierung des Rindviehes geht allerdings eine Summe von Fr. 8000 für Schaukosten, Drucksachen etc. ab, so dass eigentlich nur Fr. 72,000 übrig bleiben, und der Bund bemisst seinen Beitrag wohlweislich nur nach den wirklichen Prämien. Was die Prämierung des Kleinviehs anbetrifft, so ist dieselbe sehr beliebt. Die kleinen Bauern, die Ziegenbauern und Schweinezüchter nehmen an derselben, wie die Schauen beweisen, grosses Interesse, und ich möchte Ihnen deshalb beantragen, die von Herrn Freiburghaus beantragte Erhöhung etwas anders zu verteilen in der Weise, dass der Kredit für die Rindviehzucht um Fr. 12,000, derjenige für die Pferdezucht um Fr. 10,000 und derjenige für die Kleinviehzucht um Fr. 3000 erhöht wird.

**Dürrenmatt.** Die eben in Diskussion stehende Rubrik enthält unter Ziffer 1 einen Posten « Förderung der Landwirtschaft im allgemeinen » im Betrage von Fr. 21,000, der noch im Jahre 1896 nur Fr. 15,900 betrug. Die Ueberschrift « Förderung der Landwirtschaft im allgemeinen » ist in der That etwas sehr allgemein gehalten, und es hätte vielleicht manchen interessiert, hier eine kurze Aufzählung zu finden, wie dies in den Budgets anderer Staaten der Fall ist. Ich habe zum Beispiel hier das Landwirtschaftsbudget von Preussen für das Jahr 1896. Dasselbe bildet für sich allein ein Heft, und darin ist über jeden Pfennig Auskunft gegeben, wie er verwendet wird. Nun ist mir nur das bekannt, dass in dieser Rubrik der Beitrag an die ökonomische Gesellschaft inbegriffen ist. Derselbe hat bis jetzt meines Wissens Fr. 5000 betragen. Bei Beratung des Staatsverwaltungsberichtes habe ich in Aussicht gestellt, es könnte mir vielleicht einfallen, in betreff dieser Fr. 5000 einen Streichungsantrag zu stellen. Ich sagte mir: Die ökonomische Gesellschaft ist Inhaberin eines vorzüglich rentierenden Zeitungs- und Kalendergeschäftes; sie ist Eigentümerin und Verlegerin des « Schweizerbauer », der im landwirtschaftlichen Kalender seinen Leserkreis selber auf 50,000 und die Abonnentenzahl auf 11,000 beziffert. Er nimmt also an, es werde jede Nummer ausser den Abonnenten noch von vier oder fünf andern Personen gelesen. Ich glaube nun zwar, diese Rechnung klappe nicht ganz, indem im Gegenteil viele den « Schweizerbauer » nur halten, weil er obligatorisch ist, ihn aber gar nicht lesen (Heiterkeit). Es wäre also richtiger, einen kleinern Leserkreis anzunehmen, als der Abonnentenkreis umfasst. Item, der « Schweizerbauer » giebt seine Abonnentenzahl selber auf 11,000 an, und im Jahresbericht wird gesagt, was für einen glücklichen Wurf man mit dem andern Unternehmen, dem Kalenderverlag, gemacht habe: « Der Absatz war demgemäss auch grösser als im Vorjahre. Wir erkennen immer mehr, welchen glücklichen Griff wir gethan haben mit der Herausgabe unseres Kalenders. Im übrigen nimmt die Entwicklung unseres Blattes langsam, aber stetig ihren Fortgang und hat die Abonnentenzahl auch im Berichtsjahre erfreulich zugenommen. Dieses Gedeihen des Btattes erweckt denn auch den Neid anderer fachlicher und politischer Blätter, was die Stellung des Redaktors wahrhaftig nicht angenehm macht. » Von diesem Neid habe ich nun allerdings in der übrigen fach- und po-

litischen Presse wenig bemerkt. Im Gegenteil, der « Schweizerbauer » hat bei Anlass der Verwerfung von fünf Gesetzen, die er empfohlen hatte, seiner Zeit einen ziemlichen Neid über den Einfluss anderer Blätter zur Schau getragen. Durch diesen Verlag fliesst natürlich der ökonomischen Gesellschaft ein ganz bedeutendes Einkommen zu. Dieselbe giebt aber in ihrem Jahresbericht über den Ertrag des « Schweizerbauer » und des gleichnamigen Kalenders keine Auskunft. Er enthält wohl einen interessanten Bericht über die Sitzungen der Redaktionskommission, aber Geschäftliches über das Zeitungsunternehmen ist nicht darin zu finden. Andere Blätter, die in den Katalogen und in ihren eigenen Reklamen mit weniger Abonnenten figurieren, werden jährlich mit Fr. 10,000 Einkommen I. Klasse besteuert, so dass sich für den Staat auf dem Zeitungsgeschäft eine ziemliche Ausbeute ergiebt. Hier haben wir es mit einem Zeitungsunternehmen zu thun, das 11,000 Abonnenten zu haben behauptet und nicht besteuert wird, abgesehen davon, dass auch das Kalendergeschäft nicht besteuert wird. Nun könnte man mit Rücksicht auf diese günstigen Verlagsverhältnisse mit Recht sagen, die ökonomische Gesellschaft sollte es ohne Staatssubvention machen können. Ich glaube deshalb, ein Antrag auf Streichung der Subvention wäre gar nicht ungerechtfertigt. Allein ich will meiner Unwissenheit Rechnung tragen — eine Unwissenheit, in welcher jeder Nichteingeweihte sich befindet, weil die Gesellschaft über die Verhältnisse nichts publiziert — und annehmen, das Ergebnis sei vielleicht nicht besonders günstig, weil der Preis des Blattes in der That ein niedriger ist. Ich will deshalb den Schluss, den ich seiner Zeit ankündigte, nicht ziehen und die Streichung der Subvention nicht beantragen. Dagegen möchte ich an die fernere Ausrichtung der Subvention eine Bedingung knüpfen, dass nämlich die Subvention nicht ausschliesslich der ökonomischen Gesellschaft zur Disposition gestellt werde. Für diesen Vorbehalt habe ich folgende Gründe.

Es wurde mir in den letzten Tagen ein Cirkular des Vorstandes der ökonomischen und gemeinnützigen Gesellschaft des Kantons Bern an die Herren Präsidenten der Vereine und Genossenschaften dieser Gesellschaft zugestellt, worin folgende Eröffnungen gemacht werden:

« Nach Uebereinkunft mit der Tit. Landwirtschaftsdirektion des Kantons Bern steht uns pro 1898 eine Summe von Fr. 8000 (also nicht Fr. 5000!) für Kurse und Wandervorträge zur Verfügung. Daraus sind alle Kurse und Wandervorträge, welche von unsern Vereinen und Genossenschaften veranstaltet werden, zu bezahlen. Die Tit. Landwirtschaftsdirektion wird somit keine Vorträge und Kurse mehr honorieren. » Ich bitte den Stenographen, zu bemerken, dass diese Stelle im Cirkular selber fett gedruckt ist und nicht nur durch meine Stimme hervorgehoben wird. « Des fernern steht uns ein angemessener Spezialkredit zur Verfügung zur Veranstaltung von Samenmärkten, Ausstellungen, Maschinenproben, Düngungsversuchen u. s. w. Diese Unternehmungen werden künftig auch ausschliesslich (es ist wiederum der Vorstand, der unterstreicht) durch unsere Gesellschaftskasse bezahlt und wird die Landwirtschaftsdirektion auch hiefür keine eigenen Subventionen mehr gewähren (wiederum unterstrichen). Um ein Budget und Jahresprogramm pro 1898 aufstellen zu können, ersuchen wir Sie, dem unterzeichneten Sekretär bis 18. Dezember nächsthin folgende Angaben machen zu wollen: . . . . » u. s. w. u. s. w.

Unterzeichnet ist das Cirkular vom Präsidenten J. Freiburghaus und dem Sekretär G. Flückiger. Welches ist der Sinn dieses Cirkulars? Dass der landwirtschaftliche Kursunterricht, alle die Anstrengungen, welche in dieser Beziehung gemacht werden, in der Hand der ökonomischen Gesellschaft monopolisiert werden soll! Es ist, scheint mir, ein Unikum, dass man einem unverantwortlichen Verein solche enorme Machtbefugnisse einräumt, dass sich sogar der Vorsteher der Landwirtschaftsdirektion seines Purpurs entkleiden und alles durch die Hand der ökonomischen Gesellschaft gehen soll, was zu diesen allgemeinen Bestrebungen gehört. Das ist ungefähr eine Stellung, wie sie Pharao in Aegyten dem Joseph anwies (Heiterkeit), nachdem er das Land vor Hungersnot errettet hatte, so dass er zu ihm sagte: Weil keiner so verständig ist, wie du, so sollst du über mein ganzes Haus sein und deinem Wort soll mein Volk gehorchen, denn allein um des königlichen Stuhles will ich höher sein als du (Heiterkeit)! Das ist ungefähr die Stellung, welche die ökonomische Gesellschaft zu unserer Landwirtschaftsdirektion einnehmen will, nur ist vorauszuschicken, dass sie das Land noch von keiner Hungersnot errettete (Heiterkeit), nicht einmal von der Futternot im Jahre 1893, indem sie die ersten Massregeln zur Bekämpfung derselben der Initiative anderer überlassen hat. Ich glaube, man sollte dieser Initiative anderer Kreise, die nicht gerade am Leitseil der ökonomischen Gesellschaft laufen, auch in Zukunft noch etwas anvertrauen, und deshalb soll die Landwirtschaftsdirektion keine solche Abtretung ihrer Autorität vornehmen. Es giebt andere, kleinere Vereinigungen, welche nicht die Machtfülle und Ausrüstung der ökonomischen Gesellschaft besitzen, die aber auch, allerdings vielleicht etwas im Verborgenen, sehr viel Gutes wirken. Es besteht zum Beispiel im Oberaargau eine kleine Vereinigung von Bauern mit einem bescheidenen Komitee, die keine Subvention bezieht, aber schon manche sehr nützliche Anregung gegeben hat. Ich möchte wünschen, dass solche Vereinigungen und Bestrebungen, welche parallel mit der ökonomischen Gesellschaft laufen können, von der Subventionierung nicht ausgeschlossen seien. Wenn es mir nur mündlich berichtet worden wäre, dass die ökonomische Gesellschaft diese Ausschliesslichkeit sich habe verschaffen können, so würde ich es keinem Menschen geglaubt haben, und ich war höchst erstaunt, als ich das Cirkular erhielt, das die Sache schwarz auf weiss bestätigt. Ich habe zu unserem Direktor der Landwirtschaft wirklich noch das bessere Zutrauen, als zur ökonomischen und gemeinnützigen Gesellschaft. Ich will das Verdienst der letztern nicht bestreiten — das wäre ungerecht —, aber wir haben einen Landwirtschaftsdirektor, der seiner Stelle vollkommen gewachsen ist, einen Fachmann, der selber etwas versteht und keine Bevormundung und kein solches unverantwortliches Ministerium braucht. Ich stelle deshalb den Antrag, dass der Posten von Fr. 21,000 nur unter dem Vorbehalt bewilligt werde, dass die Direktion der Landwirtschaft diese Subventionen von sich aus bewillige und nicht eine Gesellschaft, mag dieselbe nun heissen wie sie will. Es stimmt das auch mit dem überein, was der Herr Direktor der Landwirtschaft selber bezweckte, indem er bei der Beratung des Staatsverwaltungsberichtes einen andern Modus bezüglich der Subventionen in Aussicht stellte. Ich kann mir nicht vorstellen, dass der Modus nun gerade in dieser Weise

abgeändert werden soll, dass der Direktor der Landwirtschaft sich der Mitwirkung bei Zuerkennung dieser Subventionen begeben will, sondern ich habe eher das Gegenteil vorausgesehen.

**v. Wattenwyl**, Direktor der Landwirtschaft. Bevor die Diskussion über diesen Punkt weiter geht, halte ich es für meine Pflicht, einigen Aufschluss zu geben. Die Rubrik «Förderung der Landwirtschaft im allgemeinen» ist nicht detailliert, weil sie sonst einen zu grossen Raum in Anspruch nehmen würde. Ich habe mir kurz notiert, wie der Kredit im Jahre 1897 ungefähr verteilt wurde. Unter den Fr. 21,000 figuriert zunächst der Beitrag an die ökonomische Gesellschaft mit Fr. 5000. Für das nächste Jahr soll eine Aenderung eintreten, worüber ich das Nähere mitteilen werde, da es mir sehr lieb ist, mit offenen Karten vor dem Grossen Rat zu spielen. Für landwirtschaftliche Kurse wurden an Subventionen Fr. 2600 ausbezahlt. Der Import englischer Zuchtschweine wurde mit Fr. 600 unterstützt, damit die Landwirte die Tiere etwas billiger erhalten. Es wurden ferner schwere Zuchtstuten eingeführt und an die bezüglichen Kosten eine Subvention von Fr. 3000 ausgerichtet. Sodann kamen die Bienenzüchter, welche mit kleineren Tieren arbeiten und verlangten ebenfalls eine Subvention; sie erhielten Fr. 900, namentlich als Beitrag an die Kosten der Ausstellung in Genf. Im weitern wurde der Kredit durch Stipendien ziemlich stark in Anspruch genommen (Fr. 1500 bis Fr. 2000). Es meldete sich in den letzten Jahren eine grössere Anzahl junger Leute, namentlich bessere Schüler der landwirtschaftlichen Schule, zum Eintritt ins Polytechnikum, um sich dort zu Fachlehrern auszubilden. Das war sehr zu begrüssen, indem wir bis jetzt für landwirtschaftliche Kurse und Wandervorträge nur über wenige gediegene Leute verfügten. Man musste sich für die Vorträge sehr oft mit gewöhnlichen Landschulmeistern behelfen, die aber nicht immer auf der richtigen Höhe waren. Nun sind aber diese Schüler, welche die Rütti besuchen, in der Regel nicht bemittelt. Man musste ihnen deshalb, um ihnen die Möglichkeit zu geben, ihre Kenntnisse zu erweitern, Stipendien ausrichten, und man ist ihnen in dieser Beziehung in weitgehendem Masse entgegengekommen. Der Bund gab jeweilen einen ebenso hohen Beitrag, wie der Kanton, und so konnte man den jungen Leuten Stipendien verabfolgen, die es ihnen ermöglichten, mit wenig Kosten ihre Studien vollenden zu können. Einzelne haben ihre Studien auch bereits absolviert, und der Erfolg ist ein günstiger. Ferner mussten wir die Edelreiserstationen mit etwa Fr. 700 unterstützen, ebenfalls ein nützliches Institut, um das Chaos aller möglichen Obstsorten in unserem Kanton auf einige gute Sorten zu reduzieren, damit wir unser Obst richtig verwerten und auf dem ausländischen Markt diejenige Stellung behaupten können, die wir behaupten sollten. Zu diesem Zwecke liess man ein Büchlein drucken, ein sogenanntes Stammregister, dass man an die Teilnehmer der Obstbaukurse gratis abgiebt. Ich erinnere ferner an die Käsereiexpertisen, die ebenfalls von grossem Wert sind. Wenn ein Käser sieht, dass sein Produkt nicht marktfähig wird und er sich nicht zu helfen weiss, so ist es für ihn von grossem Wert, telegraphisch einen Experten verlangen zu können, der ihm vielleicht den Fehler mitteilen kann, was auch in den meisten Fällen geschehen ist, so dass er sein Mulchen nicht weiter mit Schaden verarbeitete. Der bezügliche Beitrag wurde auf das Doppelte (Fr. 800) erhöht, und ich nehme an, man wird einverstanden sein, dass man hier nicht reduziert. Sodann sind wir vertraglich verpflichtet, an die Obstbauschule in Wädensweil, die Weinbauversuchsstation in Auvernier und die Gartenbauschule in Genf Beiträge zu zahlen, damit unsere Kantonsbürger dieselben zu einem reduzierten Preis oder sogar gratis benutzen können. Diese Beiträge machen im ganzen eine Summe von über Fr. 3000 aus. Man führte ferner vor zwei Jahren die Rebenprämierung ein, um die Winzer am Bielersee, die durch die schlechten Jahre des letzten Dezenniums etwas deprimiert waren, einigermassen zu ermutigen. Allerdings hat die Natur in den letzten beiden Jahren auch etwas nachgeholfen; aber man fand doch, wenn man den andern Landwirten immer unter die Arme greife, so gehöre den Winzern auch eine kleine Unterstützung. Rechnen wir alles das zusammen, so kommen wir schon auf Fr. 19,000, und es verbleibt der Landwirtschaftsdirektion noch ein kleiner Betrag für Honorierung der Wanderlehrer. Sie sehen, dass aus diesem Kredit sehr verschiedene Beiträge geleistet werden müssen und derselbe daher voll und ganz aufgebraucht wird.

Was nun die ökonomische Gesellschaft anbelangt, so weiss ich natürlich nicht, welche Rendite ihre Zeitung abwirft und ob sie Abonnenten gewinnt, je nachdem sie über den Direktor der Landwirtschaft schimpft oder nicht. Wir haben es nur mit dem Beitrag zu thun, den wir der ökonomischen Gesellschaft verabfolgen wollen. Das von Herrn Dürrenmatt verlesene Cirkular ist allerdings etwas voreilig erlassen worden, denn der Regierungsrat kann sich mit der Frage der Verteilung des Kredits nicht befassen, bevor das Budget vom Grossen Rate genehmigt ist. Wir haben nur Vorverhandlungen gepflogen, namentlich mit dem eidgenössischen Landwirtschaftsdepartement, weil das gegenwärtige System, wonach zum Teil der Kanton, zum Teil der schweizerische landwirtschaftliche Verein subventioniert, und dann eine Verrechnung zwischen Bund und Landwirtschaftsdirektion, zwischen Bund und dem schweizerischen landwirtschaftlichen Verein und zwischen Bund und allen denjenigen Vereinen, die nicht im Verband sind, stattfindet, sehr umständlich ist. Ich sagte mir deshalb, wir sollten einen bessern Weg finden. Nun mussten wir zuerst das Landwirtschaftsdepartement anfragen, ob es eventuell auf einen andern Modus eintreten würde, und wenn ich Ihnen das Schreiben verlese, dass ich an das Landwirtschaftsdepartement richtete, so werden Sie daraus sehen, wie sich die Sache gestalten soll. Dasselbe lautet:

«Die ökonomische und gemeinnützige Gesellschaft des Kantons Bern befürwortet hierseits eine Reorganisation des Subventionswesens. Anlass zu diesem Wunsche giebt einerseits das Bedürfnis zur Vereinfachung der Rechnungslegung, anderseits die Wahrnehmung, dass unter den gegenwärtigen Verhältnissen landwirtschaftliche Behörden bisweilen in einer und derselben Sache doppelt in Anspruch genommen werden.

«Seit geraumer Zeit bezieht die eingangs genannte Gesellschaft

*a.* vom schweizerischen landwirtschaftlichen Verein Subsidien zu Gunsten von Spezialkursen und Wandervorträgen;

*b.* vom Kanton Bern Jahresbeiträge von Fr. 5000 zu gutfindender Verwendung im Interesse der Landwirtschaft;

*c.* von gleicher Seite Zuschüsse zur Deckung der Kosten an diversen Unternehmen (wie Bezirksausstellungen, Samenmärkte, Maschinenproben, Import von Rassentieren etc.), sobald die Mittel der « Oekonomischen » nicht ausreichen.

« Eine derartige Doppelspurigkeit im Subventionswesen erschwert die Geschäftsabwicklung und erweist sich gelegentlich auch in finanzieller Hinsicht als nachteilig. Wir sind daher gerne bereit, zur Neuordnung der Verhältnisse Hand zu bieten. — Die Wünsche der ökonomischen Gesellschaft gehen dahin, es möchten:

« 1. sowohl eidgenössische als kantonale Beiträge an Kurse und Vorträge landwirtschaftlicher Natur durch die unterzeichnete Direktion (nicht mehr teilweise durch den schweizerischen landwirtschaftlichen Verein) ausgerichtet werden;

« 2. Bund und Kanton zu dem angegebenen Zweck alljährlich Kredite von Fr. 4000 einräumen.

« Vom Staat Bern erwartet die mehrgenannte Gesellschaft per Jahr weitere Fr. 4000 als Beitrag an Samenmärkte, lokale Ausstellungen, Maschinen- und Geräteproben und ähnliche gemeinnützige Unternehmen, für welche die Eidgenossenschaft bis jetzt keine Opfer bringt.

« Bei Einführung dieses Verfahrens würde die unterfertigte Direktion inskünftig in Subventionsgeschäften nur noch mit solchen landwirtschaftlichen Korporationen zu verkehren haben, welche nicht Zweigvereine der ökonomischen Gesellschaft sind. »

Es ist also ausdrücklich gesagt, das andere Vereine nicht ausgeschlossen sind; nur verkehren sie direkt mit der Landwirtschaftsdirektion, währenddem diejenigen Vereine, die zur ökonomischen Gesellschaft gehören, mit dem Vorstand derselben verkehren, um die kleinen Schreibereien der Landwirtschaftsdirektion mit den Zweigvereinen der ökonomischen Gesellschaft zu vermeiden.

« Mit einer Summe von jährlich Fr. 3000 dürften sämtliche auf Referate und Kurse zurückzuführende Kosten gedeckt werden können; wir veranschlagen daher die Ausgaben des Bundes in dieser Richtung auf rund Fr. 1500.

« Die angeregte Organisation brächte es mit sich, dass die eidgenössische und kantonale Landwirtschaftsbehörde alljährlich je Fr. 4000 + Fr. 1500 = je Fr. 5500 zu Gunsten von Spezialkursen und Vorträgen auszulegen hätten. »

Das schweizerische Landwirtschaftsdepartement hat sich mit diesen Vorschlägen einverstanden erklärt. Es würde also in Zukunft die Direktion der Landwirtschaft mit denjenigen Vereinen, die nicht dem Verband der ökonomischen Gesellschaft angehören — es sind über 100 — direkt verkehren, nicht aber mit den 58 Zweigvereinen der ökonomischen Gesellschaft. Von dem Staatsbeitrag von Fr. 8000 an diese letztere sollen Fr. 4000 verwendet werden zur Subventionierung von Maschinenproben, Samenmärkten, Bezirksausstellungen etc., woran der Bund keinen Beitrag leistet. Die andern Fr. 4000 werden ihr zugesichert an die Abhaltung von Futterbaukursen etc. etc. Die Gesellschaft wird uns vierteljährlich ihre Rechnungen und Belege zur Prüfung einsenden, und gestützt hierauf wird dann erst die Subventionierung erfolgen. Der abgeänderte Modus dient zur Vereinfachung der Arbeit, auch derjenigen der Landwirtschaftsdirektion. Wenn es in dem verlesenen Cirkular heisst, es stehe dem Vorstand der ökonomischen Gesellschaft ein Betrag von Fr. 8000 zur Verfügung, so ist das nicht so zu verstehen, dass ihr diese Summe von vornherein ausbezahlt wird. Ein Beitrag von Fr. 4000 wird der Gesellschaft allerdings von vornherein zugesichert, wie bisher die Fr. 5000; das übrige aber wird ihr erst nach Abhaltung der Kurse und Einsendung der Rechnungen vergütet. Ich erblicke in diesem abgeänderten Modus keine grosse Bevormundung des Landwirtschaftsdirektors. Sollte es sich herausstellen, dass er bei diesem Modus keine Bewegungsfreiheit mehr hat, so hat man es in der Hand, von einem Jahr zum andern die Sache wieder zu ändern. Wenn man das Cirkular nur oberflächlich liest, so könnte man allerdings glauben, dass in Zukunft niemand mehr subventioniert werde, der nicht zur ökonomischen Gesellschaft gehört. Das ist durchaus unrichtig, sondern jede landwirtschaftliche Vereinigung, heisse sie wie sie wolle, kann jederzeit direkt mit der kantonalen Landwirtschaftsbehörde verkehren und, wenn sie sich unserm Programm anschliesst, subventioniert werden.

Dies die paar Aufschlüsse, die ich Ihnen geben wollte. Ich denke, dieselben könnten die Diskussion etwas abkürzen.

**Freiburghaus.** Das Votum des Herrn Dürrenmatt veranlasst mich zu einigen Bemerkungen, obwohl ich mich mit Rücksicht auf das ausführliche Referat unseres verehrten Herrn Direktors der Landwirtschaft sehr kurz fassen kann. Vorab konstatiere ich, dass in Bezug auf das Subventionswesen auf unsere Veranlassung hin ein Gesuch an das Landwirtschaftsdepartement eingereicht wurde, dessen Wortlaut der Herr Direktor der Landwirtschaft Ihnen mitgeteilt hat. Anlass zu diesem Gesuche gab das Bestreben, unsere Rechnungslegung zu vereinfachen. Nach dem bisherigen Verfahren bezog die ökonomische Gesellschaft ihre Subsidien für Kurse und Vorträge zum Teil durch den Kanal des schweizerischen landwirtschaftlichen Vereins und zum Teil durch den Kanal der Landwirtschaftsdirektion. Bei dieser Art des Bezugs ist die Möglichkeit nicht ausgeschlossen — ich nehme zwar nicht an, dass es geschehen sei — dass Beiträge für Abhaltung von Kursen und Vorträgen doppelt ausgerichtet wurden, also sowohl von der einen, als der andern Stelle. Um nun diesen Dualismus aus der Welt zu schaffen und die Rechnung klarer zu gestalten, nahm der Vorstand der ökonomischen Gesellschaft Veranlassung, das Gesuch einzureichen, es möchten in Zukunft alle Beiträge für die Abhaltung von Kursen und Vorträgen durch den Kanal der Landwirtschaftsdirektion ausgerichtet werden. Man hat sich dabei auf die Bestimmungen des Art. 9 der Vollziehungsverordnung betreffend Förderung der Landwirtschaft durch den Bund, vom Jahre 1894, gestützt, welche bestimmt, dass der Bund für Kurse und Vorträge einen gleich hohen Beitrag leisten werde, wie der Kanton.

Was nun die andern Punkte anbelangt, wie Samenmärkte, Pflugproben, Import von Zuchtschweinen und Zuchtstuten, Verbreitung landwirtschaftlicher Fachschriften, Bezirksausstellungen etc., so haben wir dafür gehalten, dass es jedenfalls der Direktoin der Landwirtschaft nur angenehm sei, wenn in dieser Beziehung im Sinne der Vereinfachung eine andere Praxis eingeschlagen werde.

Was nun die Zeitung anbelangt, so nahm Herr Dürrenmatt schon in der letzten Session des Grossen Rates Anlass, an derselben Kritik zu üben. Er glaubt,

es sei nicht am Platz, dass das Organ einer Gesellschaft, die vom Kanton unterstützt wird, eine derartige Sprache führe und sich in politische Angelegenheiten einmische. Er glaubt ferner, es sollte aus dem Reinertrag des Blattes etwas für die Unternehmungen der Gesellschaft abfallen, damit der Staat nicht mehr belastet zu werden brauche. Nun hat Herr Dürrenmatt soeben zugegeben, dass der Abonnementspreis des Blattes verhältnismässig kein hoher sei, und in der That kann ein Abonnementspreis von Fr. 4 für ein wöchentlich zweimal erscheinendes Blatt mit verschiedenen Illustrationen etc. gewiss nicht als ein hoher und das Geschäft nicht als ein lukratives bezeichnet werden, wie dies vielleicht bei manchen andern Blättern der Fall ist. Was die Tendenz des Blattes betrifft, so glaube ich konstatieren zu können, dass der Leserkreis im grossen und ganzen mit derselben einverstanden ist. Es geht dies auch aus der Thatsache hervor, dass der Leserkreis sich stetig vermehrt, und die Leute halten das Blatt, nicht weil sie dazu gezwungen sind, sondern weil sie es gerne lesen. Wenn Herr Dürrenmatt an der Tendenz des Blattes in dieser Weise Kritik übt, so hätte er sich erinnern sollen, dass er selber es nicht verschmähte, in seinem Beiblatt « Die Bauernstube » einen Artikel aus den Nummern 81 und 82 des « Schweizerbauer » über galizisches Bauernleben ohne Quellenangabe abzudrucken. Ich habe nicht Anlass genommen, das besonders zu betonen, sondern möchte es nur en passant berühren, weil Herr Dürrenmatt in der letzten Session des Grossen Rates für gut fand, diese Kritik an der Tendenz des Blattes auszuüben. Wie gesagt, Herr Dürrenmatt hat es nicht verschmäht, aus unserm Blatt einen Artikel ohne Quellenangabe abzudrucken, und ich enthalte mich diesbezüglich eines weitern Kommentars.

**Präsident.** Bevor wir weiter gehen, muss ich bemerken, dass wir über das Budget diskutieren, und nicht darüber, wie man eine Zeitung redigiert (Heiterkeit). Ich ersuche, bei der Sache zu bleiben.

**Dürrenmatt.** Die Aufklärungen des Herrn Direktors der Landwirtschaft tönen nun allerdings ganz anders, als das Cirkular, und ich nehme keinen Anstand, mich von den Aeusserungen des Herrn Direktors der Landwirtschaft vollständig befriedigt zu erklären. Es geht daraus hervor, dass es nicht richtig ist, dass keine andern Subventionen mehr ausgerichtet werden, wie das Cirkular mitteilt, in welchem man eben den Mund viel zu voll genommen hat, nach der Gewohnheit namentlich des Sekretärs der ökonomischen Gesellschaft. Ich habe also in dieser Beziehung keinen Antrag zu stellen, um so weniger, als der Herr Direktor der Landwirtschaft selber das Cirkular als ein übereiltes dementiert und uns erklärt, die Direktion der Landwirtschaft sei auch in Zukunft gerade für diejenigen Vereine und Gesellschaften da, die nicht dem Verband der ökonomischen Gesellschaft angehören.

Was den Artikel über galizisches Bauernleben betrifft, so hat der « Schweizerbauer » denselben aus der « Deutschen Landwirtschaftszeitung » abgedruckt (Heiterkeit). Der « Schweizerbauer » und die « Bauernstube » haben also dieselbe Quelle. Das weiss vielleicht Herr Freiburghaus nicht, weil Herr Flückiger es ihm nicht auf die Nase gebunden hat; aber Herr Flückiger weiss es (Heiterkeit)!

M. **Folletête.** Permettez-moi d'ajouter quelques très brèves considérations à celles qui viennent d'être émises par MM. Fleury et Freiburghaus au sujet de l'amélioration de la race chevaline.

Cette question s'est présentée dernièrement devant les Chambres fédérales ensuite d'une motion de M. Geilinger appuyée par M. Freiburghaus, tendant à attirer tout particulièrement l'attention de l'administration fédérale sur les moyens d'arriver à une amélioration rationnelle, véritable de la race chevaline en abandonnant certaines pratiques condamnées par l'expérience, pratiques qui, si elles étaient continuées, priveraient absolument notre race chevaline des qualités qui la distinguent aujourd'hui.

On a beaucoup insisté aux Chambres fédérales, — et ce qui s'y est dit a, je crois, produit une certaine impression dans toute la Suisse — sur les dangers des croisements de sang, pur-sang, demi-sang, dont l'effet serait de créer une race toute nouvelle, race de métis. Et c'est ce qui est à redouter essentiellement pour la race des Franches-Montagnes dont les qualités éminentes n'ont pas besoin d'être rappelées dans cette enceinte. Pas un agriculteur bernois qui ne sache que le cheval des Franches-Montagnes réalise le véritable type du cheval de paysan. Les croisements anglo-normands conduisent à la détérioration de notre race. Avant les expériences malheureuses qui viennent d'être faites, le paysan pouvait au bout de deux ans se procurer un cheval. Maintenant il ne peut se servir de ses poulains qu'au bout de quatre ans et il arrive que les produits de ces croisements pur-sang, demi-sang ne trouvent plus découlement sur les foires. Si nous tendions à l'amélioration de la race dans le but de créer des chevaux de luxe, alors oui, nous devrions peut-être continuer les expériences, mais dans un pays agricole comme le nôtre où les frais de l'éleveur doivent avoir pour conséquence une juste rémunération de son travail, il ne me paraît pas possible qu'on ne reconnaisse qu'il vaut mieux diriger nos croisements d'une autre manière et d'un autre côté. On reproche à notre race des Franches-Montagnes quelques imperfections dans la forme, d'être trop massive, d'avoir la croupe trop évasée, mais qu'est-ce que cela en vue des avantages que l'agriculteur et l'éleveur retirent d'un élevage suivi rationnellement? Voilà pourquoi nous disions aux Chambres fédérales qu'il fallait tendre à l'amélioration de notre race chevaline par la sélection, c'est-à-dire créer des étalons propres à nous donner le type de la race susceptible de se perdre et auquel je faisais allusion. — C'est dans ce sens que j'appuie de toutes mes forces les observations faites par mon honorable préopinant, demandant avec instance à la Direction de l'agriculture de vouer toute son attention à cette partie si intéressante de notre économie nationale.

**Thöni.** Wenn ich mir in der Frage der Erhöhung der Viehprämien noch ein kurzes Wort erlaube, so thue ich es als spezieller Vertreter der Oberländer Braunviehzüchter und um ein spezielles Beispiel anzuführen, welches zeigt, wie sehr der Antrag des Herrn Freiburghaus begründet ist. Es ist bekannt, dass das Oberhasli das einzige Amt im Kanton Bern ist, wo noch Braunvieh gezüchtet wird, und ebenso bekannt ist auch, dass bis jetzt bei uns die Viehzuchtverhältnisse ziemlich im argen lagen. Bis vor ganz wenigen Jahren konnte bei uns von einer zielbewussten Rassenzucht

nicht die Rede sein. Erst seit 1895 haben sich die Verhältnisse ein wenig geändert, indem damals auch bei uns Viehzuchtgenossenschaften entstanden sind und aus dem Kanton Schwyz echte Rassenstiere eingeführt wurden. Seither hat sich ein sichtlicher Fortschritt bemerkbar gemacht, und ich darf der Hoffnung Raum geben, dass wenn in gleicher Weise fortgearbeitet wird, wir in absehbarer Zeit einen Braunviehschlag aufzuweisen haben werden, der dem Schwyzerschlag, dem Ideal der Braunviehzüchter, ziemlich nahe kommt. An diesem Fortschritt sind auch bei uns, wie an andern Orten, namentlich die Viehschauen schuld. Dass aber an diesem Aufschwung speziell die Viehschau vom letzten Herbst einen grossen Anteil habe, das möchte ich allerdings bezweifeln. Während vorher Prämien im Betrage von ungefähr Fr. 1500 bis Fr. 1800 zur Verteilung kamen, wurde letzten Herbst nur ein Betrag von Fr. 1200 ausbezahlt, also 20—30 % weniger. Es ist einleuchtend, dass diese Herabsetzung der Prämien in dem Moment, wo die Viehzucht im Aufblühen begriffen ist, die Züchter nicht ermutigt, sondern sie im Gegenteil entmutigt. Man wird allerdings entgegnen, an dieser Verminderung der Prämien sei eben das neue Gesetz schuld. Das ist nun nachgerade zu einer stehenden Redensart geworden, und dieses neugeborne Kind muss bei jeder Gelegenheit sehr viele Rippenstösse erleiden. Ich gehöre nun zwar nicht zu denjenigen, die gerne mit Beispielen aus der biblischen Geschichte exemplifizieren. Aber hier drängt sich mir doch, wie vorhin Herrn Dürrenmatt, ein solcher Vergleich auf. Wenn Joseph bei seinen Brüdern verhasst war, weil sein Vater ihn bevorzugte, so macht es mir fast den Anschein, als ob dieses neue Viehprämiengesetz deswegen verhasst sei und so viel angefochten werde, weil sein Vater, das Volk — denn das Gesetz ist aus dem Volk herausgegangen — demselben vor andern Gesetzen den Vorzug gab, namentlich vor dem Viehprämiengesetz, das am 1. März 1896 verworfen wurde. Wie nun dieses Gesetz bei jeder Gelegenheit Rippenstösse erleiden muss, so müssen auch die Initianten in dieser Angelegenheit leichtere und schwerere Hiebe entgegennehmen. Ich will bekennen, dass ich auch zu den Initianten gehörte und folglich am Zustandekommen des neuen Prämierungsgesetzes auch mitgeholfen habe. Ich stelle auch nicht die Behauptung auf, dass das Gesetz fehlerfrei sei, sondern anerkenne im Gegenteil, dass es viele Lücken aufweist, und ich gebe auch zu, trotzdem ich dasselbe ausarbeiten half, dass die Sache etwas überstürzt wurde und überstürzt werden musste. In Bezug auf die Höhe der Prämien ist das Gesetz zwar nicht so viel schuld, als man ihm gewöhnlich in die Schuhe schiebt, denn es bestimmt ja nur das Minimum der Prämien, und zwar beträgt das Minimum für die Rindviehzucht Fr. 80,000. Warum hat man dieses Minimum nicht auf dem Budgetwege erhöht? Nach dem frühern Gesetz stand nur eine Prämiensumme von Fr. 40,000 zur Verfügung. Gleichwohl warf der Staat damals einzig für die Rindviehzucht über Fr. 90,000 aus. Warum nun auf Grund des neuen Gesetzes nicht den nämlichen Beitrag auswerfen? Ich glaube, wir seien auf Grund des neuen Gesetzes berechtigter, den Beitrag zu erhöhen, als wir es auf Grund des alten Gesetzes waren. Ich möchte deshalb den Antrag des Herrn Freiburghaus, eventuell denjenigen des Herrn Roth, im wohlverstandenen Interesse nicht nur der Oberhasler Braunviehzüchter, sondern der bernischen Viehzüchter überhaupt, bestens unterstützen.

**Jenni.** Ich erlaube mir, kurz noch eine Ergänzung in Bezug auf die Auslassungen des Herrn Dürrenmatt anzubringen. Ich wollte schon vorhin das Wort ergreifen, habe dann aber mit Rücksicht auf die Ausführungen des Herrn v. Wattenwyl darauf verzichtet, in der Meinung, Herr Freiburghaus werde alles mitteilen, was zur völligen und endgültigen Aufklärung einmal nötig ist, damit diese Frage der Subventionierung der ökonomischen Gesellschaft nicht alljährlich wiederkehrt, und zu stundenlangen unnützen Diskussionen führt. Durch das Votum des Herrn v. Wattenwyl ist die Subventionierungsfrage vollständig aufgeklärt worden, und es hat sich Herr Dürrenmatt damit befriedigt erklärt. Ich hoffe, er werde auch in Zukunft in dieser Richtung befriedigt sein. Eine andere Frage dagegen ist noch nicht aufgeklärt worden, und über diese ist Herr Dürrenmatt noch gegenwärtig im Ungewissen. Es ist dies die Zeitungsfrage, beziehungsweise die Stellung des Staates zur ökonomischen Gesellschaft. Es ist nötig, dass auch hier einmal Klarheit geschaffen wird. Wie Sie wissen, steht das Blatt seit 6 oder 8 Jahren auf durchaus selbständigem Boden, und seit circa 2 Jahren hat sich die Sache noch in der Weise geändert, dass das Blatt nicht einzig von der ökonomischen Gesellschaft herausgegeben wird, sondern von einer ganzen Reihe landwirtschaftlicher Korporationen. Diese sind allerdings über das finanzielle Ergebnis Rechenschaft schuldig, wenn der Herr Finanzdirektor es verlangt, und ich möchte den Herrn Finanzdirektor einladen, sich näher über die Sache zu orientieren, damit Herr Dürrenmatt beruhigt ist. Aber im weitern sind wir hier keine Auskunft schuldig. Was das Obligatorium des Blattes betrifft, so ist dasselbe längst abgeschafft worden. Es wurde seiner Zeit die Frage diskutiert, welches Blatt man halten wolle, und in der Delegiertenversammlung aller Genossenschaften wurde beschlossen, es sei der «Schweizerbauer» als offizielles Organ zu bezeichnen und es sei derselbe von 50 % aller Mitglieder zu halten. Das ist nun aber längst abgeschafft, weil es nicht mehr nötig ist, da das Blatt auch ohne Obligatorium von bedeutend mehr als 50 % aller Mitglieder gehalten wird. Das zur Aufklärung in dieser Frage.

Da ich gerade das Wort habe, möchte ich mir noch eine Bemerkung zum Antrag des Herrn Roth erlauben. Es handelt sich bei unserm Antrag nicht um eine gewöhnliche Erhöhung der Kosten für die Pferdezucht. Der Ansatz für Prämien soll gleich bleiben, wie bisher, da in dieser Beziehung genügend Geld vorhanden ist. Dagegen glaubten wir, angesichts der Bestrebungen, welche sich in eidgenössischen Kreisen betreffend grössere Berücksichtigung des Arbeitspferdes geltend machen, solle auch der Kanton Bern die Sache rechtzeitig an die Hand nehmen und zum Zwecke der Anschaffung von Zuchthengsten des schweren Arbeitsschlages einen bezüglichen Posten ins Budget einstellen. Nimmt der Bund die Sache später an die Hand, so wird es uns möglich sein, diesen Kredit von Fr. 12,000, den wir für diesen speziellen Zweck verlangen, wieder herabzusetzen. Für dies Jahr können wir eine geringere Summe nicht aufnehmen, sofern wir etwas Rechtes erreichen wollen. Ich mache ferner darauf aufmerksam, dass der Posten für Kleinviehzucht reichlich dotiert ist und

die Experten letztes Jahr erklärten, sie haben genügend Geld zur Verfügung. Gleichwohl glaubten wir, eine kleine Erhöhung um Fr. 1000 vornehmen zu sollen. Dieselbe ist für das nächste Jahr sicher genügend, und ich glaube, Herr Roth sollte sich damit einverstanden erklären können.

Abstimmung.

I. Eventuell, für den Fall einer Krediterhöhung:
Für den Antrag Freiburghaus (gegenüber dem Antrag Roth). . . . . Mehrheit.

II. Definitiv:
1. Pferdezucht. Für den Entwurf (gegenüber dem Antrag Freiburghaus) . Minderheit.
2. Rindviehzucht. Für einen Kredit von Fr. 85,000 nach dem nunmehrigen Antrag der Regierung und der Staatswirtschaftskommission (gegenüber dem Antrag Freiburghaus) . . . . . »
3. Kleinviehzucht. Für den Entwurf (gegenüber dem Antrag Freiburghaus) . . . . . »

Der Antrag des Herrn Berichterstatters des Regierungsrats, statt « Kulturingenieur » zu sagen « Kulturtechniker », ist nicht bestritten und wird als angenommen erklärt.

---

### C. Landwirtschaftliche Schule.

Genehmigt.

---

### D. Molkereischule.

**Etter** (Jetzikofen). Ich bin im Falle, als Mitglied der Aufsichtskommisson der Molkereischule, einen Antrag zu stellen. Vor ungefähr einem Jahre wurden auf den Antrag der Aufsichtskommission die Besoldungen der sämtlichen Lehrer erhöht, was ganz recht ist und nötig war, da sonst jedenfalls einzelne derselben fortgegangen wären. Dabei ist jedoch Herr Molkereidirektor Dr. Wüthrich leer ausgegangen. Wenn man weiss, wie schlecht es früher ging, so dass ein bedeutendes Defizit vorhanden war, während nun, seit Herr Dr. Wüthrich da ist, das Defizit gedeckt und an dessen Stelle ein Ueberschuss getreten ist, so glaube ich, man sollte einen solchen Mann nicht den andern gegenüber zurücksetzen. Herr Dr. Wüthrich bezieht bloss Fr. 3000, gewiss eine sehr kleine Besoldung. Herr Direktor Lutz im Strickhof bezog Fr. 4000 und noch etwas dazu, der Direktor der Molkereischule Sornthal bekam ebenfalls Fr. 4000 und jetzt sogar, glaube ich, Fr. 5000. Der Direktor der Schule in Cernier bezieht ebenfalls mehr als Fr. 4000. Da ist es doch gerechtfertigt, dass man auch die Besoldung unseres Molkereidirektors etwas erhöht. Unsere Molkereischule marschiert jetzt sehr gut. Allgemein ist man mit ihr zufrieden; sie wird gerühmt, und voraussichtlich wird auch das gegenwärtige Betriebsjahr wieder ein Benefiz ergeben. Man sollte deshalb zum gegenwärtigen Direktor Sorge tragen. Ich beantrage deshalb, seine Besoldung um Fr. 500 zu erhöhen. In diesem Falle wird auch der Bund Fr. 500 mehr leisten, so dass die Besoldung im ganzen um Fr. 1000 steigen würde. Ich glaube, man geht damit nicht zu weit. Dass man ihn vor einem Jahre etwas znrücksetzte, hat ihn sehr erzürnt, und wenn man ihm nicht entgegenkommt, wird er jedenfalls sich nach einer andern Stelle umsehen. Immerhin möchte ich das Budget der Molkereischule nicht erhöhen, indem ich glaube, die Fr. 500 könnten bei 1 *a*, Unterricht, ganz gut eingebracht werden, wo statt bisher Fr. 27,000 Fr. 29,000 eingesetzt sind. Falls man mir einwenden sollte, die von mir beantragte Besoldung sei gesetzlich nicht zulässig, so erwidere ich, dass die Hälfte der Besoldung vom Bund bezahlt wird. Auf den Kanton entfallen also nur Fr. 2000, was ins Besoldungsgesetz hineinmag. Ich möchte Ihnen meinen Antrag bestens zur Annahme empfehlen.

**Jenni.** Ich möchte den Antrag des Herrn Etter unterstützen. Eine Erhöhung der Besoldung des Direktors der Molkereischule von Fr. 3000 auf Fr. 4000 ist durchaus gerechtfertigt, und der Grosse Rat, beziehungsweise die Regierung und die Staatswirtschaftskommission kann diesem Antrage um so eher beipflichten, als durch denselben das Budget nicht alteriert wird. Wie Sie sehen, war 1897 für Unterricht ein Betrag von Fr. 27,000 vorgesehen, für 1898 dagegen Fr. 29,000; der Posten ist also um Fr. 2000 erhöht. Ich habe mich über diesen Posten erkundigt; es handelte sich um etwelche Erhöhung für Angestellte, Oberkäser, Werkführer und Lehrer. Ich glaube nun, es könne aus diesem Posten auch die Besoldungserhöhung für den Direktor bestritten werden. Der Direktor ist der einzige des gesammten Personals, der in den letzten zwei Jahren keine Gehaltsaufbesserung erhielt, warum, will ich hier nicht untersuchen. Es ist um so mehr gerechtfertigt, dem gerechtfertigten Begehren nach Besoldungsaufbesserung zu entsprechen, als der Kanton Bern nur die Hälfte der Mehrausgabe zu tragen hat. Wenn wir die grossen und vielseitigen Anforderungen in Betracht ziehen, die an den Leiter der Molkereischule in Bezug auf allgemeine Bildung und Fachkenntnisse in theoretischer und praktischer Beziehung gestellt werden, ferner sein Organisationstalent und sein administratives Geschick und pädagogisches Wissen, wozu sich noch die grosse Verantwortlichkeit gesellt, so müssen wir sagen, dass die beantragte Besoldungserhöhung nicht bloss eine gerechtfertigte, sondern der Gesamtansatz noch immer ein sehr bescheidener ist. Alle diejenigen, welche mit dem Wirken der Molkereischule etwas näher vertraut sind, wissen, dass diese Anstalt in den letzten Jahren unter der bewährten Leitung von Herrn Direktor Wüthrich einen erfreulichen Aufschwung nahm und eine blühende Anstalt geworden ist. Sie geniesst das Zutrauen nicht bloss in Käserkreisen und in Kreisen der Handelswelt, sondern auch dasjenige der gesamten landwirtschaftlichen Bevölkerung des Kantons Bern. Und wenn wir uns etwas weiter umsehen, so ist zu konstatieren, dass unsere Molkereischule, wesentlich infolge der Wirksamkeit ihres technischen Leiters, über die Grenzen des Kantons hinaus sich Anerkennung verschafft hat und mit Fug und Recht behauptet werden darf, dass dieses Institut auf diesem Gebiet nicht nur in der Schweiz, sondern in ganz Europa den ersten Rang einnimmt. Es ist am Platz, dieser Schule auch

einmal die richtige Anerkennung zu zollen, was leider bei Behandlung des Staatsverwaltungsberichts nicht in genügender Weise geschehen ist. Wenn man auf der einen Seite stolz ist auf das Aufblühen der Anstalt, so soll man anderseits auch desjenigen anerkennend gedenken, dessen Wirken jedenfalls einen wesentlichen Einflusss auf das Aufblühen der Anstalt hat, und ihn entsprechend seiner Leistung, seiner Aufgabe und Verantwortlichkeit honorieren. Die Aufgabe des Direktors teilt sich namentlich in zwei Richtungen, erstens in die Leitung der Schule und zweitens in die Leitung eines Fabrikations- und kaufmännischen Geschäftes, wozu, man darf das füglich behaupten, eine volle Arbeitskraft erforderlich ist. Wir wissen auch, dass der kaufmännische Teil des Geschäftes in den letzten Jahren im Interesse des Staates sehr ökonomisch geführt wurde, und ich mache darauf aufmerksem, dass das finanzielle Ergebnis der Fabrikation in den letzten vier Jahren, seit Herr Direktor Wüthrich wirkt, um volle Fr. 10,000 per Jahr für den Staat günstiger war, als es vorher unter den gleichen Verhältnissen war. Das sind sprechende Zahlen, und zur Bestätigung dieser Aussage möchte ich bloss einige Mitteilungen aus einer Zusammenstellung über den Milchankauf und den Warenverkauf in den letzten vier Jahren machen. Der Milchankauf belief sich im Durchschnitt auf Fr. 100,000, und das Ergebnis des Bruttowarenverkaufs war folgendes. Es ergab sich ein Ueberschuss 1893 von Fr. 18,000, 1894 von Fr. 17,000, 1895 von Fr. 13,000, 1896 von Fr. 17,000 oder im Durchschnitt Fr. 16,500, während der Ueberschuss in den früheren Jahren nur Fr. 5000 betragen hatte.

Gestützt auf alle diese Gründe möchte ich Ihnen den Antrag des Herrn Etter bestens empfehlen.

**Roth.** Ich möchte nur den Mitgliedern des Grossen Rates zur bessern Orientierung mitteilen, dass die Aufsichtskommission der landwirtschaftlichen und Molkereischule bereits am 1. März 1897 den Antrag stellte, es möchte die Besoldung des Herrn Moser, Direktor der landwirtschaftlichen Schule, und des Herrn Dr. Wüthrich, Direktor der Molkereischule, auf Fr. 3500 festgestellt werden. Damals fand die Regierung, man solle die Besoldung des Direktors der Molkereischule vorläufig auf Fr. 3000 belassen und diejenige des Direktors der landwirtschaftlichen Schule in Anbetracht der vermehrten Arbeit, die ihm durch die Leitung der Winterschule erwachsen ist, in der Weise erhöhen, dass man ihm Fr. 2500 als Direktor der landwirtschaftlichen Schule und Fr. 700 für die Leitung der Winterschule ausrichte, zusamen Fr. 3200. Ich bin nun prinzipiell mit Herrn Jenni einverstanden, dass man die beiden Direktoren entsprechend ihren Leistungen bezahlen soll. Wir können daher nicht die Besoldung des einten Direktors auf Fr. 4000 erhöhen und diejenige des andern auf Fr. 3200 belassen; denn die Arbeit der beiden Direktoren stelle ich auf die gleiche Höhe. Ich anerkenne durchaus die hohen Verdienste dieser beiden Männer, und ich glaube darum, es wäre zweckmässiger, wenn die Regierung die Besoldungserhöhungen später, gestützt auf einen Antrag der Aufsichtskommission, beschliessen und dann den erforderlichen Nachkredit verlangen würde; denn es ist doch wünschenswert, dass die Aufsichtskommission Gelegenheit erhält, sich auszusprechen.

**Scheurer,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Es ist meine Pflicht, gegenüber dem gestellten Antrag und den Reden, die da gehalten worden sind, folgendes zu bemerken. Vorerst glaube ich, die Herren, welche gesprochen haben, sollten am allerersten damit einverstanden sein, dass zwischen der Besoldung des Direktors der Rütti und derjenigen des Direktors der Molkereischule ein Unterschied besteht, denn sie wissen besser als ich, wie viel grösser die Aufgabe ist, welche der Direktor der Rütti zu bewältigen hat, als diejenige des Molkereischuldirektors. Dem Direktor der Rütti hat man nämlich auch die neue Winterschule auferlegt mit 50 oder mehr Zöglingen, so dass er mit den Landwirtschaftsschülern ein Schülerpersonal von über 100 Mann unter sich hat, der Direktor der Molkereischule dagegen nur ein solches von circa 20 Zöglingen. Nun liegt doch für jedermann auf der Hand, auch für denjenigen, der in dieser Materie nicht genau daheim ist, dass es eine andere Aufgabe ist, für mehr als 100 Mann zu sorgen, sowohl leiblich als geistig, und sie zu gouvernieren, als nur für 20 Mann. Man hat daher mit Recht Herrn Moser, diesem ausgezeichneten Mann, der mit seiner grossen Tüchtigkeit eine grosse Bescheidenheit vereinigt, der nirgends von sich selber spricht und von sich reden lässt, eine bessere Besoldung zuerkannt, als dem andern Direktor. Ich bestreite die Tüchtigkeit dieses letzteren nicht; aber wir haben glücklicherweise noch eine grosse Zahl sehr tüchtiger Arbeiter und Beamter im Staatshaushalt, die ebenfalls sagen können, ihre Besoldung sei seit einigen Jahren nicht erhöht worden, die still und tüchtig wirken und dem Staat grosse Dienste leisten, ohne dass sie eine Besoldungserhöhung verlangen oder ohne dass man die Besoldung erhöhen kann, weil man an ein Maximum gebunden ist. Nun bezieht Herr Wüthrich eine Besoldung von Fr. 3000 mit freier Station. Meine Herren, letzteres hat noch niemand erwähnt, und was die freie Station bedeutet, das kann schliesslich jeder selber ausrechnen. Die Stelle des Direktors der Molkereischule gehört zu den bestbesoldeten im ganzen Land, und ich kann verversichern, dass wir Regierungsräte und Oberrichter und noch viele andere Beamte, wenn wir unsere Stelle in eine Stellung umwandeln könnten, wie sie der Direktor der Molkereischule hat — Fr. 3000 fix und freie Station — danach greifen würden. Es muss also hier festgestellt werden, dass der Direktor der Molkereischule sehr gut besoldet ist und die Regierung daher sich durchaus nicht veranlasst sah, eine Besoldungserhöhung eintreten zu lassen. Dass die Schule gut geleitet wird, bestreitet niemand; es wird dort die Pflicht erfüllt, wie dies aber noch in mancher andern Stellung auch geschieht, und übrigens erfordert die Gerechtigkeit, zu sagen, dass sehr gute Unterangestellte da sind, die wesentlich zum guten Gang der Anstalt beitragen. Es wird dies am besten dadurch bewiesen, dass während nahezu eines Jahres, wo Herr Direktor Wüthrich krank war und seine Besoldung gleichwohl bezog, die Molkereischule den nämlichen guten Gang nahm, wie vorher und nachher.

Alle diese Gründe sollten, glaube ich, genügen, um dem Antrag des Regierungsrates beizustimmen. Abgesehen hievon ist die Budgetberatung übrigens nicht der richtige Ort, um solche Besoldungserhöhungen zur Sprache zu bringen, sondern es ist ein anderer Weg einzuschlagen, um Besoldungserhöhungen auszuwirken,

die schliesslich in der Kompetenz des Regierungsrates liegen.

**Jenni.** Ich bitte ums Wort!

Rufe: Schluss! Schluss!

**Präsident.** Wir stimmen ab, ob Sie Schluss erkennen wollen. Ist dies der Fall, so hat nachher noch Herr Jenni das Wort.

Abstimmung.

Für Schluss . . . . . Mehrheit.

**Jenni.** Der Herr Finanzdirektor hat bemerkt, es sei hier nicht der Ort, um sich über Besoldungserhöhungen auszusprechen; man solle dies an einem andern Orte thun. Darauf erwidere ich, dass dies bereits versucht worden ist. Die beiden Fachkommissionen der Rütti haben in Verbindung mit der Aufsichtskommission der landwirtschaftlichen Schule gemeinsam einstimmig beantragt, es möchte den beiden Direktoren eine Besoldung von Fr. 3500 gegeben werden. Ich bemerke im weitern, dass die beiden Herren von diesen Besoldungserhöhungen Kenntnis erhalten und sie bereits mit Dank entgegengenommen haben. Was nachher in der Regierung und auf der Direktion der Landwirtschaft gegangen ist, weiss ich nicht, item, dem einen Direktor ist man entgegengekommen, dem andern dagegen nicht! Was die Vergleichung mit andern Anstellungen betrifft, so muss ich bemerken, dass es immer auf die Stellung als solche ankommt und wir den Vergleich mit ähnlichen Stellen führen müssen. Da mache ich nun darauf aufmerksam, dass die Direktoren der Milchversuchsstationen in Lausanne und der Ostschweiz bedeutend besser bezahlt sind, als der Direktor unserer Molkereischule, obschon die Leistungen der letztern weit über denjenigen jener andern Institute stehen. Ich füge bei, dass die Regierung früher bezüglich der Besoldung anderer Ansicht war. Im Jahre 1891, als die Molkereischule lange nicht den gegenwärtigen Rang einnahm, suchte die Regierung, beziehungsweise die Direktion der Landwirtschaft, eine Persönlichkeit für die Leitung der Molkereischule und machte eine solche ausfindig in der Person des Herrn Wyssmann in Sornthal. Sie ersuchte denselben, seine Bedingungen zu stellen. Dieselben gingen dahin, dass er eine Besoldung von Fr. 4000 verlange, wobei er beifügte, er betrachte dies als das Minimum und andeutete, wenn man ihn berufen wolle, müsse man höher gehen. Die Regierung hat ihm Fr. 3500 offeriert, worauf er brieflich erklärte, er werde eine Ernennung nicht annehmen, indem er in St. Gallen mit Fr. 4500 bedeutend besser gestellt sei. Gegenwärtig ist Herr Wyssmann in Rheineck und bezieht eine Besoldung von Fr. 5000. Nachdem die Aufsichtskommission, die in erster Linie im Falle ist, ein Urteil abzugeben, erklärt, eine Besoldungserhöhung sei gerechtfertigt, glaube ich, Sie sollten sich einem solchen Antrag nicht widersetzen. Es ist dies um so mehr zu empfehlen, als ich glaube, wir werden damit der Anstalt einen guten Lehrer auf längere Zeit erhalten.

**Präsident.** Ich verstehe den Antrag des Herrn Etter so, dass er den Posten I*a*, Unterricht, auf Fr. 29,500 erhöhen will.

**Etter.** Nein, die Fr. 500 sollen von den Fr. 29,000 genommen werden.

**Bühler,** Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Wenn die Herren die Besoldung des Direktors der Molkereischule um Fr. 1000 erhöhen wollen, so muss der Posten «Unterricht» von Fr. 29,000 auf Fr. 30,000 erhöht werden, weil der Bund die Hälfte der Besoldungserhöhung übernimmt.

**Präsident.** Die Herren scheinen einverstanden zu sein, dass eventuell der Posten «Unterricht» auf Fr. 30,000 erhöht wird.

Abstimmung.

| | |
|---|---|
| Für den Entwurf . . . . . | 77 Stimmen. |
| Für den Antrag Etter . . . . . | 20 » |

---

**E. Landwirtschaftliche Winterschule Rütti.**

**F. Landwirtschaftliche Winterschule Pruntrut.**

Diese beiden Rubriken werden ohne Bemerkung genehmigt.

---

Hier wird die Beratung abgebrochen.

---

Schluss der Sitzung um 1½ Uhr.

---

*Der Redacteur:*
**Rud. Schwarz.**

# Dritte Sitzung.

---

**Mittwoch den 29. Dezember 1897,**

vormittags 9 Uhr.

---

Vorsitzender: Präsident *Bigler*.

---

Der Namensaufruf verzeigt 121 anwesende Mitglieder. Abwesend sind 91 Mitglieder, wovon mit Entschuldigung: die Herren Aegerter, Burrus, Chodat, Cuenat, Eggimann, Fleury, Freiburghaus, Friedli, v. Grünigen, Gygax, Hari (Adelboden), Hauser, Houriet (Courtelary), Houriet (Tramlingen), Krebs (Eggiwyl), Lindt, Marchand, Marcuard, Maurer, Minder, Nägeli, Péquignot, Riem, Schenk (Signau), Tanner, Thöni, Tschanen, Voisin; ohne Entschuldigung abwesend sind: die Herren Aebersold, Béguelin, Beutler, Boinay, Borter, Boss, Bühlmann, Choffat, Choulat, Comment, Coullery, Cuenin, Droz, Dubach, Fahrny, Gerber (Uetendorf), Gouvernon, Gurtner (Uetendorf), Hari (Reichenbach), Hegi, Hennemann, Henzelin, Hiltbrunner, Hostettler, Hubacher (Wyssachengraben), Jacot, Jäggi, Iseli (Grafenried), Jutzeler, Kaiser, Kindlimann, Kisling, Kramer, Kunz, Küpfer, Ledermann, Leuenberger, Mérat, Meyer, Michel (Meiringen), Morgenthaler (Ursenbach), Moor, Moschard, Mosimann (Langnau), Mouche, Müller, Péteut, Reymond, Rieder, Ruchti, Schär, Schärer, Dr. Schenk, Schlatter, Schüpbach, Schwab (Büren), Steiner, Tüscher, Vogt, Wälchli (Wäckerschwend), Wälchli (Alchenflüh), Will, Wyss.

---

Das Protokoll der gestrigen Sitzung wird abgelesen und genehmigt.

---

**Tagesordnung:**

## Voranschlag für das Jahr 1898.

Fortsetzung der Beratung.

(Siehe Seite 538 hievor.)

**XIV. Forstwesen.**

**XV. Staatswaldungen.**

**XVI. Domänen.**

**XVII. Domänenkasse.**

**XVIII. Hypothekarkasse.**

Diese Rubriken werden ohne Bemerkung genehmigt.

---

### XIX. Kantonalbank.

**Bühler**, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Nachdem es Ihnen gestern beliebt hat, durch verschiedene Beschlüsse das Budget zu verschlimmbessern, d. h. das Resultat desselben um Fr. 64,000 ungünstiger zu gestalten, wird es wohl auch am Platze sein, nach Mehreinnahmen zu fahnden. Die Staatswirtschaftskommission gab sich grosse Mühe, solche Mehreinnahmen zu finden; allein es ist das ausserordentlich schwer. Wir sind auch nicht in der Lage, wirkliche Mehreinnahmen proponieren zu können, sondern wir können nur solche budgetieren, die auch ohnedies der Staatskasse zufliessen würden. Zunächst wollen wir den Hebel bei der Kantonalbank ansetzen. Letztes Jahr wurde der Ertrag derselben auf Fr. 655,000 angesetzt, und nach dem vorliegenden Budget würde der Reinertrag derselben Fr. 600,000 erreichen. Nun ist die Prosperität der Kantonalbank gegenwärtig eine derartige, dass mit aller Sicherheit wenigstens der nämliche Reinertrag erwartet werden darf, wie 1897. Man darf deshalb ganz ruhig eine Erhöhung um diese Fr. 55,000 eintreten lassen. Die Verteilung auf die einzelnen Rubriken wäre dann Sache der Regierung.

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Der Regierungsrat ist einverstanden.

Genehmigt nach Antrag der Staatswirtschaftskommission.

---

### XX. Staatskasse.

**Scheurer**, Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Hier ist eine Aenderung im Text vorzunehmen. Es heisst da: 1. Zinse von Geldanlagen:

*a.* Bankdepot und Hypothekarkasse. Die Worte « und Hypothekarkasse » sind zu streichen, indem das seit einigen Jahren zwischen Staatskasse und Hypothekerkasse bestandene Verhältnis, wonach die Staatskasse der Hypothekarkasse gegenüber sich in bedeutendem Vorschuss befand, nun aufhört, nachdem die Hypothekarkasse sich die nötigen Gelder durch ein Anleihen verschafft hat. Gleichwohl ist der Ansatz um Fr. 100,000 erhöht, weil die von der Hypothekarkasse an die Staatskasse zurückfliessenden Gelder bei der Kantonalbank deponiert werden können.

Mit der beantragten Abänderung im Text genehmigt.

---

### XXI. Bussen und Konfiskationen.

### XXII. Jagd, Fischerei und Bergbau.

### XXIII. Salzhandlung.

### XXIV. Stempel und Banknotensteuer.

Diese Rubriken werden stillschweigend genehmigt.

---

### XXV. Gebühren.

**Scheurer,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Wie Sie sehen, ist die Rubrik Amts- und Gerichtsschreiber und Betreibungs- und Konkursämter wiederum erheblich erhöht, namentlich gilt dies vom ersten Posten, Prozentgebühren der Amtsschreiber, wo eine Erhöhung um Fr. 30,000 eingetreten ist. Immerhin erreichen die hier budgetierten Einnahmen von Fr. 580,000 noch nicht den Betrag der Rechnung von 1896. Um so mehr darf die Erhöhung vorgenommen werden. Ich füge bei, dass diese Mehreinnahmen hauptsächlich auf die Stadt Bern entfallen, wo infolge der fortgesetzt stattfindenden und sehr bedeutenden Handänderungen diese Einnahmsquelle stark fliesst, so dass die Stadt Bern an diese Einnahme von Fr. 580,000 weitaus den grössten Beitrag liefert. Ferner ist der Posten Gebühren der Gerichtsschreiber und der Betreibungs- und Konkursämter um Fr. 15,000 erhöht worden. Es ist dies geschehen mit Rücksicht auf die Vorlage, welche dem Grossen Rate betreffend Revision der Gebührentarife gemacht worden ist und worin namentlich in Bezug auf die Prozentgebühren Aenderungen vorgeschlagen werden, indem für gewisse Prozessverhandlungen die gegenwärtigen Gebühren viel zu gering sind. Dieser neue Tarif wird in der nächsten Grossratssession behandelt werden können, und wir eskomptieren denselben hier in der Weise, dass wir voraussetzen, er werde, wenn auch nicht vollständig, so doch zum bessern Teil nach den Anträgen des Regierungsrates angenommen und es könne deshalb schon jetzt der betreffende Einnahmeposten etwas erhöht werden.

Genehmigt.

---

### XXVI. Erbschafts- und Schenkungssteuer.

**Scheurer,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Ich sehe mich veranlasst, hier folgende Bemerkung zu machen. Der Ansatz unter A im Betrage von Fr. 380,000 ist, wie Sie sehen, erheblich höher, als der Ertrag der Rechnung von 1896 mit bloss Fr. 326,000. Das Jahr 1896 war für die Erbschaftssteuer ein sehr ungünstiges, und auch das Jahr 1897 wird ein ungünstiges sein, indem der Budgetansatz von Fr. 380,000 nicht erreicht werden wird. Wenn deshalb auch dies Jahr wieder Fr. 380,000 aufgenommen werden, so kann durchaus nicht garantiert werden, dass diese Einnahme realisiert werden kann. Es ist zwar zu erwarten, dass die beiden ungünstigen Jahre, die nun hinter uns liegen, wiederum durch günstige Jahre abgelöst werden, wie es im Verlaufe der Zeit immer geschehen ist, indem wir schon Erträgnisse von über Fr. 400,000, ja sogar von Fr. 500,000 hatten, während in andern Jahren der Ertrag auf Fr. 300,000 herabgesunken ist. Es ist dies somit ein ziemlich schwankender Einnahmeposten; allein in der Hoffnung, dass im Jahre 1898 in Erbschaftssachen zu Gunsten des Staates ein besseres Verhältnis eintreten wird, wird postuliert, wiederum Fr. 380,000 aufzunehmen.

Genehmigt.

---

### XXVII. Wirtschaftspatentgebühren und Branntweinverkaufsgebühren.

Genehmigt.

---

### XXVIII. Anteil am Ertrage des Alkoholmonopols.

**Präsident.** Ich beantrage Ihnen, in Verbindung mit dieser Rubrik nun auch die verschiedenen zurückgelegten Abschnitte betreffend Bekämpfung des Alkoholismus zu erledigen.

Zustimmung.

#### 1. Ertragsanteil.

**Scheurer,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Bei Aufstellung des Budgets war noch nicht bekannt, auf welche Summe nach dem Budget der eidgenössischen Alkoholverwaltung voraussichtlich der Anteil des Kantons Bern im Jahre 1898 ansteigen werde. Man hat sich deshalb ungefähr an diejenige Summe gehalten, welche im Jahre 1896 einging. Seither ist nun das Budget der Alkoholverwaltung durch die eidgenössischen Räte behandelt worden, und es hat sich ergeben, dass voraussichtlich ein Ertrag eintreten wird, welcher gestattet, den Kantonen auf den Kopf

der Bevölkerung Fr. 2 auszurichten, was für den Kanton Bern eine Summe von Fr. 1,078,000 und einigen hundert Franken ausmacht. Es hat deshalb die Staatswirtschaftskommission beschlossen, den Ansatz auf Fr. 1,080,000 zu erhöhen. Der Regierungsrat ist damit einverstanden und glaubt auch, dass diese Summe nicht zu hoch gegriffen sei. Aus der Art und Weise, wie die Berichterstatter der eidgenössischen Räte das Budget behandelten, ist zu schliessen, dass dasselbe sehr niedrig gehalten ist und der Ertrag höchst wahrscheinlich noch ein grösserer sein wird, als Fr. 2 per Kopf der Bevölkerung. Es darf deshalb ganz gut die Summe von Fr. 1,080,000 in das Budget aufgenommen werden.

**Dr. Schwab.** Nachdem der Grosse Rat beschlossen hat, es solle der Beschluss betreffend die Verteilung des Alkoholzehntels revidiert werden, kann ich mich mit wenigen Bemerkungen begnügen. Wir nehmen an, diese Revision werde im Laufe des nächsten Jahres stattfinden, und angesichts dessen kann man nicht wohl etwas anderes thun, als die vom Regierungsrate pro 1898 vorgenommene Verteilung genehmigen. Immerhin kann ich die Bemerkung nicht unterdrücken, dass gerade der Posten, den man bisher immer angreifen musste, nämlich die hohe Summe für die Weiberanstalt in Hindelbank, für das Jahr 1898 noch höher geworden ist, ganz entgegen demjenigen, was wir immer verlangten und was die Finanzdirektion bei der Beratung des letzten Budgets in Aussicht nahm. Indessen lässt sich heute daran nichts ändern, und wir sprechen nur die Erwartung aus, dass die in Aussicht gestellte Revision des Beschlusses betreffend die Verteilung des Alkoholzehntels so rasch als möglich in Angriff genommen werde, so dass die neue Verteilung für 1899 zur Anwendung gelangen kann.

**Präsident.** Ich mache darauf aufmerksam, dass wir vorläufig nur die Ziffer 1, Ertragsanteil, diskutieren.

Angenommen nach Antrag der Regierung und der Staatswirtschaftskommission.

### 2. Bekämpfung des Alkoholismus.

**Scheurer,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Infolge der soeben beschlossenen Erhöhung des Einnahmepostens treten nun auch bei den Ausgaben Veränderungen ein. Nach dem Budget, wie es vorliegt, hätte man aus dem Reservefonds einen Betrag von Fr. 3600 entnehmen müssen, um die verschiedenen Ausgaben zu decken. Die erhöhte Einnahme gestattet nun, den einzelnen Direktionen die nämlichen Summen zuzuteilen, ohne die Reserve schwächen zu müssen. Es kann im Gegenteil ein Betrag von Fr. 2400 in Reserve gestellt werden, was beantragt wird. Dies soll nicht den Sinn haben, dass diese Fr. 2400 in den Reservefonds fallen sollen, indem diese Ansammlung von Reserven ohne bestimmten, mit dem Alkoholzehntel in Zusammenhang stehenden Zweck vom Bundesrat beanstandet wird. Die Stellung in Reserve hat den Sinn, dass über die Summe im Laufe des Jahres zu Gunsten dieses oder jenes nicht oder zu wenig berücksichtigten Zweckes verfügt werden soll. Im übrigen soll die Verteilung auch dies Jahr nur eine provisorische und eine Abänderung derselben, im Einverständnis mit der Staatswirtschaftskommission, dem Regierungsrat überlassen sein, vorausgesetzt, dass nicht in ganz nächster Zeit das Dekret betreffend die Verteilung des Alkoholzehntels, dessen Erlass vom Grossen Rate grundsätzlich beschlossen ist, behandelt werden kann, in welchem Falle dann natürlich dieses Dekret massgebend wäre.

**Bühler,** Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Ich habe dem Gesagten nur wenig beizufügen. Infolge Erhöhung des Ertragsanteils auf Fr. 1,080,000 ist es möglich, zur Bekämpfung des Alkoholismus eine Summe von Fr. 108,000 zu verwenden, so dass der Reinertrag von Fr. 918,000 auf Fr. 972,000 ansteigt. Es ergiebt sich somit eine Besserstellung des Budgets gegenüber der Vorlage um Fr. 54,000. Die Staatswirtschaftskommission hat ebenfalls beschlossen, es solle statt der Reserve eine Summe von Fr. 3600 zu entnehmen, derselben eine solche von Fr. 2400 einverleibt werden. Diese Einverleibung hat aber nicht den Sinn, dass die Reserve wirklich vergrössert werden soll, indem nach einer Verfügung des Bundesrates die Anlage solcher Reserven nicht als eine richtige Verwendung des Alkoholzehntels betrachtet wird. Es wird vielmehr vollständige Verwendung des Alkoholzehntels verlangt, und so müssen auch diese Fr. 2400 wirklich zur Bekämpfung des Alkoholismus verwendet werden. — Wir beantragen Ihnen, die Ansätze zu acceptieren, wie sie von der Regierung und der Staatswirtschaftskommission vorgeschlagen werden.

Genehmigt nach Antrag der Regierung und der Staatswirtschaftskommission.

**Präsident.** Mit dieser Genehmigung haben Sie auch die Genehmigung der früher zurückgelegten Abschnitte betreffend Bekämpfung des Alkoholismus ausgesprochen.

---

## XXIX. Militärsteuer.

Genehmigt.

---

## XXX. Direkte Steuern.

**Scheurer,** Finanzdirektor, Berichterstatter des Regierungsrates. Wie bereits im gedruckten Bericht der Finanzdirektion, resp. des Regierungsrates gesagt und mündlich beim Eintreten auf die Beratung des Budgets wiederholt worden ist, ist es bei der gegenwärtigen Sachlage nicht möglich, die Rubrik Direkte Steuern definitiv zu erledigen, sondern es kann das nur vorläufig und provisorisch geschehen und in Gewärtigung genauerer und näherer Vorlagen des Regierungsrates in möglichst kurzer Frist. Diese Situation wird durch den Umstand veranlasst, dass das kürzlich angenommene neue Armengesetz auf 1. Januar in Kraft tritt, während die Vollziehung aus bekannten Gründen nicht so gefördert werden konnte, dass die finanziellen Kon-

sequenzen ganz klar zu Tage liegen und dem Grossen Rat diesbezüglich genaue Vorschläge gemacht werden könnten. Es wird sich vor allem aus darum handeln, ob die besondere Armensteuer, zu deren Bezug dem Grossen Rate Kompetenz erteilt ist, ganz oder teilweise bezogen werden soll. Ich für meine Person bin in den letzten Tagen bei näherem Studium zur Ansicht gelangt, dass diese Armensteuer bezogen werden muss, nicht sowohl deswegen, weil man das Geld nötig hat, als wegen des Verhältnisses des alten Kantons zum Jura. Denn gerade bei der Armensteuer werden dem Jura Konzessionen gemacht; auf sie baut sich die Verständigung auf, wenn man sie so nennen will. Während einer gewissen Periode hat der Jura an das Armenwesen weniger beizutragen, als der alte Kanton. Würde daher die besondere Armensteuer nicht bezogen, so könnte der neue Kantonsteil mit Recht sagen, alles was man ihm versprochen habe, werde nun nicht gehalten. Ich glaube also, der Bezug einer besondern Armensteuer müsse als eine unabänderliche Thatsache und Notwendigkeit ins Auge gefasst werden. Daneben wird es sich dann allerdings fragen, welche Steuer für die ordentliche Verwaltung des Staates notwendig sein wird. Es ist wiederum eine Folge des neuen Armengesetzes, dass im alten und im neuen Kantonsteil die nämliche Steuer bezogen werden muss. Es kann daher dasjenige, was in der Vorlage gedruckt steht, wonach im alten Kanton eine Vermögenssteuer von 2 pro mille, im Jura eine solche von 1,8 pro mille bezogen würde, nicht bestehen bleiben, sondern es muss hier ein einheitlicher Ansatz aufgestellt werden; es fragt sich nur, ob man zum niedrigeren Ansatz des Jura herabgehen oder zum höheren Ansatz des alten Kantons hinaufgehen will. Wenn es möglich wäre, durch Beschaffung neuer Einnahmen oder erhebliche Verminderung der Ausgaben, die Finanzlage so zu gestalten, dass mit einer Steuer von 1,8 pro mille für die ordentliche Verwaltung auszukommen wäre, so wäre das sehr zu begrüssen, denn ich glaube, wenn es zur Ausführung des Armengesetzes kommt, wird eine Steuer von 2,5 pro mille stark empfunden werden. Die steuerzahlenden Bürger würden uns daher sehr dankbar sein, wenn wir für die ordentliche Verwaltung nicht auf 2 pro mille zu gehen brauchten. Ob dies aber möglich ist, ist eine Frage der Untersuchung. Diese Untersuchung wird ernsthaft an die Hand genommen werden. Es kann daher auf den heutigen Tag noch kein definitiver Beschluss gefasst werden, sondern die Regierung beantragt Ihnen, die ganze Rubrik « Direkte Steuern », so wie sie vorliegt, in globo anzunehmen in der Meinung, dass dieser Teil des Budgets, nachdem die entsprechenden Anträge des Regierungsrates vorliegen, vom Grossen Rate in einer der nächsten Sessionen neu behandelt und das Budget dann rektifiziert werden soll.

**Bühler**, Berichterstatter der Staatswirtschaftskommission. Wir befinden uns in Bezug auf die Festsetzung der direkten Steuern in einer etwas eigentümlichen Situation, indem es gar nicht möglich ist, gegenwärtig schon ein fertiges Steuerbudget aufzustellen. Die gedruckte Vorlage stellt noch auf die früheren gesetzlichen Verhältnisse ab, wonach im alten Kanton eine Extraarmensteuer von $^2/_{10}$ pro mille bezogen werden musste. Nun wissen Sie, dass infolge des neuen Armengesetzes diese besondere Armensteuer im alten Kanton dahinfällt und zwischen altem und neuem Kanton, mit Ausnahme der Extravergünstigungen in Bezug auf den Jura, völlige Steuergleichheit hergestellt ist. Es müssen deshalb die Ansätze der Vorlage (2 ‰ Vermögenssteuer im alten Kanton und 1,8 ‰ im Jura, bezw. 3 % Einkommenssteuer im alten Kanton und 2,7 % im Jura) abgeändert werden, was aber nur geschehen kann in Verbindung mit der in Aussicht gestellten Vorlage, welche das Armenbudget feststellt und bestimmt, in welchem Umfang die im Armengesetz vorgesehene Extraarmensteuer bezogen werden soll. Nach der Verfassung ist der Grosse Rat berechtigt, von sich aus eine direkte Staatssteuer bis zu 2 ‰ festzustellen; er kann aber auch unter 2 ‰ bleiben. Nun wissen wir, dass gegenwärtig und wahrscheinlich noch auf lange Jahre hinaus eine Steuer von $^1/_{10}$ ‰ für die Erweiterung der Irrenpflege bezogen werden muss. Mit dieser Steuer wird man bei Festsetzung der Staatssteuer auch rechnen müssen. Wenn wir dazu kommen, für den ganzen Kanton die Staatssteuer auf 2 pro mille festzusetzen, so entfällt hievon $^1/_{10}$ pro mille auf den Irrenfonds, und es bleiben noch 1,9 pro mille eigentliche Staatssteuer übrig. Wenn man sich entschliesst, auf 2 pro mille zu gehen, so muss die direkte Staatssteuer auch für den Jura auf 2 pro mille festgesetzt werden, gleich wie im alten Kanton. Bei Feststellung der Steuer wird man sich auch darüber schlüssig machen müssen, in welchem Umfange die eigentliche Armensteuer bezogen werden soll. Bei Beratung des Armengesetzes hatte man noch einige Hoffnung, dass es unter Umständen gar nicht nötig sei, die Armensteuer zu beziehen, und auch der Bericht der Finanzdirektion vom 14. Dezember lässt in dieser Beziehung noch einige Hoffnung durchschimmern. Angesichts des Umstandes aber, dass das Budget mit einem Ausgabenüberschuss von einer Million schliesst und man sich sagen muss, dass es nicht möglich sein wird, diesen Ausgabenüberschuss vollständig zu eliminieren, sondern dass wir nur erwarten können, uns um einige hunderttausend Franken besser zu stellen, muss man zu der Ueberzeugung gelangen, dass es unumgänglich nötig ist, eine Extraarmensteuer zu beziehen. Ob dieselbe auf 0,4 oder 0,5 pro mille festgesetzt werden muss, kann vorläufig nicht beurteilt werden. Es steht nur so viel sicher, dass eine Extraarmensteuer bezogen werden muss, namentlich auch mit Rücksicht auf den von Herrn Scheurer bereits angeführten Umstand, dass das neue Armengesetz gerade in Bezug auf die neuen Steuern dem Jura gewisse Vergünstigungen zusichert. Es kann daher heute kein definitives Steuerbudget aufgestellt werden. Wir müssen aber doch irgend etwas aufnehmen, weil sonst das Budget mit einem ganz gewaltigen Ausgabenüberschuss schliessen würde, der sich nicht rechtfertigen liesse. Wir schlagen deshalb in Uebereinstimmung mit der Regierung vor, vorläufig die vorliegenden Ansätze zu genehmigen in dem Sinne, dass man im Laufe des nächsten Jahres, in Verbindung mit dem Armenbudget, auf alle Ansätze zurückkommen kann. Wollte man das Budget heute definitiv gestalten, so wäre die Staatswirtschaftskommission im Fall, hier eine wesentliche Erhöhung vorzuschlagen. Es mag zu Ihrer Beruhigung dienen, dass die Steuerkraft des Staates derart ist, dass man hier ganz gut Mehreinnahmen im Betrage von wenigstens Fr. 100,000 oder sogar Fr. 130,000 ins Budget einsetzen könnte. Wir hatten anfänglich die Absicht, bei der Einkommenssteuer eine Erhöhung um Fr. 100,000 vorzuschlagen und zwar eine Erhöhung um Fr. 70,000 beim Einkommen I. Klasse und eine solche um Fr. 30,000 beim Einkommen

III. Klasse. Aus der Rechnung von 1896 ersehen Sie, dass die Einkommenssteuer mehr als Fr. 100,000 mehr betrug, als nunmehr budgetiert ist. Man könnte also eine Erhöhung um Fr. 100,000 ganz gut verantworten, und auch bei der Vermögenssteuer dürfte eine Vermehrung um Fr. 30,000 vorgenommen werden. Da aber die ganze Vorlage nur eine provisorische ist, so verzichtet die Staatswirtschaftskommission darauf, derartige Erhöhungsanträge zu stellen. Wir beantragen Ihnen daher Zustimmung zu dem Antrage des Regierungsrates.

Angenommen nach Antrag der Regierung und der Staatswirtschaftskommission.

---

## XXXI. Unvorhergesehenes.

Genehmigt.

---

**Präsident.** Ich frage an, ob Wiedererwägungsanträge gestellt werden.

**Dürrenmatt.** Ich möchte auf die Rubrik I, lit. E, Staatskanzlei, zurückkommen, da ich bei der Behandlung dieser Rubrik gerade herausgerufen worden war. Ich will nur sagen, was ich anzubringen wünsche. Es handelt sich um einen frühern Beschluss des Grossen Rates betreffend Herausgabe des Grossrats-Tagblattes und um einige Bemerkungen zum Staatskalender.

Der Wiederwägungantrag wird stillschweigend angenommen.

**Präsident.** Ich erteile nun Herrn Dürrenmatt das Wort zur Anbringung seiner Bemerkungen.

**Dürrenmatt.** Ich habe schon vor einem Jahre beir Beratung des Staatsverwaltungsberichtes in Erinnerung gebracht, dass ein Beschluss vom Jahre 1888 besteht betreffend Herausgabe des Grossrats-Tagblattes. Man machte in den 80er Jahren den Versuch, das Tagblatt in Antiqua, also in lateinischer Schrift, wie man sie gewöhnlich nennt — ich weiss zwar wohl, dass es nicht lateinische Schrift ist — erscheinen zu lassen. Dieser Versuch gab zu vielen Reklamationen Anlass. Viele Leute haben sich darüber beschwert, und so hat der Grosse Rat im Jahre 1888 den förmlichen Beschluss gefasst, das Tagblatt solle wieder in deutscher Schrift erscheinen. Gleichwohl erscheint das Tagblatt seit 1896 wiederum in Antiqua, und ich habe schon viele Leute darüber klagen gehört. Die Leute sagen, sie seien sich nicht an die Antiqua gewöhnt, und ich sehe wirklich nicht ein, weshalb man das Tagblatt nicht in deutscher Schrift publizieren könnte. Das Tagblatt wird ja publiziert, damit es gelesen werde. Sie mögen in der deutschen Schweiz so manche politische Zeitung zur Hand nehmen, als Sie wollen, es fällt keiner einzigen ein, lateinische Schrift einzuführen. Auf die Vorzüge dieser oder jener Schrift, welche schöner sei etc., will ich nicht eintreten, weil das nicht in Betracht fällt, sondern die Hauptsache ist die, dass das Tagblatt gelesen wird. Ich stelle mir vor, dass die Publikation in deutscher Schrift vielleicht bei der Druckerei Schwierigkeiten veranlasst; allein ich finde, die Druckerei soll sich nach dem Grossratsbeschluss richten und nicht der Grosse Rat nach der Druckerei. Ich möchte deshalb den Grossratsbeschluss vom Jahre 1888, der nie aufgehoben wurde, in Erinnerung bringen in der Meinung, dass das Tagblatt in Zukunft wieder in deutscher Schrift erscheinen soll.

Die zweite Bemerkung betrifft den Staatskalender, der den Mitgliedern des Grossen Rates unentgeltlich zugeschickt wird, während das Publikum für denselben, wenn ich nicht irre, Fr. 1. 50 zu bezahlen hat. Ich glaube, zu diesem Preise könnte der Staatskalender etwas reichhaltiger sein. Gegenüber früher ist dessen Inhalt sogar noch reduziert worden, indem die Sekundarschulkommissionen gestrichen wurden. Diese Streichung wird hie und da, namentlich in Lehrerkreisen, als ein Mangel empfunden. Nehmen wir an, ein junger Lehrer, der sich auf eine Sekundarschule melden will, möchte wissen, wer Mitglied der Kommission ist. Da gab früher der Staatskalender Auskunft, während nunmehr die Sekundarschulkommissionen gestrichen sind. Ich finde ferner, es wäre sehr wünschenswert, dass die Mitglieder der Centralsteuerkommission im Staatskalender figurieren würden, denn das ist eine Behörde, die jedermann im Kanton kennen sollte. Auch die Bezirkssteuerkommissionen sähe ich gerne in dem Kalender aufgeführt; vielleicht ist das aber schwieriger, weil sie, glaube ich, jedes Jahr mehr oder weniger wechseln. Allein der Kalender erscheint ja auch jedes Jahr, und es scheint mir, es sollten diese Verzeichnisse auch aufgenommen werden können. Ferner könnte vielleicht gewisses statistisches Material ebenfalls mit Nutzen publiziert werden, wie es z. B. im Staatskalender des Kantons Neuenburg der Fall ist, der sehr reich mit allerlei statistischem Material, schweizerischem und kantonalem, ausgestattet ist. Es soll dies absolut kein Vorwurf an die Staatskanzlei und das statistische Bureau sein. Ich anerkenne im Gegenteil, dass das statistische Bureau jedes Jahr sehr wertvolle Publikationen veröffentlicht, und ich möchte daher auf diesem Punkt weniger insistieren, als auf die vorhin genannten. In Bezug auf das Grossrats-Tagblatt wäre es fast unlogisch, wenn ich sagen wollte, der seiner Zeit gefasste Beschluss des Grossen Rates solle ausgeführt werden. Ich glaube deshalb, es sei nicht nötig, in dieser Beziehung einen Antrag zu stellen, sondern es genüge, den Beschluss des Grossen Rates in Erinnerung zu bringen. Ich möchte dem Grossen Rat nicht zumuten, zu beschliessen, es solle ein früherer Beschluss ausgeführt werden. Die Bemerkungen betreffend den Staatskalender möchte ich als Wünsche zu Handen der Regierung, eventuell der Staatskanzlei, angesehen wissen.

**Dr. Gobat**, Regierungsrat. Ich erlaube mir zu den Anregungen des Herrn Dürrenmatt kurz zwei Bemerkungen. Herr Dürrenmatt behauptet, der im Jahre 1888 gefasste Beschluss betreffend Druck der Staatsvorlagen bestehe noch in Kraft. Allerdings hat der Grosse Rat im Jahre 1888, und zwar ohne dass vom Regierungsrat irgend eine Vorlage gemacht oder verlangt worden wäre, bei Anlass der Behandlung des Geschäftsberichtes beschlossen, in Abwesenheit der betreffenden Mitglieder des Regierungsrates, dass die

sämtlichen oder wenigstens ein Teil der staatlichen Vorlagen in Frakturschrift gedruckt werden sollen. Allein der Grosse Rat ist vor einiger Zeit, wenigstens stillschweigend, darauf zurückgekommen, indem er bei einem gewissen Anlass, den ich nicht in Erinnerung habe, beschlossen hat, die Frage des Druckes der Staatsvorlagen an die Regierung zum Bericht und Antrag zu weisen. Die Erziehungsdirektion erhielt dann den Auftrag, in dieser Angelegenheit Anträge zu stellen. Nun war die Erziehungsdirektion bis jetzt nicht in der Lage, bezügliche Anträge zu bringen, weil die Regierung sich gegenwärtig mit dem Neudruck der Gesetzsammlung beschäftigt. Unsere Gesetzsammlung hat nach und nach einen solchen Umfang angenommen, dass es grosse Mühe kostet, sich in derselben zurecht zu finden. Der Regierungsrat hat deshalb schon vor einigen Jahren die Frage untersucht, ob es nicht ratsam sei, eine neue reduzierte Auflage der Gesetzsammlung zu veranstalten. Die Frage wurde einem unserer Professoren der juristischen Fakultät zur Untersuchung übertragen und dessen Bericht soll nächstens erfolgen. Es wird dabei zugleich entschieden werden müssen, ob die Bundesgesetze und Bundesbeschlüsse künftighin wieder in dieselbe aufgenommen werden sollen, und diese Frage hat einen wesentlichen Einfluss auf die Schriftart, weil die eidgenössischen Vorlagen alle in Antiqua gedruckt werden. Erst nachdem diese Frage entschieden ist, wird die Regierung den verlangten Bericht über den Druck der Staatsvorlagen erstatten können. Voraussichtlich wird schon in den nächsten Wochen über die Herausgabe der neuen Gesetzsammlung ein Beschluss gefasst werden können, und dann wird die Regierung Ihnen auch Anträge unterbreiten betreffend den Druck der staatlichen Vorlagen, inbegriffen das Tagblatt des Grossen Rates. Ich nehme also an, dass das Tagblatt nächstes Jahr noch in Antiqua gedruckt wird, dass dann aber für 1899 ein definitiver Antrag über den Druck der staatlichen Vorlagen überhaupt wird gestellt werden können.

Was den Inhalt des Staatskalenders betrifft, so muss ich den Grossen Rat daran erinnern, dass er vor einem Jahre, wenn ich nicht irre, den Beschluss fasste, die staatlichen Vorlagen sollen vereinfacht werden. Ich hatte allerdings einige Bedenken, weil nach meiner Ansicht in den staatlichen Vorlagen nicht zu viel gesagt ist, und ich glaube auch, dass die Berichterstattung der Direktionen über ihre Geschäftsführung darunter gelitten hat. Auf diesen Beschluss des Grossen Rates ist auch die Vereinfachung des Staatskalenders zurückzuführen. Die Staatskanzlei fragte die Erziehungsdirektion an, ob es nicht möglich wäre, die Sekundarschulkommissionen wegzulassen, um das Volumen des Staatskalenders etwas zu reduzieren. Ich hatte keine grossen Bedenken, diesem Wunsche zu entsprechen, und so erklärte ich mich einverstanden. Allein ich habe mir nicht verhehlt, dass es besser gewesen wäre, wenn man den Beschluss betreffend Reduktion der staatlichen Vorlagen nicht gefasst hätte. Nachdem er aber gefasst ist, muss man demselben zu entsprechen suchen. Wenn es gewünscht wird, so hat die Erziehungsdirektion nichts dagegen, im Gegenteil, dass die Sekundarschulkommissionen wieder aufgenommen werden. Ich werde mich mit der Staatskanzlei ins Einvernehmen setzen und dann das Nötige verfügen.

**Präsident.** Ich mache darauf aufmerksam, dass wir das Budget behandeln und nicht den Staatsververwaltungsbericht; es sollen nur Dinge zur Sprache gebracht werden, welche das Budget berühren.

**Dürrenmatt.**. Was die Bemerkung des Herrn Präsidenten betrifft, so meine ich, es sei immer so gewesen, dass man auch beim Budget solche Wünsche anbringen konnte. Ich erlaube mir deshalb auch, auf die Bemerkungen des Herrn Dr. Gobat zurückzukommen. Was der Herr Erziehungsdirektor von der Neuausgabe der Gesetzsammlung sagt, ist alles ganz löblich; aber ich finde, es hat keinen Bezug auf den vom Grossen Rate gefassten Beschluss. Ob die Bundesgesetze in die neue Gesetzsammlung aufgenommen werden oder nicht und welcher Modus für dieselbe überhaupt gewählt werden soll, hat mit der Schrift des Grossratstagblattes nichts zu thun, und auch der Umstand hat damit nichts zu thun, dass im Jahre 1888, als der Grosse Rat seinen Beschluss fasste, das betreffende Mitglied des Regierungsrates nicht anwesend war. Der Beschluss wurde in rechtsgültiger Weise gefasst, und ich meine, er muss ausgeführt werden. Da nun der Herr Erziehungsdirektor im Gegenteil sagt, trotz des Beschlusses von 1888 werde das Tagblatt weiter in lateinischer Schrift erscheinen, so muss ich doch den Antrag stellen, den ich vorhin nicht stellen wollte, es solle das Tagblatt des Grossen Rates wieder in deutscher Schrift gedruckt werden.

**Scheurer**, Finanzdirektor. Ich will auf die Sache selber nicht eintreten. Ich gebe zu, dass materiell Herr Dürrenmatt verschiedenes recht hat, namentlich auch in Bezug auf den Staatskalender, wo ich mich auch überzeugte, dass man in dem Bestreben, denselben zu reduzieren, etwas zu weit gegangen ist. Was dagegen die formelle Behandlung des Antrages des Herrn Dürrenmatt anbetrifft, so finde ich, derselbe sollte als Postulat betrachtet und dem Regierungsrat zur nähern Behandlung und Prüfung, eventuell zur Nachachtung, überwiesen werden. Der Regierungsrat wird dann die Frage nochmals prüfen bei Anlass der Behandlung der allgemeinen Druckereifrage, die uns schon lange beschäftigt und noch nicht zum Abschluss gekommen ist, d. h. der Frage, welche Aenderungen in unserm Druckereiwesen überhaupt eingeführt werden sollen, ob man den Gedanken einer Staatsdruckerei verwirklichen oder sich mit Privatdruckern auf einen andern Boden stellen will, als es gegenwärtig der Fall ist. In diesem Sinne möchte ich beantragen, die Anregung des Herrn Dürrenmatt als Postulat dem Regierungsrat zu überweisen.

**Präsident.** Die Regierung erklärt sich bereit, die Sache zu prüfen, wenn der Antrag des Herrn Dürrenmatt als Postulat behandelt wird. Ist Herr Dürrenmatt einverstanden?

**Dürrenmatt.** Ich bin nicht befriedigt, weil ich sehe, dass die Sache darauf hinausläuft, das Tagblatt auch in Zukunft in lateinischer Schrift herauszugeben. Ich sähe es daher lieber, wenn ein Beschluss gefasst würde.

**Präsident.** Die Regierung erklärt sich bereit, das Postulat zu prüfen. Herr Dürrenmatt dagegen möchte schon heute einen definitiven Beschluss fassen. Wir stimmen ab.

Abstimmung.

Für Ueberweisung an den Regierungsrat 52 Stimmen.
Für sofortige Beschlussfassung im Sinne des Antrages Dürrenmatt . . . 41 »

**Präsident.** Werden weitere Wiedererwägungsanträge gestellt? — Es scheint dies nicht der Fall zu sein. Wir gehen über zur

Schlussabstimmung.

Für Annahme des Budgets . . . . . Mehrheit.

---

Das **Präsidium** giebt dem Grossen Rate Kenntnis von folgender

## Motion.

Der Regierungsrat wird eingeladen, zu untersuchen und Bericht und Antrag zu bringen, wie die Organisation der Molkereischule gesetzlich zu regeln sei.

Jenni, Etter, Marthaler, Burkhardt, Weber (Grasswyl).

Wird auf den Kanzleitisch gelegt.

---

**Präsident.** Soeben ist folgendes Telegramm eingelangt:

Grossratspräsident Bigler,
Rathaus Bern.

Die Angaben von Grossrat Dürrenmatt in gestriger Grossratssitzung über den Artikel « Galizisches Bauernleben » im « Schweizerbauer » sind total unwahr. Ich werde den Beweis erbringen. Sie wollen von diesem Telegramm dem Grossen Rat Mitteilung geben.

Flückiger, Redaktor.

**Dürrenmatt.** Ich weiss nicht, ob es statthaft ist, auf eine solche ausserparlamentarische Einmischung eine Bemerkung zu machen. Wenn es erlaubt ist, so will ich bloss konstatieren, dass ich meine gestrige Behauptung aufrecht erhalte.

**Präsident.** Ich habe nur pflichtgemäss Ihnen von dem Telegramm Kenntnis gegeben, weil es an den Präsidenten des Grossen Rates gerichtet ist. Die Sache selbst wollen wir nicht weiter behandeln.

Meine Herren! Wir sind am Schlusse unserer Traktanden angelangt. Ich entbiete sowohl den Mitgliedern der Regierung, als denjenigen des Grossen Rates die besten Glückwünsche zum bevorstehenden Jahreswechsel und wünsche allen frohe Festtage. Damit erkläre ich die Session als geschlossen.

---

Schluss der Sitzung und der Session

um 11½ Uhr.

---

*Der Redacteur:*

**Rud. Schwarz.**

---

**Berichtigung.** Seite 354 hievor ist unter denjenigen Mitgliedern, welche sich der Abstimmung über das Armengesetz enthielten, irrtümlich Herr Chodat aufgeführt; sein Name ist durch denjenigen des Herrn Choffat zu ersetzen.